



Déclaration de Performance Extra-Financière du groupe InVivo 2024/2025

Sommaire

1.	Notre modèle organisationnel et de gouvernance	6
1.1	Une gouvernance garante du maintien de notre modèle coopératif	8
1.2	Une démarche RSE intégrée à la stratégie	9
1.3	InVivo Group, Société à mission	10
2.	Notre modèle économique et sociétal	14
2.1	Agriculture	16
2.2	Négoce international	17
2.3	Agroalimentaire	18
2.4	Retail	19
2.5	Pôle innovation	20
2.6	Le fonds de dotation InVivo Foundation	20
2.7	Notre modèle d'affaires	21
3.	Démarche RSE	24
3.1	« Impulser un impact positif », une stratégie RSE solide et cohérente	26
3.2	Un engagement de longue date exposé par quelques exemples	27
3.3	Un prêt à critères RSE et un bonus dans la rémunération des managers pour accompagner notre engagement	28
4.	Identification des enjeux RSE et perspectives	30
4.1	Identifier nos enjeux RSE pour mieux y répondre	32
4.2	Perspectives	35
5.	Nos actions	36
5.1	Impulser un impact positif pour l'environnement	38
5.2	Générer un impact positif pour nos collaborateurs	68
5.3	Promouvoir l'impact positif dans nos filières, notre écosystème, pour les agriculteurs et pour les consommateurs	82
5.4	Respecter nos valeurs et nos principes éthiques	100
6.	Annexes et notes méthodologiques	106
6.1	Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU	108
6.2	Note méthodologique	111
6.3	Périmètre et spécificités méthodologiques des indicateurs	112
6.4	Synthèse des indicateurs de <i>reporting</i> extra-financier	125
6.5	Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant (OTI)	129



Déclaration de Performance Extra-Financière du groupe InVivo

2024/2025

À propos de ce rapport

Cette Déclaration de Performance Extra-Financière, portant sur l'exercice fiscal 2024/2025 clôturé au 30 juin 2025, vise à fournir aux parties prenantes du groupe InVivo une vision globale de sa stratégie et de ses engagements en matière environnementale, sociale, sociétale et de gouvernance.

Il a été élaboré avec la contribution de toutes les filiales du Groupe et porte sur l'ensemble du périmètre consolidé. Le périmètre de certains indicateurs peut cependant varier notamment en raison des acquisitions récentes. Une note méthodologique en page 112 précise les spécificités.

Dans le but de préparer les équipes à l'application future de la Directive européenne relative à la publication d'informations en matière de durabilité (CSRD), le rapport intègre de nouveaux éléments issus des travaux du Groupe, notamment la méthodologie et les résultats de l'analyse de double matérialité menée sur l'exercice, ainsi que la description des principaux impacts, risques et opportunités issus de cette analyse, auxquels le Groupe apporte des réponses par ses politiques et ses plans d'actions.

Éditorial

Thierry Blandinières, Directeur général du groupe InVivo

L'année 2024-25 s'inscrit dans un contexte marqué par des défis majeurs, mais aussi par d'immenses opportunités. Le monde agricole, toujours au cœur de nos préoccupations, est en pleine mutation. Les enjeux climatiques, la demande croissante en aliments sains et durables, les évolutions technologiques... autant de facteurs qui bousculent nos modèles et nous invitent à repenser notre façon de produire et de nourrir.

Chez InVivo, nous avons choisi de relever ces défis avec ambition et détermination. Notre groupe, profondément ancré dans les territoires, est plus que jamais engagé à accompagner les agriculteurs et les coopératives dans cette transition. Nous voulons être leur partenaire de choix, leur offrant les outils, les services et les conseils dont ils ont besoin pour réussir.

Très attachés à notre raison d'être et à notre statut de Société à mission, nous poursuivons notre stratégie de développement et de transformation, en nous appuyant sur nos atouts : notre expertise, notre réseau, notre capacité d'innovation. Nous continuons à investir dans les nouvelles technologies, dans la recherche et le développement, pour proposer des solutions toujours plus performantes et respectueuses de l'environnement mais aussi de la création de valeur issue du travail de chacun, au bénéfice de tous, agriculteurs, collaborateurs, mais aussi clients, fournisseurs, consommateurs, dans le souci de redistribuer au mieux cette valeur.

Mais notre ambition va au-delà de la simple performance économique. Nous voulons être un acteur responsable, engagé dans une agriculture durable et solidaire. C'est pourquoi nous allons intensifier nos efforts en matière de transition énergétique, de préservation de la biodiversité, de développement de l'agriculture régénératrice et de circuits courts.

Je suis convaincu que l'avenir de l'agriculture est entre nos mains. Ensemble, nous pouvons construire un modèle agricole plus résilient, plus performant et plus vertueux. Un modèle qui réponde aux attentes des consommateurs, tout en préservant notre planète.

Engagés pleinement dans cette dynamique, soyons créatifs, innovants et solidaires. Faisons d'InVivo un *leader* de l'agriculture performante de demain.



Thierry Blandinières
Directeur général du groupe InVivo

Laurence Le Marchand, Directrice RSE du groupe InVivo

Dans le contexte actuel nous avons de très grands défis à relever mais aussi des moyens d'y arriver, de quoi rester optimistes :

En outre, nous savons que l'agriculture est une activité qui peut impacter l'environnement mais selon ses pratiques elle constitue aussi une source significative d'opportunités en offrant des solutions pour les enjeux environnementaux. Pour favoriser le développement de ces opportunités, nous devons agir collectivement et permettre ensemble, la massification des pratiques résilientes et d'agriculture régénératrice.

Cela signifie pour nous d'accompagner les agriculteurs et les coopératives à pratiquer une agriculture à plus faibles émissions de gaz à effet de serre, et à meilleure optimisation des potentiels de séquestration.

Toutefois, les actions qui visent à limiter l'impact climatique de l'agriculture ne suffiront pas si elles n'intègrent pas aussi d'autres enjeux déterminants comme celui de la santé des sols, de la régénération de la biodiversité, de la disponibilité de l'eau et donc de la capacité à produire durablement.

Pour accélérer la conduite de cette transformation, il convient de mobiliser tous les moyens : l'analyse de données, l'innovation et ses nouvelles technologies, la recherche et développement, l'adaptation des pratiques... C'est un vaste chantier de transformation. « Nous devons être aux côtés des agriculteurs pour les accompagner dans l'adaptation à ces changements », complète Olivier Clyti, Directeur de la stratégie, de l'innovation et de la RSE, « et pour cela il est impératif de trouver un modèle économique pour l'agriculteur qui lui permette de supporter la prise de risque. En effet il n'y a pas de transformation de cette ampleur sans une prise de risque pour les agriculteurs ; c'est donc dans une réflexion collective élargie que doivent se réfléchir les solutions économiquement pérennes pour les agriculteurs et pour les chaînes de valeur ».

L'ambition du groupe InVivo est aussi une réponse aux attentes sociétales – et, par voie de conséquence, à celles des transformateurs, des industriels, et des distributeurs à l'écoute de leurs clients. Les consommateurs demandent des produits bons et sains pour leur santé mais aussi responsables vis-à-vis de l'environnement et soucieux de l'avenir des producteurs qui doivent pouvoir vivre décemment de leur métier et transmettre leur savoir-faire aux générations suivantes en toute sérénité. C'est la responsabilité de toute la chaîne de valeur de prendre en charge les actions nécessaires pour y parvenir. InVivo est dans cette voie, s'inscrit dans une démarche de progrès pour contribuer à la capacité à nourrir le plus grand nombre d'hommes et de femmes.

Notre Déclaration de Performance Extra-Financière est un moyen de rendre compte de nos actions concrètes pour répondre à nos principaux enjeux. C'est un exercice que nous pratiquons depuis plusieurs années et adaptons au fil des évolutions de périmètre de nos activités.



Laurence Le Marchand
Directrice RSE du groupe InVivo

InVivo en bref

Chiffres clés au 30 juin 2025

11,39 Mds€
de chiffre
d'affaires

14 778
collaborateurs

163
coopératives
sociétaires

37
pays
d'implantation⁽¹⁾

InVivo à travers le monde (nombre de collaborateurs)⁽¹⁾

Europe

- Allemagne (110)
- Belgique (61)
- Bulgarie (74)
- Espagne (205)
- France (11 019)
- Hongrie (8)
- Irlande (31)
- Italie (1)
- Moldavie (14)
- Pays-Bas (38)
- Pologne (96)
- Portugal (324)
- République tchèque (326)
- Roumanie (161)
- Royaume-Uni (309)
- Serbie (69)
- Slovaquie (11)
- Ukraine (293)

Amérique

- Argentine (6)
- Brésil (308)
- Canada (236)
- États-Unis (284)

Asie

- Chine (15)
- Corée du Sud (1)
- Inde (96)
- Japon (2)
- Kazakhstan (67)
- Russie (64)
- Singapour (7)

Océanie

- Australie (126)
- Nouvelle-Zélande (2)

Afrique

- Afrique du Sud (16)
- Algérie (1)
- Arabie saoudite (3)
- Côte d'Ivoire (5)
- Éthiopie (110)
- Kenya (251)

4 verticales métiers

1. Agriculture

InVivo Ag°, Soufflet Agriculture, Soufflet Vigne

2. Négoce international de grains

Soufflet Négoce by InVivo

3. Agroalimentaire (Malterie, Pôle blé, Vin)

Soufflet Malt, Episens by InVivo, Cordier by InVivo

4. Retail

TERACT

5 objectifs stratégiques

1. Tendre vers le zéro résidu de pesticide
2. Contribuer à la neutralité carbone
3. Préserver et régénérer les sols
4. Restaurer et valoriser la biodiversité
5. Diversifier les revenus des agriculteurs

**1 fabrique
de l'innovation :**
InVivo Digital factory

**2 plateformes
de vente de biens
et services agricoles :**
aladin.farm
Farmi



(1) Moyenne sur la période de reporting.

Nos métiers et les filiales



1. Notre modèle organisationnel et de gouvernance

1.1	Une gouvernance garante du maintien de notre modèle coopératif	8
1.2	Une démarche RSE intégrée à la stratégie	9
1.3	InVivo Group, Société à mission.	10



1.1 Une gouvernance garante du maintien de notre modèle coopératif

Union nationale de coopératives agricoles, le groupe InVivo apporte des solutions innovantes et responsables à ses 162 coopératives sociétaires et à leurs adhérents pour soutenir la transition environnementale et économique de l'agriculture et de l'alimentation.

Le Conseil d'administration de l'Union InVivo est présidé par Jérôme Calteau, agriculteur et Président de la coopérative agricole Cavac. Le Conseil comprend 22 associés coopérateurs, un associé non coopérateur, cinq représentants des salariés élus ainsi que deux personnalités qualifiées, Ewa Brandt et Daniel Chéron, Président du Haut Conseil à la Coopération Agricole (HCCA).

L'agriculture et l'alimentation sont au cœur des **17 Objectifs de Développement Durable** de l'ONU dont InVivo contribue au quotidien à la réalisation effective.



InVivo renouvelle son adhésion au Pacte mondial des Nations Unies (Global Compact) depuis 2016.



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

Dans une démarche d'exemplarité vis-à-vis de ses fournisseurs, une part majoritaire des métiers d'InVivo ont réalisé leur évaluation EcoVadis. Ils peuvent faire état des scores suivants :

Filiale	Date d'évaluation	Médaille	Score	Percentile
InVivo Group	21/05/2025	Entreprise engagée	58/100	58
Soufflet Malt	18/07/2024	OR	77/100	98
Moulins Soufflet	27/05/2025	ARGENT	73/100	92
Neuhauser	29/01/2024	Entreprise engagée	49/100	43
Solyve (Ingrédients)	23/10/2023	OR	72/100	93
AIT Ingrédients	13/12/2023	ARGENT	63/100	82
<i>En cours de réévaluation</i>				
Soufflet Agriculture	23/04/2024	Entreprise engagée	49/100	41
Soufflet Négocio by InVivo	25/11/2022	ARGENT	60/100	79
Cordier by InVivo	30/05/2024	ARGENT	70/100	92
Semences de France	06/03/2025	ARGENT	70/100	89
Phyteurop	4/06/2023	BRONZE	58/100	72
<i>En cours de réévaluation</i>				

InVivo est une union nationale de coopératives agricoles, fondée sur le respect des valeurs et des principes coopératifs tels que définis par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI).



Une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs à travers une entreprise détenue collectivement et contrôlée démocratiquement.

L'Union InVivo est membre de La Coopération Agricole.



LA COOPÉRATION AGRICOLE
Construisons en commun l'avenir de chacun

La Coopération Agricole est la représentation unifiée des coopératives agricoles, agroalimentaires, agro-industrielles et forestières françaises. Elle rassemble également des fédérations nationales métiers et des fédérations régionales. Porte-voix politique et force de proposition auprès des pouvoirs publics français et européens, des médias et de la société civile, La Coopération Agricole a pour mission de promouvoir le modèle coopératif en valorisant son action économique.

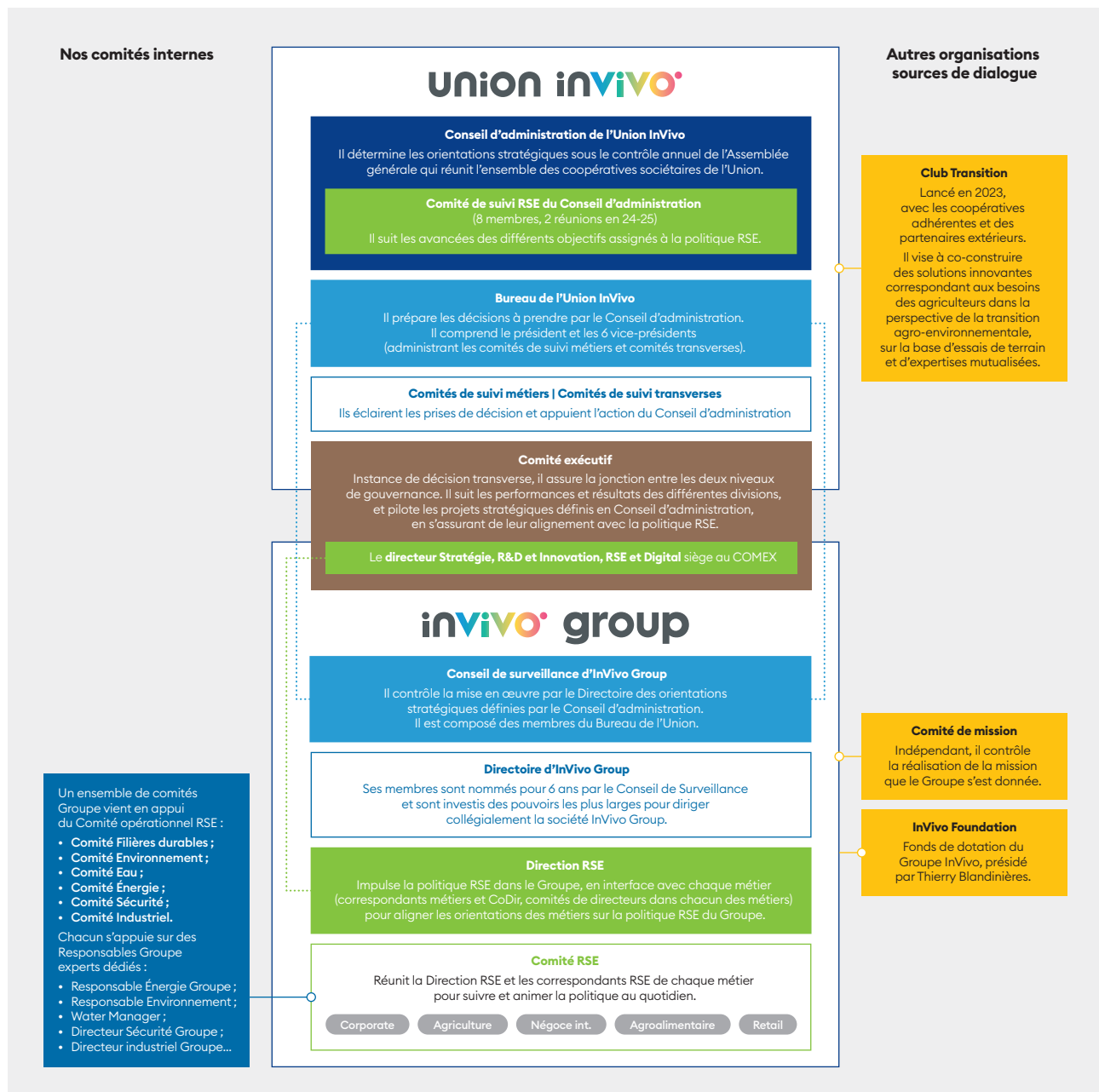
Pour plus de précision sur la structure coopérative du Groupe, se reporter à notre site Internet : <https://www.invivo-group.com/fr>

1.2 Une démarche RSE intégrée à la stratégie

La politique RSE du Groupe est pleinement intégrée à sa gouvernance et à sa stratégie et dotée d'une gouvernance au plus haut niveau de l'organisation. Ces instances permettent d'assurer l'alignement entre les décisions stratégiques, la coordination, la supervision ainsi que le

pilotage et l'animation de la démarche au plus près et dans le quotidien des équipes métiers.

Cette organisation interne est complétée d'une instance indépendante qui vient enrichir les réflexions, le Comité de mission (voir section 1.3.3 Les travaux du Comité de mission).



Parallèlement, l'animation de 5 coopératives de l'Union dans le cadre du Club RSE Inno nous offre l'opportunité d'enrichir nos réflexions au sein d'instances d'échanges directs avec nos parties prenantes. Lancé en 2023, le Club RSE Inno vise à créer du lien entre les démarches de terrain, l'innovation & la RSE, pour impulser et pérenniser la transition agroécologique des agriculteurs adhérents des coopératives du Club. Pour cela, des sessions trimestrielles de réflexion et partage sont organisées en vue de :

- diffuser les dernières informations et actualités en matière d'innovation, RSE et transition agroécologique ;
- de faire monter en compétences les membres du Club sur des enjeux clés (actuels et futurs) pour leur coopérative, via l'intervention d'experts et/ou de pairs.

Cette année, une boîte à outils a été construite pour les membres du Club afin de faire le lien entre démarches de terrain et RSE. Cette boîte à outils permet d'identifier les indicateurs agro-environnementaux qu'il est pertinent de suivre et d'évaluer dans le cadre d'une démarche de transition agroécologique impliquant les agriculteurs adhérents de la coopérative. Le Club s'assure que ces indicateurs soient conformes à la réglementation mais également aux enjeux et stratégies propres à la coopérative.

1.3 InVivo Group, Société à mission

L'agriculture est au cœur des grands enjeux mondiaux contemporains : nourrir les hommes, créer des emplois, préserver les ressources naturelles, opérer la transition énergétique ou aménager les territoires. Parce que relever ces défis grâce à des solutions innovantes et durables, au bénéfice des coopératives, des agriculteurs et des consommateurs, constituait déjà la véritable « raison

d'être » d'InVivo, la qualité de Société à mission prévue par la Loi PACTE s'inscrivait comme le prolongement naturel de son statut coopératif.

InVivo est devenu Société à mission en octobre 2020 et s'est ainsi publiquement engagé à mettre son modèle économique au service de la transition agricole et alimentaire.

1.3.1 Une raison d'être qui nous oblige

La raison d'être d'InVivo, coconstruite avec l'ensemble de ses parties prenantes, est de favoriser la transition agricole et alimentaire vers un agrosystème résilient, en déployant des solutions et des produits innovants et responsables, en ligne avec les principes de l'agriculture régénératrice, au bénéfice des agriculteurs et des consommateurs.

1.3.2 Notre mission, portée par 7 objectifs statutaires

Éclairé par sa raison d'être, InVivo a défini sa mission portée par 7 objectifs statutaires. Leur réalisation est pilotée au travers de plans d'action, associés à des objectifs et à des indicateurs de suivi et de contrôle.

Missions	Engagement
 1. Impulser Renforcer l'adhésion de ses membres et leur capacité à transformer durablement l'agriculture et assurer la qualité et la sécurité alimentaire, en France et dans le monde	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser nos parties prenantes à la transition agricole et alimentaire Former nos parties prenantes à la transition agricole et alimentaire
 2. Converger Intégrer sa raison d'être à sa stratégie globale ainsi qu'à celle de ses marques, tout en l'adaptant aux entités qui composent son Groupe	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que la raison d'être guide les décisions et les orientations de chacune des entités du Groupe
 3. Innover Développer en continu, par et avec la recherche et le digital, ses savoirs et ses capacités d'innovation pour préparer les solutions d'avenir, à impact positif, et contribuer à relever les grands défis environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans la R&D pour créer des offres à impact positif Tester des innovations pour répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux Déployer des innovations pilotes répondant aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux
 4. Combiner Co-construire avec ses partenaires, des produits et services éco-conçus et/ou sourcés responsablement et des circuits de distribution responsables, créateurs de valeur économique, environnementale et sociale	<ul style="list-style-type: none"> Créer et promouvoir des offres à impact positif Accompagner le déploiement des offres à impact positif et les méthodes de calcul associées
 5. Régénérer Explorer et structurer avec les acteurs des filières agricoles des projets innovants et responsables porteurs de croissance durable, en ligne avec les principes de l'agriculture régénératrice	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir une agriculture durable, en France et à l'international
 6. Engager Développer en continu, les compétences de ses collaborateurs, leur capacité de prise d'initiative et le niveau du dialogue social, dans l'affirmation de ses valeurs coopératives	<ul style="list-style-type: none"> Former les collaborateurs Proposer des programmes de formation innovants et responsables Impliquer les collaborateurs dans les grandes décisions/projets du Groupe
 7. Inciter Appliquer le Code de conduite d'InVivo à l'égard de ses parties prenantes stratégiques, dans le respect des droits de l'Homme et des principes directeurs de l'OCDE, y compris à l'égard de ses fournisseurs et clients, et de protéger les données personnelles	<ul style="list-style-type: none"> Déployer le Code de conduite dans toutes nos organisations Déployer la charte achats responsables Sensibiliser les collaborateurs au Code de conduite

1.3.3 Les travaux du Comité de mission

Après l'intégration de la dimension internationale et industrielle du Groupe Soufflet en 2022, le Comité de mission a engagé sa troisième année de travaux et réévalué ses objectifs et ses indicateurs pour refléter au mieux les ambitions du Groupe. De nouveaux indicateurs viennent ainsi compléter la feuille de route : enjeux de

filières avec la prise en compte de l'approvisionnement en matières premières durables au-delà du seul indicateur de collecte, mesure des formations à impact positif ou celle plus qualitative des formations innovantes et durables des collaborateurs.

Les membres du Comité de mission

Le Comité de mission d'InVivo est composé de deux personnalités du monde de l'entreprise et de cinq collaborateurs du Groupe :

Personnalités qualifiées

- **Capucine Laurent**, conseillère spéciale Agriculture et Alimentation auprès du Shift Project, elle accompagne depuis 20 ans les filières agro-alimentaires françaises dans leur résilience économique et environnementale.
- **Thibaud Deschamps**, ingénieur agronome de formation et installé en tant que céréalier depuis 2016, il est Président de la coopérative agricole La Tricherie depuis 2023.

Collaborateurs

- **Constance de Gourcuff**, Directrice communication interne et digitale, et de la marque employeur – InVivo Group. Elle est **présidente du Comité de mission**.
- **Ludivine Allardon**, Directrice des Opérations d'Agrosolutions – InVivo Ag°.
- **Sixtine Gandon**, EMEA Marketing Manager – Soufflet Malt.
- **Mathieu Gaubert**, Directeur de filière autoproducteur et décorateur, – TERACTION.
- **Benoît Rousseaux**, Responsable innovation – InVivo Group.

Pour prendre connaissance du rapport du Comité de mission :
<https://www.invivo-group.com/fr/groupe/societe-mission>

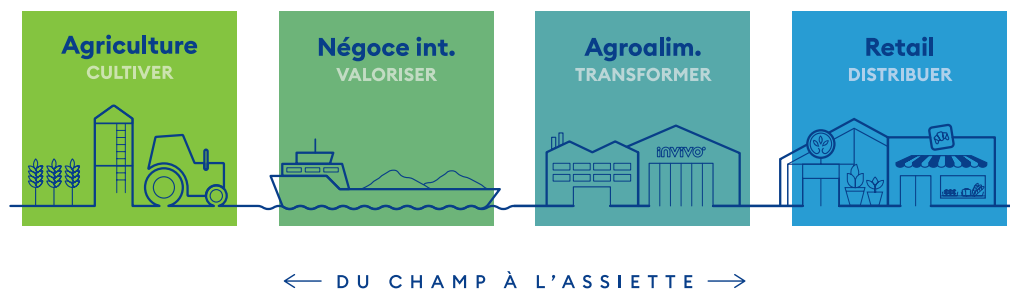


2. Notre modèle économique et sociétal

2.1	Agriculture	16
2.2	Négoce international	17
2.3	Agroalimentaire	18
2.4	Retail	19
2.5	Pôle innovation	20
2.6	Le fonds de dotation InVivo Foundation	20
2.7	Notre modèle d'affaires	21



InVivo déploie ses activités du champ à l'assiette, de l'agriculteur au consommateur, autour de quatre verticales métiers :



Pour en savoir plus sur nos métiers : <https://www.invivo-group.com/fr>

2.1 Agriculture

Le pôle agriculture rassemble tous les services, solutions, produits et expertises au bénéfice des agriculteurs et des coopératives.

3,6 Md€
de chiffre
d'affaires

3 118
collaborateurs

17
pays
d'implantation

2.1.1 InVivo Ag°

InVivo Ag°, anciennement Bioline by InVivo, est présent en France et à l'international sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole à travers 3 pôles d'activité spécialisés :

- Seeds : autour des métiers de la semence ;
- Crop Care : expert de produits de nutrition et santé des plantes ;
- solutions : de l'agrodigital, à l'expertise conseil agricole en passant par l'agriculture de précision.

Dans le cadre de ses missions de services aux coopératives, InVivo Ag° pilote quatre départements clés de l'Union InVivo :

- le Pôle Partenaires Agrofourniture (« PPA »), regroupant 6 Groupes régionaux représentant plus d'une centaine de coopératives, en charge de l'approvisionnement de ces dernières en produits de santé végétale et semences hybrides ;
- la Centrale Fertiline en charge de l'approvisionnement de ses adhérents en produits fertilisants ;
- Vert Cité, centrale de référencement et de négociation en charge de l'approvisionnement de ses partenaires en produits pour espaces verts, de l'horticulture et des pépinières ;
- InVivo Logistique et Stockage, le département dédié au travail, à la manutention et au stockage de grains, avec ses 13 silos en France.

2.1.2 Soufflet Agriculture

Premier collecteur de céréales en Europe, Soufflet Agriculture est également spécialisé en agrofouritures (semences, nutrition protection des plantes, services) et expertise agronomique. Trois métiers complémentaires qui permettent de proposer aux agriculteurs, filières et industries agroalimentaires des produits et services compétitifs, bas-carbone, innovants et en phase avec leurs besoins.

Soufflet Agriculture est présente dans les principales régions de France ainsi que dans huit autres pays d'Europe avec plus de 250 silos, plateformes et entrepôts pour une collecte annuelle de cinq millions de tonnes.

2.1.3 Soufflet Vigne

Soufflet Vigne, distributeur pour la filière viti-vinicole est présente sur l'ensemble des vignobles français hormis l'Alsace grâce à un réseau de 29 magasins. Soufflet Vigne accompagne les vignerons et viticulteurs, en commercialisant des produits et solutions dédiées à la vigne de sa plantation jusqu'aux vendanges puis en cave de la vinification au conditionnement du vin. Par l'intermédiaire de Vitivalor, Soufflet Vigne accompagne les vignerons dans leurs démarches administratives, de certifications, de stratégies d'exploitation ainsi que de commercialisation. Une activité espaces vert existe également.

2.2 Négoce international

2.2.1 Soufflet Négoce by InVivo, acteur européen majeur du commerce de grains

3,1 Md€
de chiffre
d'affaires

350
collaborateurs

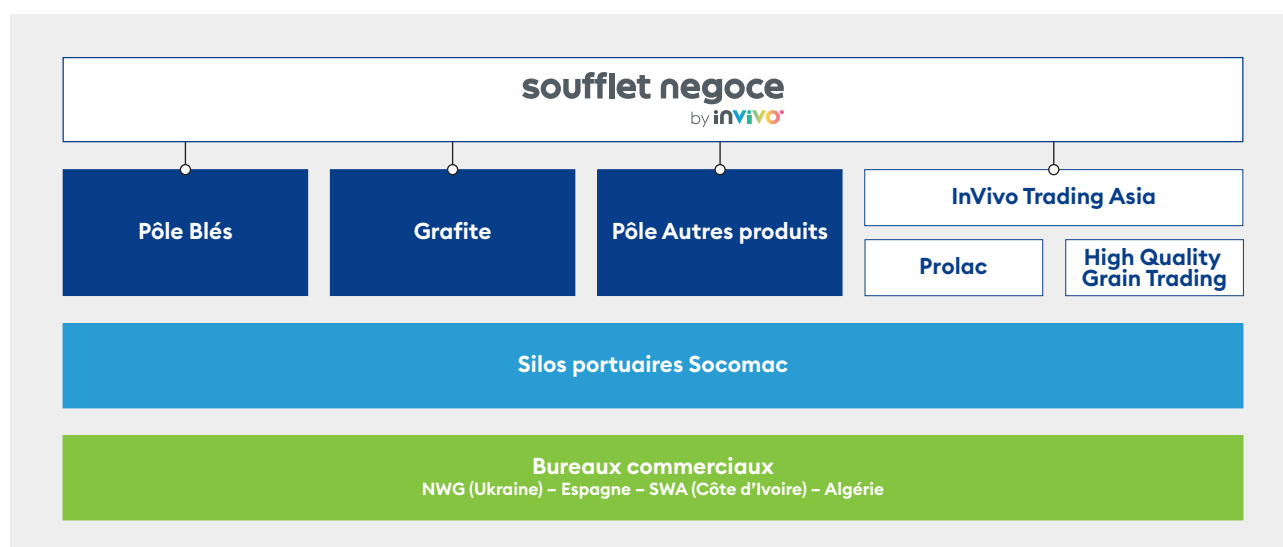
7
pays
d'implantation

Soufflet Négoce by InVivo commercialise du blé, de l'orge, du maïs et des oléoprotéagineux d'origines française et européenne, à destination de l'Europe, du Maghreb, du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Ouest où se situent ses principaux clients.

L'entité s'organise autour de 2 pôles : le pôle Blés et le pôle Autres produits. Elle s'appuie également sur 2 filiales, InVivo Trading Asia et Prolac ainsi que sur 5 bureaux commerciaux et 2 silos portuaires qui permettent de

travailler la qualité des céréales en France et d'optimiser la logistique achat/vente.

À travers son activité Grafite, Soufflet Négoce by InVivo valorise par ailleurs les pratiques agricoles favorisant la réduction des émissions et la séquestration de carbone dans les sols mises en œuvre par les agriculteurs, tout en répondant aux besoins croissants et spécifiques des industriels.



2.3 Agroalimentaire

2.3.1 Episens – une filière blé créatrice de valeur

1 Md€
de chiffre
d'affaires

2 360
collaborateurs

3
pays
d'implantation

Au sein du groupe InVivo, Episens est le pôle dédié à la filière blé. Présent en France et à l'international, il opère sur l'ensemble de la chaîne de transformation en s'appuyant sur 3 métiers complémentaires : la meunerie, les ingrédients et la boulangerie industrielle.

La meunerie

Moulins Soufflet fait partie des principaux meuniers français, avec 9 moulins en France, et une capacité de production annuelle globale de plus de 900 000 tonnes de farine. Moulins Soufflet valorise le meilleur des terroirs français et de son savoir-faire meunier pour offrir des farines durables de qualité et inspirer une boulangerie responsable.

Les ingrédients

Ce métier est porté par 2 entités, AIT Ingrédients et Solyve, dont la raison d'être est d'améliorer l'alimentation en formulant des solutions innovantes et responsables pour la meunerie, la boulangerie artisanale et industrielle ainsi que l'industrie utilisant des solutions enzymatiques.

La boulangerie, viennoiserie, pâtisserie (BVP)

Depuis 1906, Neuhauser contribue à faire rayonner le savoir-faire boulanger français dans le monde en proposant des produits authentiques et qualitatifs à des clients de la restauration commerciale et de la grande distribution. Favorisant des filières agricoles durables, ses gammes de pains, viennoiseries, beignets, brioches et aides culinaires sont fabriquées dans dix sites en France, hormis les pastéis de nata et spécialités salées qui sont produits sur son site portugais.

2.3.2 Soufflet Malt – acteur incontournable de l'industrie du malt dans le monde

2,2 Md€
de chiffre
d'affaires

2 292
collaborateurs

21
pays
d'implantation

Leader de l'industrie du malt dans le monde, Soufflet Malt est présent sur l'ensemble de la filière : de la semence à la bière, au whisky et alimentation humaine, en passant par la sélection de variétés nouvelles jusqu'au choix des meilleures qualités d'orge.

Soufflet Malt opère dans 41 malteries, dans 21 pays et sur les 5 continents pour une capacité annuelle de production de malt de 3,7 Mt, ce qui équivaut à 11 % du marché mondial. Fort de ses racines agricoles, Soufflet Malt est axé sur l'innovation pour proposer des solutions durables à ses clients, grandes brasseries comme brasseurs artisanaux, distillateurs et autres acteurs industriels partout dans le monde.

Le 22 avril 2025, à l'occasion de la Journée mondiale de la Terre, Soufflet Malt a franchi une étape importante dans son engagement en matière de durabilité avec la publication de son premier Rapport ESG. Ce document met en lumière sa mission, « *Pioneering Sustainable Malt*

Solutions», qui vise à placer la durabilité au cœur de sa stratégie.

Il a pour objectif d'amorcer le dialogue et de communiquer de manière transparente le parcours de l'entreprise en matière de développement durable. Le rapport détaille les engagements pris, les actions déployées et les progrès réalisés autour de trois piliers stratégiques : Atteindre l'excellence environnementale, Promouvoir une agriculture responsable et durable, et Renforcer la responsabilité sociale avec les parties prenantes.

Pour accéder au rapport volontaire de durabilité de Soufflet Malt :



2.3.3 Cordier by InVivo et SUDVIN – acteurs innovants et intégrés sur toute la filière vin

190,9 M€
de chiffre
d'affaires

418
collaborateurs

9
pays
d'implantation

Cordier by InVivo et SUDVIN sont les filiales vin d'InVivo.

Cordier est présent sur toute la filière vin, de l'embouteillage à la consommation en passant par la distribution internationale. Les sites de production spécialisés alliés au savoir-faire des équipes, permettent de créer des marques fortes pour répondre aux tendances du marché :

- Café de Paris vin mousseux produit à Cubzac (près de Bordeaux) depuis 1898 ;
- Bonne Nouvelle, 1^{er} vin sans alcool français lancé en 1988 ;
- Mythique vin tranquille du Languedoc, qui fête cette année ses 35 ans.

Au travers de sa stratégie RSE Terra 360, Cordier développe des actions du sol au verre, pour générer un impact positif et durable. Sa raison d'être : générer de la valeur responsable en créant des boissons qui inspirent et régaler les générations d'aujourd'hui et de demain.

SUDVIN est le spécialiste du vin en vrac en relation avec l'amont à travers les coopératives du Languedoc actionnaires de la coopérative Val d'Orbieu et des Vignobles de Vendéole ainsi que huit coopératives adhérentes à l'Union InVivo réparties sur différents vignobles français.

2.4 Retail

1,3 Md€
de chiffre
d'affaires

5 474
collaborateurs

9
enseignes

1 671
points
de vente

Acteur majeur de la distribution responsable et durable, TERACTION a à cœur de répondre à ces enjeux tout en valorisant le travail des filières de production engagées dans la transition agricole à travers ses 2 métiers : la jardinerie/animalerie et l'alimentaire. Société à mission depuis 2024, TERACTION se différencie dans le paysage de la jardinerie par son ancrage dans la filière horticole française et un projet d'entreprise comprenant des engagements RSE structurants, avec pour ambition de redéfinir le futur de la distribution spécialisée.

Pour en savoir plus, consulter le Document d'enregistrement universel 2023/2024 de TERACTION :



Jardinerie/animalerie

Spécialiste du végétal et de l'animalerie, Avec 1545 magasins répartis sur l'ensemble du territoire, et 19 hors France, TERACTION rend accessible à tous les bienfaits de la nature et du jardinage grâce à ses enseignes Jardiland, Gamm vert, Delbard et Jardinerie du Terroir.

Distribution alimentaire

Le second métier du réseau TERACTION est celui de la distribution alimentaire représenté par plusieurs enseignes (Boulangerie Louise, Grand Marché La Marnière, Frais d'Ici, Bio&Co) ayant en commun des engagements de qualité, de durabilité et de traçabilité.

2.5 Pôle innovation

Au sein du Groupe, l'innovation joue un rôle stratégique et fédérateur. Elle agit comme un partenaire de confiance pour les métiers, en les accompagnant dans l'enrichissement de leur feuille de route et dans la détection proactive de nouvelles opportunités de croissance durable. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans une volonté de création de valeur partagée, à la croisée de la performance économique, sociale et environnementale. L'approche déployée repose sur trois leviers complémentaires qui structurent un écosystème d'innovation cohérent, agile et ouvert.

L'**open innovation** constitue un vecteur d'enrichissement stratégique pour les métiers. Elle s'appuie sur une veille continue et ciblée, permettant d'identifier à la fois les technologies émergentes, les nouveaux usages et les signaux faibles des marchés. Cette démarche favorise l'acculturation des collaborateurs, alimente les réflexions stratégiques et renforce la capacité d'anticipation du Groupe. Elle s'ancre dans un écosystème partenarial riche (startups, pôles de compétitivité, instituts de recherche, incubateurs...), véritable atout pour amplifier l'impact des innovations en lien avec les enjeux du Groupe.

Le **pilotage des expérimentations** repose sur un modèle agile, allant de la preuve de concept jusqu'à l'industrialisation

à l'échelle, en lien étroit avec les métiers. Ce processus est coconstruit avec les parties prenantes internes, notamment la Direction des Systèmes d'Information et la Digital Factory⁽¹⁾, garantissant l'alignement avec les priorités opérationnelles et l'intégration fluide dans les processus existants. Ce mode opératoire permet d'accélérer la mise en œuvre des innovations tout en sécurisant leur valeur ajoutée pour les activités du Groupe.

En détectant et structurant des opportunités à fort potentiel, l'innovation contribue à **faire émerger de nouvelles offres**, qu'elles soient internes, collaboratives ou intrapreneuriales. Grâce à une analyse approfondie des besoins des marchés, des tendances sectorielles et des expertises internes, ces projets permettent d'élargir le champ des possibles et d'ouvrir des perspectives nouvelles en cohérence avec les grandes orientations stratégiques du Groupe.

Cette dynamique s'inscrit dans une ambition claire : faire de l'innovation un levier de transformation positive, durable et inclusive. Elle permet de répondre aux attentes des clients et partenaires, d'engager les collaborateurs autour de projets porteurs de sens, et de renforcer la résilience et la compétitivité du Groupe face aux grands défis de demain.

2.6 Le fonds de dotation InVivo Foundation



Fonds de dotation citoyen et prospectif, il est chargé d'explorer des solutions d'intérêt général pour développer une agriculture et une alimentation respectueuse du vivant.

Il a accompagné une vingtaine de projets, associations ou programmes de « recherche-action » depuis sa création en 2016, par du financement ou du mécénat de compétences.

Il soutient ces projets selon 3 axes :

- aider les agriculteurs à mieux vivre de leur métier ;
- promouvoir de nouvelles solutions d'alimentation durable ;
- prendre soin des ressources naturelles.

InVivo Foundation s'appuie sur un Conseil d'administration composé comme suit :

- le Président, personnalité qualifiée : Philippe Mangin, ancien Président du Conseil d'administration de l'Union InVivo ;
- deux personnes issues de l'Union InVivo : Jérôme Calleau, Président du Conseil d'administration, et Thierry Blandinières, Directeur général ;
- trois salariés du groupe InVivo : Laurence Le Marchand, Fanny Sibeud, Jean-François Fevre.

Le Délégué Général désigné est Olivier Clyti.

(1) Pour en savoir plus sur la Digital Factory, consulter la page <https://www.invivo-digital-factory.com/fr/>

2.7 Notre modèle d'affaires

Notre modèle d'affaires et notre chaîne de valeur

Le modèle d'affaires d'InVivo repose sur une approche intégrée couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire. Pour répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire et de transition agricole, le Groupe s'appuie sur sa capacité d'innovation, d'expertise collective et de performance durable.

InVivo s'appuie sur un écosystème de coopératives agricoles, de fournisseurs et de partenaires technologiques pour sécuriser ses intrants et développer des solutions agricoles innovantes. L'entreprise investit dans la recherche et le développement pour améliorer l'adaptation des cultures au changement climatique, optimiser la productivité et réduire l'impact environnemental des pratiques agricoles. Grâce à son expertise, InVivo propose à ses clients des produits et services de qualité, qui répondent aux besoins des filières.

Le Groupe s'adresse à plusieurs parties prenantes dont :

- **les agriculteurs**, qui bénéficient de solutions adaptées pour améliorer la performance de leurs exploitations tout en intégrant des pratiques durables ;
- **la distribution agricole**, coopératives et négoce agricoles, qui proposent aux agriculteurs les produits et services adaptés à leurs besoins ;
- **les industries agroalimentaires et de distribution**, qui intègrent les produits issus des filières agricoles dans leur offre ;
- **les consommateurs**, qui consomment ou utilisent des produits alimentaires et de jardinerie ;
- **les investisseurs et partenaires financiers**, qui soutiennent le développement du groupe dans ses initiatives de croissance durable et d'innovation.

La **chaîne de valeur** désigne l'ensemble des activités, réalisées par différents acteurs, qui contribuent à concevoir, produire, distribuer, et valoriser un bien ou un service, depuis les matières premières jusqu'au client final et au-delà.

InVivo s'intègre dans une chaîne de valeur impliquant diverses parties prenantes en amont et en aval :

En amont :

- approvisionnement en matières premières agricoles *via* un réseau de coopératives, de négoce et de producteurs ;
- partenariats avec des acteurs de la recherche pour développer des solutions agricoles et agroalimentaires innovantes ;
- sélection des fournisseurs et prestataires selon des critères de qualité et de durabilité ;
- investissements dans les infrastructures de transformation et de logistique.

En aval :

- distribution d'intrants, vente d'OAD⁽²⁾ (outils d'aide à la décision) et de solutions digitales, et services d'accompagnement aux agriculteurs, pour les aider à optimiser leurs pratiques agricoles ;
- commercialisation des produits alimentaires et de jardinerie, *via* ses propres canaux de distribution ou collaborations avec des enseignes de distribution et des canaux B2B, aux consommateurs et utilisateurs.

L'ensemble de ces éléments permet à InVivo de jouer un rôle clé dans la transition agricole et alimentaire, en s'appuyant sur l'innovation et la coopération pour relever les défis environnementaux et sociétaux.

Pour opérer l'ensemble de ces activités, InVivo s'appuie sur des services transverses internes ou externes notamment pour la fourniture et la gestion de l'énergie, le fret, la finance, la gestion de l'eau et des déchets et de la fin de vie des produits, la mesure des bilans carbone, la mise en place des normes de *reporting* ESG.



La majorité des approvisionnements d'InVivo sont des **matières premières agricoles**, essentielles à ses activités de transformation et de distribution. À travers son modèle d'union de coopératives, InVivo accompagne ses adhérents vers des pratiques agricoles plus durables et compétitives, tout en sécurisant un approvisionnement stable et responsable en matières premières.

Pour ce faire, InVivo développe des solutions innovantes en matière de recherche agronomique, investit dans des outils numériques et d'intelligence artificielle et favorise des pratiques agricoles régénératrices.

(2) OAD agricoles et agriculture connectée : l'essentiel à savoir.

Afin de sécuriser ses approvisionnements, InVivo met en place :

- **des partenariats stratégiques avec les coopératives et agriculteurs**, assurant un approvisionnement continu et responsable ;
- **des investissements en R&D et en innovation**, pour optimiser les itinéraires techniques et améliorer la résilience des cultures face aux défis climatiques.

Grâce à cette approche intégrée, InVivo assure la compétitivité de ses adhérents tout en contribuant à une agriculture plus résiliente et durable.

Les **produits et services** d'InVivo résultent, d'une part de la transformation et de la commercialisation des matières premières agricoles, et d'autre part de la mise sur le marché de produits et services pour les agriculteurs, les coopératives, les collectivités, les entreprises agro-alimentaires. Le Groupe InVivo s'assure que ses produits apportent une valeur ajoutée à ses utilisateurs et qu'ils répondent à un besoin identifié à travers :

- **une sélection rigoureuse des matières premières**, basée sur des critères de durabilité, de qualité, dans des conditions économiques abordables et éthiques ;
- **des engagements en matière de certification et de traçabilité**, pour garantir des pratiques respectueuses des normes environnementales et sociales ;
- **des partenariats avec des acteurs de la recherche**, pour proposer aux utilisateurs (agriculteurs, industries agroalimentaires...) des solutions pertinentes et efficaces, dans une optique de durabilité.

3. Démarche RSE

3.1	« Impulser un impact positif », une stratégie RSE solide et cohérente	26
3.2	Un engagement de longue date exposé par quelques exemples	27
3.3	Un prêt à critères RSE et un bonus dans la rémunération des managers pour accompagner notre engagement.	28



3.1 « Impulser un impact positif », une stratégie RSE solide et cohérente

Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire doivent relever des défis majeurs et durables, impactant leur chaîne de valeur et impliquant tous leurs acteurs et parties prenantes. Importants émetteurs de gaz à effet de serre, ces secteurs sont étroitement liés aux terroirs dont les matières premières sont issues, mais également à la biodiversité et à la qualité de leurs sols.

Ils doivent aussi répondre aux préoccupations des consommateurs, toujours plus informés et engagés. Les attentes envers la filière agroalimentaire continuent d'être fortes, que ce soit en matière de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'impact, tant social qu'environnemental.

Il revient donc aux grands acteurs tels qu'InVivo de relever ces défis et de poursuivre le développement de solutions innovantes pour les secteurs agricoles et agroalimentaires, au bénéfice de tous.

Telle est l'ambition du Groupe, qu'il concrétise par une politique RSE et une feuille de route détaillée à l'horizon 2030, engageant toutes ses activités et les acteurs de son écosystème autour d'un mot d'ordre : **Impulser un impact positif**.

Cette feuille de route s'organise autour de 3 grands axes et 6 engagements, qui nous guident pour impulser cet impact positif :

- au sein de nos opérations :
 - réduire nos émissions de gaz à effet de serre au moyen d'un Plan climat en vue de respecter l'Accord de Paris,
 - déployer un Plan Ressource sur l'eau, les déchets, la biodiversité et valoriser les co-produits et l'éco-conception ;
- par nos offres :
 - innover pour développer des produits et des services à impact positif, respectueux des hommes et femmes et de l'environnement et les rendre accessibles au plus grand nombre,
 - développer des filières responsables, durables, productives et compétitives, qui contribuent à améliorer les revenus et la qualité de vie des agriculteurs, notamment à travers les filières Semons du sens (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif) ;
- pour et par nos parties-prenantes :
 - faire de nos collaborateurs les premiers ambassadeurs de nos transformations, veiller à leur assurer de bonnes conditions de travail, le tout en sécurité,
 - faire du dialogue avec nos parties prenantes un levier de développement responsable, avec nos fournisseurs et prestataires, notre écosystème, s'impliquer en France et à l'international pour la reconnaissance et la valorisation de nos partenaires agriculteurs.



3.2 Un engagement de longue date exposé par quelques exemples

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Adhésion au Global Compact			X									
InVivo rejoint SAI Platform (Sustainable Agriculture Initiative Platform)											X	
InVivo devient membre de l'Association Pour une Agriculture Du Vivant					X							
InVivo rejoint la coalition OP2B							X					
InVivo intègre EpE				X								
InVivo rejoint ORÉE		X										
Vers la Société à mission					Livre Blanc	Consultation des parties prenantes sur la stratégie et la raison d'être	Adoption dans les statuts Groupe		Premier rapport de mission du Groupe	Adoption dans les statuts de TERACT		
Analyse de matérialité						11 961 réponses					Double matérialité	Gap analysis
Publications de rapports ESG			DPEF Soufflet	DPEF InVivo							DPEF TERACT	DPEF TERACT Rapport volontaire Soufflet Malt
Création de la Direction RSE	X											
Formalisation de la stratégie RSE		X					Mise à jour					
Création du Comité RSE au sein du CA				X								
Création du Comité CSRD											X	
Création d'InVivo Foundation			X									
Laboratoires d'innovation	CRIS (fondé en 2008)		Plate-forme ACI	Challenge annuel InVivo Quest			Fermes LEADER	TERRA 360°		Openfield		Fermeture du CRIS
Trajectoire carbone			BEGES Scope 1 et 2 (Soufflet)			Premier bilan carbone Scope 3			Validation de la trajectoire Malterie SBTi	Validation de la trajectoire Groupe par SBTi		Mise à jour et validation de la trajectoire Groupe SBTi FLAG
Code de conduite					Formalisation					Refonte		
Politique Santé Sécurité							X		Mise à jour			
Lancement de la démarche filières durables Semons du Sens							X					
Politique Achats Responsables et sa charte fournisseurs										X		Signature par le COMEX
Politique climat											X	Signature par le COMEX
Politique eau											X	Signature par le COMEX
Politique environnement											X	Signature par le COMEX
Politique sociale											X	Signature par le COMEX

3.3 Un prêt à critères RSE et un bonus dans la rémunération des managers pour accompagner notre engagement

3.3.1 Un *Sustainability Linked Loan* comme levier pour l'atteinte des engagements

Dans sa stratégie 2030, le Groupe a réaffirmé le rôle de la RSE comme pilier central de la croissance durable de tous ses métiers, et comme moteur d'innovation pour concevoir, dans la durée, des offres ayant un impact positif sur l'environnement, sur la société et sur l'économie, dans chacun de ses secteurs.

Cette démarche a été reprise dans le cadre du prêt bancaire souscrit pour le rachat du Groupe Soufflet sous la forme d'un prêt lié au développement durable « *Sustainability Linked Loan* », dont une proportion du taux d'intérêt est conditionnée à l'atteinte de 3 objectifs :

- la baisse annuelle des émissions de gaz à effet de serre (Scopes 1 et 2) ;

- la réduction de moitié du taux des accidents du travail ;
- l'augmentation du chiffre d'affaires réalisé avec des Offres à Impact Positif (OIP).

Loin de constituer une contrainte, ce triple engagement constitue un facteur accélérateur de l'appropriation et de la mobilisation de tous nos collaborateurs pour la mise en œuvre de notre politique RSE.

3.3.2 Un bonus RSE sous condition de réussite pour les managers

Depuis l'exercice 2023/2024, les personnels éligibles à une part de rémunération variable voient 10 % de celle-ci indexée sur les trois indicateurs du SLL, et d'autres objectifs RSE opérationnels librement fixés en échanges avec les équipes RSE métiers et Groupe.

4. Identification des enjeux RSE et perspectives

4.1	Identifier nos enjeux RSE pour mieux y répondre	32
4.2	Perspectives	35



4.1 Identifier nos enjeux RSE pour mieux y répondre

Depuis 2023, InVivo a conduit un important travail d'analyse de ses enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) en préparation de l'application de la Directive européenne 2022/2464 *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD), aboutissant à une matrice de double matérialité. InVivo conserve la possibilité d'affiner cette analyse d'ici la date d'entrée en vigueur de la CSRD pour le Groupe et dans le cadre de la revue annuelle qu'elle impose.

Ce travail guidé par le cabinet de conseil KPMG et en étroite collaboration avec l'ensemble des organes de gouvernance de tous nos métiers, nous permet de renforcer le cadre d'engagements d'InVivo en matière de durabilité. La liste des enjeux dont nous rendrons compte étant stabilisée, nous faisons le choix de l'utiliser pour cette édition de notre DPEF. De même, nous tentons de structurer le contenu de ce rapport de manière à progresser d'ores et déjà vers le format CSRD.

Principes clés de l'analyse de double matérialité

L'analyse des enjeux ESG a été menée selon le principe de double matérialité, qui consiste à identifier les enjeux les plus importants ou pertinents, dits « matériels », en lien avec les métiers du Groupe, selon deux angles :

- d'une part, les impacts positifs ou négatifs que les activités du Groupe provoquent ou peuvent provoquer sur la société (matérialité d'impact) ;
- d'autre part, les risques ou opportunités liés aux enjeux ESG que le Groupe subit ou peut subir (matérialité financière).

Cette analyse a été conduite selon les standards européens de *reporting* de durabilité (ESRS) édictés par la Commission européenne en 2023. Elle vise deux objectifs :

- elle détermine le contenu du futur rapport de durabilité du Groupe, puisque celui-ci ne devra fournir de l'information que sur les enjeux identifiés comme matériels ;
- au-delà de cet enjeu de conformité, cette analyse détaillée permet au Groupe de mieux appréhender les enjeux RSE émergents ou de long terme, d'ajuster sa stratégie, et de nourrir sa cartographie des risques du Groupe, afin de mieux les anticiper et les gérer.

Contexte et travaux préliminaires

Une phase préliminaire a consisté à identifier les 13 catégories de parties prenantes internes et externes du Groupe. Leurs intérêts et points de vue avaient été précédemment pris en compte lors des exercices d'analyses de matérialité menées par le groupe InVivo ainsi que Soufflet Malt, et les discussions avec les contributeurs internes (directions RSE, RH, Finance, CODIR, etc.). Le Groupe s'est ainsi appuyé sur ces éléments pour la construction de la matrice de double matérialité.

Une liste d'enjeux ESG adaptée à InVivo a été définie en se basant sur les thèmes pertinents des ESRS, ainsi que sur la dernière Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) du Groupe, l'analyse de matérialité précédente d'InVivo et Soufflet Malt, et les pratiques sectorielles. Cette analyse a permis de couvrir les thématiques réglementaires de la CSRD tout en prenant en compte les spécificités du secteur d'InVivo. La liste finale a été revue et validée par la Direction RSE du Groupe.

Par la suite, une analyse des activités, métiers, produits et services d'InVivo, ainsi que de sa chaîne de valeur, a permis d'identifier une longue liste d'impacts, risques et opportunités (IRO) associés à chaque enjeu. Ces IRO ont été déterminés sur la base de la cartographie des risques Groupe, des analyses de matérialité, ainsi que sur les pratiques et référentiels sectoriels en vigueur (tels que le GRI, SASB, et autres), en plus de divers échanges avec les fonctions RSE, Finance, et Risques du Groupe.

Méthodologie

Échelles de cotation

Les critères évalués pour la cotation ont tous été définis sur une échelle de 1 à 4, afin d'être cohérents avec l'approche actuelle d'évaluation des risques du Groupe. Les définitions des échelles pour chaque critère ont été, pour la matérialité financière, élaborées à partir de la cartographie des risques du Groupe, et construites spécifiquement pour l'analyse de double matérialité pour la matérialité d'impact. Ces échelles ont été validées auprès de l'équipe Risques et conformité du Groupe.

Éléments d'évaluation

Un même seuil a été retenu pour la matérialité financière ainsi que pour la matérialité d'impact. Un enjeu a été considéré comme étant matériel une fois ce seuil de matérialité atteint par au moins un des IRO associés, que ce soit pour la matérialité d'impact ou pour la matérialité financière.

L'évaluation de la matérialité financière des IRO s'est effectuée en « brut », c'est-à-dire sans tenir compte des dispositifs de maîtrise déployés par l'entreprise pour atténuer la gravité ou la fréquence d'un IRO. Cela permet de refléter les enjeux ESG et IRO inhérents aux activités du Groupe.

La matérialité financière des risques et opportunités a été évaluée selon deux critères :

- gravité ou ampleur potentielle de la conséquence financière : évaluée selon différentes échelles en fonction de leur nature (impact sur le chiffre d'affaires/EBITDA, modèle d'affaires, continuité de l'activité, impact réglementaire, de réputation, ou lié aux attentes des parties prenantes) ;
- probabilité que le risque/l'opportunité survienne : en l'absence de plans de contrôle ou politiques mis en place pour répondre aux risques (vision brute).

La matérialité d'impact a été évaluée selon 3 dimensions, et deux critères :

- les dimensions impacts sur la santé et la sécurité des personnes, sur le respect des droits humains, ou sur l'environnement ;
- les critères de sévérité et de probabilité d'occurrence. La sévérité correspond au maximum des trois sous-critères réglementaires la composant : gravité, étendue et caractère irréversible.

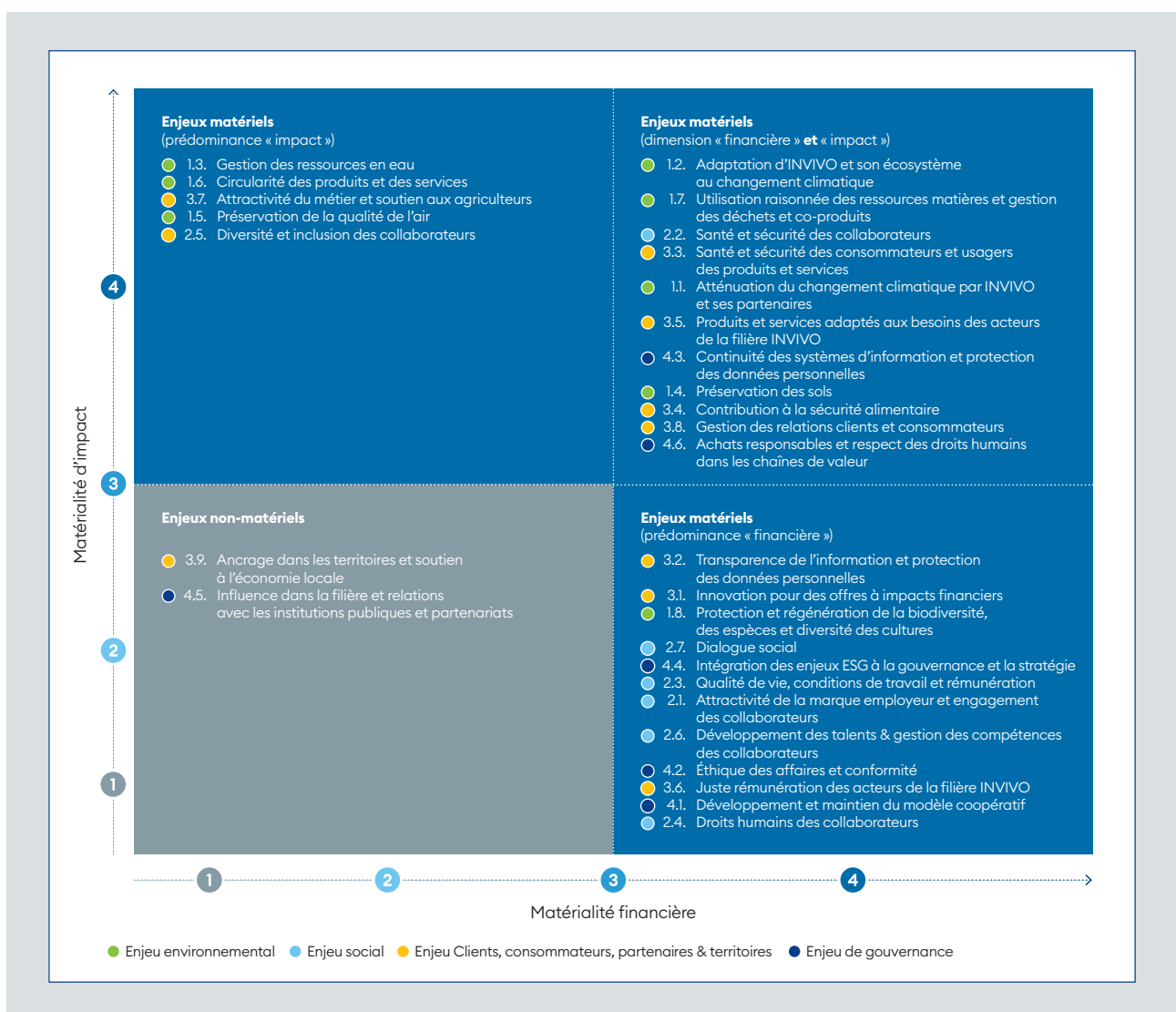
Chaque impact a été évalué pour déterminer s'il est réel ou potentiel, afin de savoir s'il est avéré pour l'entreprise ou susceptible de se produire dans le futur. Un impact

réel aura une probabilité d'occurrence maximale d'office, dans le cas d'un impact potentiel, il faudra évaluer sa probabilité d'occurrence.

Revue et validation de l'analyse par les parties prenantes internes

Treize ateliers de revue des résultats ont été organisés avec les directions RSE, QHSE et directions techniques de chaque métier, ainsi que le Comité Direction RH et le CODAF. Les résultats de l'analyse ont été par la suite validés avec les Comités de Direction des métiers.

Résultat de l'analyse



L'analyse de double matérialité a confirmé la pertinence des engagements du Groupe, de sa feuille de route RSE et de la solidité de son modèle coopératif pour répondre aux enjeux du monde agricole. Elle a permis de constater que l'essentiel des enjeux identifiés comme matériels sont d'ores et déjà couverts par des politiques et des

plans d'action. Néanmoins, InVivo, conscient de l'intérêt à continuer de progresser de manière structurée sur ces enjeux, poursuit ses travaux afin de renforcer le pilotage de ses actions et sa capacité à démontrer l'impact de sa stratégie « Impulser un impact positif ».

Table de correspondance entre les enjeux et les parties du rapport

Enjeu identifié par l'analyse de double matérialité	Section du rapport
Enjeu environnemental	
1.1 Atténuation du changement climatique par InVivo et ses partenaires	5.1.1 Accompagner la transition climatique de nos filières
1.2 Adaptation d'InVivo et son écosystème au changement climatique	5.1.1.6 L'adaptation au changement climatique
1.3 Gestion des ressources en eau	5.1.2 Optimiser la gestion de l'eau
1.4 Préservation des sols	5.1.4 Préserver les sols et les écosystèmes
1.5 Préservation de la qualité de l'air	5.1.1.7 Préservation de la qualité de l'air
1.6 Circularité des produits et des services	5.1.3 Optimiser la gestion des déchets, valoriser les co-produits et tendre vers l'économie circulaire
1.7 Utilisation raisonnée des ressources matières & gestion des déchets et coproduits	5.1.3 Optimiser la gestion des déchets, valoriser les co-produits et tendre vers l'économie circulaire
1.8 Protection et régénération de la biodiversité, des espèces et diversité des cultures	5.1.5 Protéger et régénérer la biodiversité
Enjeu social	
2.1 Attractivité de la marque employeur et engagement des collaborateurs	5.2.4 Développer l'engagement de nos collaborateurs et l'attractivité de la marque employeur
2.2 Santé et sécurité des collaborateurs	5.2.6 Assurer la santé et la sécurité de tous
2.3 Qualité de vie, conditions de travail et rémunération	5.2.8 Favoriser la qualité de vie au travail de nos collaborateurs
2.4 Droits humains des collaborateurs	5.2.3 Droits humains de collaborateurs
2.5 Diversité & inclusion des collaborateurs	5.2.9 Favoriser et promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion
2.6 Développement des talents & gestion des compétences des collaborateurs	5.2.7 Accompagner les collaborateurs dans leur développement professionnel
2.7 Dialogue social	5.2.5 Organiser un dialogue social de qualité
Enjeu clients, consommateurs, partenaires et territoires	
3.1 Innovation pour des offres à impact positif	5.3.1 Des offres à impact positif qui s'appuient sur l'innovation et les principes de l'éco-conception
3.2 Transparence de l'information et traçabilité sur les produits et services	5.3.3 Assurer la santé et la sécurité des consommateurs et utilisateurs en toute transparence
3.3 Santé et sécurité des consommateurs et usagers des produits et services	5.3.3 Assurer la santé et la sécurité des consommateurs et utilisateurs en toute transparence
3.4 Contribution à la sécurité alimentaire	Transverse (voir introduction 5.3 Promouvoir l'impact positif dans nos filières, notre écosystème, pour les agriculteurs et pour les consommateurs)
3.5 Produits et services adaptés aux besoins des acteurs de la filière InVivo	5.3.2 Développer des filières durables à impact positif
3.6 Juste rémunération des acteurs de la filière InVivo	5.3.2 Développer des filières durables à impact positif
3.7 Attractivité du métier et soutien aux agriculteurs	5.3.2 Développer des filières durables à impact positif
3.8 Gestion des relations clients et consommateurs	5.3.3 Assurer la santé et la sécurité des consommateurs et utilisateurs en toute transparence/5.3.3.2 Canaux d'écoute des consommateurs

Enjeu identifié par l'analyse de double matérialité	Section du rapport
Enjeu de gouvernance	
4.1 Développement et maintien du modèle coopératif	1.1 Une gouvernance garante du maintien de notre modèle coopératif
4.2 Éthique des affaires et conformité	5.4 Respecter nos valeurs et nos principes éthiques
4.3 Continuité des systèmes d'information et protection des données personnelles	5.4.3 La continuité des systèmes d'information et la protection des données personnelles
4.4 Intégration des enjeux ESG à la gouvernance et la stratégie	3. Démarche RSE + l'ensemble du rapport
4.6 Achats responsables et respect des droits humains dans les chaînes de valeur	5.4.2 Les achats responsables et le respect des droits humains dans les chaînes de valeur

4.2 Perspectives

En ligne avec sa raison d'être et ses ambitions, le groupe InVivo a pour perspective d'avancer concrètement sur la plupart des chantiers qui ont déjà commencé :

- suivre le plan d'action en matière de santé et sécurité des collaborateurs et travailleurs sur nos sites ;
- poursuivre le développement des filières agricoles durables et de l'agriculture régénératrice, en sensibilisant à ses bénéfices les agriculteurs et coopératives mais aussi les transformateurs et distributeurs, et notamment poursuivre l'expérience de coalition pour laquelle Soufflet Agriculture est chef de file au sein de son bassin de collecte de la région Grand Est ;
- poursuivre le développement des Offres à Impact Positif dans l'ensemble des métiers en continuant à renforcer la robustesse méthodologique notamment dans la mesure des preuves d'impacts positifs et le contrôle interne ;
- poursuivre les travaux qui visent à l'écriture d'un plan de transition climatique complet et garant des engagements de décarbonation alignés avec l'Accord de Paris ;
- renforcer les cartographies en place pour garantir les capacités d'adaptation de nos activités aux effets du réchauffement climatique et à leur impact vis à vis de la biodiversité ;
- progresser sur l'engagement des métiers en matière d'achats responsables et devoir de vigilance ;
- fixer les lignes directrices qui découlent des politiques thématiques signées ;
- renforcer les moyens de contrôle du respect des droits humains dans notre chaîne de valeur ;
- renforcer nos engagements publics de lutte contre la déforestation.

5. Nos actions

5.1	Impulser un impact positif pour l'environnement	38
5.2	Générer un impact positif pour nos collaborateurs	68
5.3	Promouvoir l'impact positif dans nos filières, notre écosystème, pour les agriculteurs et pour les consommateurs	82
5.4	Respecter nos valeurs et nos principes éthiques	100



5.1 Impulser un impact positif pour l'environnement

5.1.1 Accompagner la transition climatique de nos filières

5.1.1.1 Contexte et enjeux

Dans un monde en fortes mutations, la priorité du secteur agricole est triple : nourrir plus d'individus, contribuer à l'atténuation du réchauffement climatique et s'adapter à ses effets. Le secteur agricole agit en effet sur l'enjeu d'atténuation grâce à différents leviers : la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'il génère, le stockage du carbone dans les sols et la contribution à la production d'énergie bas carbone. En France, à l'horizon 2050, ces émissions devront avoir diminué de 46 % par rapport à 2015 pour que l'agriculture respecte la trajectoire de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC). Le secteur agricole a réduit ses émissions de 18 % entre 1990 et 2023 (Source : Format Secten – Citepa, 2024).

Dans le monde, les secteurs agricoles, forestiers et autres utilisations des terres sont responsables de 17,3 %⁽¹⁾ des émissions anthropiques de GES en 2020. L'essentiel de ces émissions s'explique, d'une part, par les rejets agricoles de méthane et de protoxyde d'azote issus de la fertilisation azotée ; et d'autre part à travers les changements d'usage des terres et la déforestation. En 2022, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont généré environ 30 % des émissions anthropiques totales à travers les émissions agricoles « au champ » (48 %), l'utilisation des terres et changements d'usage (19 %), et les activités en amont et aval (33 %)⁽²⁾.

Dans ce contexte InVivo est engagé depuis 2019 à mesurer son impact carbone et à conduire une démarche de décarbonation de l'ensemble de ses activités. Parallèlement l'entreprise agit pour sensibiliser le secteur agricole aux pratiques qui peuvent favoriser l'atténuation des émissions et maximiser la séquestration de CO₂ par les sols.

InVivo, partenaire clé de l'activité agricole, doit accompagner la capacité d'adaptation des exploitations agricoles de plus en plus soumises à de plus fréquents et de plus intenses aléas climatiques. Il s'agit de les accompagner à mettre en œuvre l'évolution de leurs

techniques culturales en donnant une place clé au savoir-faire agronomique mais aussi à mettre à leur service tous les moyens innovants disponibles. Ces transformations induisant une prise de risque majeure pour leurs entreprises, il faut assurer que cette dernière est partagée par l'ensemble des acteurs intéressés par la transition.

En aval de ses activités de transformation industrielle, InVivo doit répondre à l'évolution des attentes de ses clients et des consommateurs mais aussi accompagner une prise de conscience qui doit continuer à progresser et être prise en charge collectivement.

La transition agricole et alimentaire s'accompagne donc de la mise en œuvre d'un ensemble de solutions adaptées, souvent innovantes, impliquant l'ensemble de la chaîne de valeur, pour la meilleure préservation possible du climat, le maintien d'une agriculture qualitative rentable et durable et la disponibilité des matières premières en quantité et qualité pour nourrir le plus grand nombre.

Enfin, en ce qui concerne ses propres opérations, InVivo doit faire sa part des efforts de décarbonation, tout en anticipant les conséquences du changement climatique pour ses activités.

C'est pourquoi la réduction des émissions de gaz à effet de serre est une priorité de la feuille de route environnementale d'InVivo. Cette priorité concerne l'ensemble de ses activités : ses choix énergétiques, son offre produits, ses achats, sa chaîne logistique jusqu'à la gestion des déchets et des co-produits, sans négliger les usages liés à ses offres. Son plan de transition porte déjà ses fruits dans ces différents domaines.

InVivo s'assure dans le même temps que ses engagements climatiques ne portent pas atteinte à d'autres enjeux environnementaux, dans une approche holistique.

(1) IPCC AR6 WG3. 2022. *Climate Change 2022 : Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Edited by Priyadarshi R. Shukla, Jim Skea, Raphael Slade, Alaa Al Khourdajie, Renée van Diemen, David McCollum, Minal Pathak, et al.

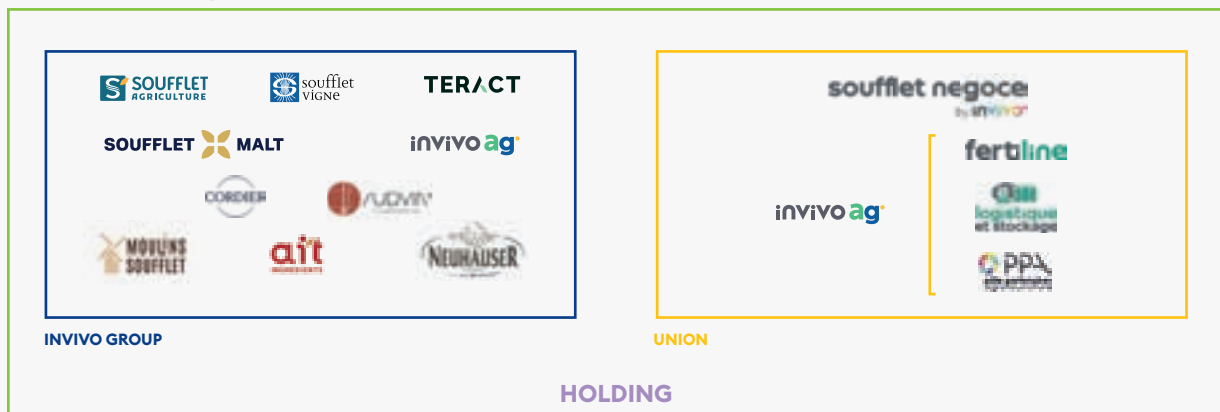
(2) FAO. (2024). *Greenhouse gas emissions from agrifood systems – Global, regional and country trends, 2000–2022* (FAOSTAT Analytical Brief No. 94).

5.1.1.2 Politique climatique

Le groupe InVivo est engagé de longue date dans une démarche d'impact positif pour le climat. Conscient de sa responsabilité et de son impact, il s'associe au respect de l'Accord de Paris et de la Stratégie Nationale Bas Carbone en France.

Pour donner un cadre à cet engagement, le Groupe a rédigé en 2024 une politique climat. Cette politique, signée par l'ensemble des membres du Comité exécutif d'InVivo en janvier 2025, couvre l'Atténuation du Changement Climatique, l'adaptation du Groupe à ses conséquences, ainsi que les mesures prises en matière d'efficacité énergétique et le déploiement d'énergies renouvelables.

Union INVIVO ou groupe INVIVO



5.1.1.3 Cibles

La holding pivot, InVivo Group, porte les fonctions corporate du groupe et chapeaute les trois verticales métier : agriculture, agroalimentaire et retail. InVivo Group marque la frontière entre les activités propres à l'Union et les activités économiques. Cette distinction est cruciale, notamment pour le *reporting* carbone, car les émissions de gaz à effet de serre sont comptabilisées séparément pour chacun des deux périmètres.

En effet, InVivo Group dispose d'une maîtrise stratégique et opérationnelle sur ses activités et leurs orientations en matière de décarbonation. En revanche, les activités de l'Union, encadrées par le code rural, doivent répondre aux intérêts des associés coopérateurs et disposent donc de peu de marge d'évolution. Le 1^{er} janvier 2024 Soufflet Négoces a été inclus à Soufflet Négoces by InVivo entraînant le rattachement de toutes les activités de Soufflet Négoces by InVivo au périmètre de l'Union InVivo.

L'objectif climatique de l'Union InVivo (ou groupe InVivo) est de contribuer à l'objectif des Accords de Paris : la neutralité carbone à l'horizon 2050. Dans le cadre de cet objectif global et pour concrétiser son engagement, InVivo Group a fixé des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces cibles et sa trajectoire 2020/2030, validées par la **Science Based Targets initiative (SBTi)**, ont cadré ses actions jusqu'en décembre 2024. La trajectoire déposée auprès du SBT concerne le périmètre InVivo Group considérant que les activités attachées à l'Union InVivo relèvent surtout des orientations stratégiques des coopératives adhérentes.

La méthodologie sectorielle **FLAG (Forest, Land and Agriculture Guidance)** qui s'adresse aux entreprises dont une partie significative des émissions provient des secteurs de **l'agriculture, de la forêt et de l'utilisation des terres**, ainsi que l'intégration des nouveaux périmètres UMG et Boulangerie Louise, ont mené InVivo Group à déposer une nouvelle trajectoire en décembre 2024. Cette dernière a été validée par la SBTi en mai 2025.

La méthodologie FLAG

La méthodologie FLAG développée par la SBTi vise à mieux prendre en compte les émissions spécifiques liées à la gestion des sols, à la déforestation, à l'élevage et à d'autres pratiques agricoles. Elle permet de valoriser les changements de pratiques agricoles et les capacités de séquestration du carbone des sols et des forêts et ainsi de rendre compte du rôle du Groupe dans la transition agricole (par exemple en différenciant l'impact carbone de l'achat d'une tonne de blé bas-carbone de celui d'une tonne de blé standard).

Compte tenu de la nature des activités d'InVivo Group, acteur de l'agroalimentaire et acheteur de matières premières agricoles, près des deux tiers de ses émissions de gaz à effet de serre relèvent du périmètre FLAG. Les conditions de pratiques agricoles et leur évolution vers des pratiques d'agriculture bas carbone et régénératrice sont ainsi un levier prioritaire et stratégique de décarbonation, en particulier au sein du Scope 3 et des émissions FLAG.

Dans le cadre d'un engagement climat validé par la SBTi, une entreprise qui a des activités dans le secteur FLAG (Forestry, Land and Agriculture) et dans les secteurs Énergie & Industrie⁽³⁾ doit fixer des objectifs distincts car les types d'émissions et les leviers de décarbonation ne sont pas les mêmes, et les méthodes de calcul et de fixation d'objectifs SBTi sont spécifiques à chaque catégorie.

Cette trajectoire validée par la SBTi fixe les ambitions suivantes :

- **Énergie & Industrie :**

InVivo Group s'engage à réduire de **42 % ses émissions absolues de gaz à effet de serre (GES) des Scopes 1 et 2 (location based) d'ici l'exercice 2030**, par rapport à l'année de référence 2023. InVivo Group s'engage également à réduire de **25 % ses émissions absolues de GES du Scope 3** sur la même période.

- **FLAG :**

InVivo Group s'engage à réduire de **30,3 % ses émissions absolues de GES du Scope 3 FLAG d'ici l'exercice 2030**, par rapport à l'année de référence 2023.

InVivo Group s'engage également à atteindre **zéro déforestation⁽⁴⁾ pour ses principales matières premières associées à la déforestation**, avec une date cible fixée au **31 décembre 2025**.

Pour atteindre cet objectif à l'horizon 2030 et son objectif long terme de contribuer à l'effort global de neutralité carbone en 2050, chaque métier met en œuvre un ensemble de leviers de décarbonation.

Soufflet Malt



Soufflet Malt a déposé sa propre trajectoire de décarbonation début 2025 (1,5°C) auprès du SBTi pour l'ensemble de son périmètre et en utilisant la méthodologie FLAG. La trajectoire a été validée en mai 2025 et pose les bases d'une gouvernance consolidée, avec la définition de roadmaps et le déploiement d'actions pour lui permettre d'atteindre ses ambitions. La rémunération variable des managers prend en compte les performances climatiques, ce qui permet d'impliquer chacun d'entre eux dans la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise selon les performances du site et son contexte.

Soufflet malt a par ailleurs conduit une évaluation sur son ancien périmètre Malteries Soufflet par le CDP⁽⁵⁾ (Carbon Disclosure Project) pour la sixième fois en 2024, et a obtenu une note B pour le climat, B pour l'eau. Une évaluation sur le périmètre complet de l'entreprise est planifiée pour cette année.

Les engagements de Soufflet malt comprennent :

- **Énergie & Industrie :**

Soufflet Malt s'engage à réduire de **50 % ses émissions absolues de gaz à effet de serre (GES) des Scopes 1 et 2 (market based) d'ici l'exercice 2030**, par rapport à l'année de référence 2020. Soufflet Malt s'engage également à réduire de **52 % ses émissions absolues de GES du Scope 3** sur la même période.

- **FLAG :**

Soufflet Malt s'engage à réduire de **21 % ses émissions absolues de GES du Scope 3 FLAG d'ici l'exercice 2030**, par rapport à l'année de référence 2020.

(3) Cette catégorie regroupe les émissions issues de la consommation d'énergie et des procédés industriels.

(4) La définition de la forêt est alignée sur les définitions de l'Accountability Framework Initiative (AFI), incluant les forêts primaires, secondaires et les autres types de forêts naturelles.

(5) Le CDP (Carbon Disclosure Project) est une organisation qui collecte et publie les données sur l'impact environnemental des entreprises. Elle attribue des scores « Level of Engagement » allant de A à D.

5.1.1.4 Bilan carbone

Scope 1 et 2

Le bilan carbone du Groupe a été mis à jour pour l'exercice 2024/2025 sur les **Scopes 1 et 2, pour l'ensemble du périmètre**.

Le total des émissions Scope 1 et 2⁽⁶⁾ pour l'exercice 2024/2025 s'élève à 547 milliers de tCO₂eq pour l'Union InVivo et 533 milliers de tCO₂eq pour InVivo Group.

La publication de la DPEF 2023/2024 a entraîné un arrêté de la mesure de l'empreinte carbone sur les Scopes 1 et 2 à 528 518 tonnes de CO₂eq (voir Tableau 1). Au cours de la période de *reporting* suivante, la collecte des données a été affinée, les facteurs d'émissions ont été précisés, ce qui a permis une révision de l'empreinte carbone Scopes 1 et 2 de l'année 2023/2024 sur le même périmètre que la période de *reporting* 2024/2025 (voir Tableau 2). L'empreinte carbone Scopes 1 et 2 révisée de l'année 2023/2024 s'élève ainsi à 540 561 tonnes de CO₂ eq.

Tableau 1 : Émissions de GES (Scopes 1 et 2) selon les périmètres Union InVivo (données DPEF 23-24) et InVivo Group

(tCO ₂ eq)	Union InVivo			InVivo Group		
	2023/2024 (données initiales)	2024/2025	Variation	2023/2024	2024/2025	Variation
Scope 1	398 491	440 271	+10,5 %	404 297	427 201	+5,7 %
Scope 2 (location based)	130 027	106 698	-15,6 %	130 550	105 978	-18 %
Total (Scope 1 et 2)	528 518	546 969	+3,5 %	534 847	533 179	-0,3 %

Tableau 2 : Émissions de GES (Scopes 1 et 2) selon les périmètres Union InVivo (données corrigées) et InVivo Group

(tCO ₂ eq)	Union InVivo			InVivo Group		
	2023/2024 (données corrigées)	2024/2025	Variation	2023/2024	2024/2025	Variation
Scope 1	408 693	440 271	+7,7 %	404 297	427 201	+5,7 %
Scope 2 (location based)	131 868	106 698	-19 %	130 550	105 978	-18 %
Total (Scope 1 et 2)	540 561	546 969	+1,2 %	534 847	533 179	-0,3 %

(6) Calcul du Scope 2 en location-based.

Tableau 3 : Consommation d'électricité et de gaz en kWh

	2023/2024 (donnée actualisée)	2024/2025	Variation
Consommation d'électricité	754 396 117	728 106 219	- 3,5 %
Consommation de gaz	2 100 115 724	2 265 301 790	+ 7,9 %

Entre l'exercice 2023/2024 et l'exercice 2024/2025, les émissions de gaz à effet de serre des Scopes 1 et 2 affichent une progression estimée à +3,5 % (voir Tableau 1). Cette évolution est à moduler en tenant compte d'une correction de la mesure 23/24 initialement basée sur une part de données approximées qui a pu être mieux calculée avec, à posteriori, la mobilisation de davantage de données réelles. Ainsi l'évolution réelle de l'empreinte Scope 1 et 2 entre 23/24 et 24/25 n'est que de +1,2 % (voir Tableau 2). Cette évolution légèrement en hausse s'explique par les facteurs suivants :

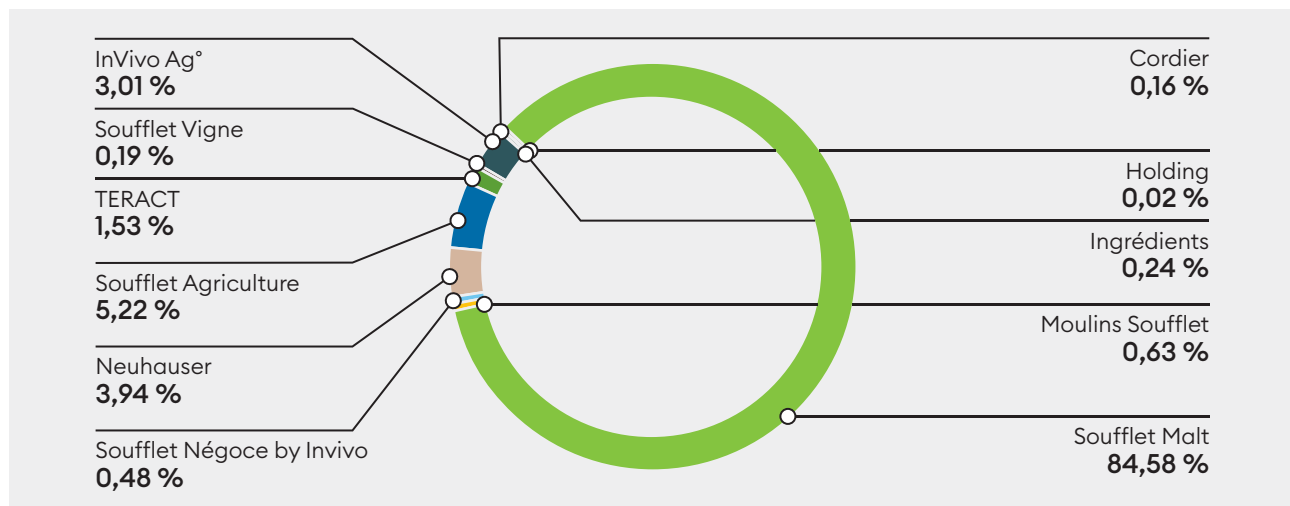
- en premier lieu un effet récolte défavorable, caractérisé d'une part par une collecte en céréales en baisse nécessitant davantage d'opérations de transillage et d'autre part une collecte en maïs en hausse très significative avec des taux d'humidité élevés qui a nécessité davantage d'opérations de séchage et désinsectisation, très consommatrices de gaz naturel (voir Tableau 3). Ce phénomène a entraîné une dégradation significative des émissions dans les

métiers Soufflet Agriculture, Logistique & Stockage et Soufflet Négoce by InVivo (+130 % d'émissions sur les Scopes 1 et 2 concernant ce périmètre) ;

- en parallèle, le mix des énergies carbonées a évolué de manière défavorable, avec une hausse de 7,9 % de la part du gaz et une baisse de 3,5 % de l'électricité consommée (voir Tableau 3). Cet effet n'est pas compensé par les efforts conduisant à une progression du recours à l'énergie décarbonée, passée de 7 % à 8,9 % du mix énergétique du Groupe. Les énergies décarbonées correspondent à la chaleur vapeur issue de source de renouvelable, à la chaleur cogénération, à la biomasse, à la chaleur issue de méthanisation, à la chaleur fatale, au solaire thermique et photovoltaïque, ainsi que l'achat d'électricité sous garanties d'origine ;
- une stabilité du périmètre consolidé par rapport à l'exercice précédent, limite l'impact de ce facteur sur la variation des émissions.

Tableau 4 et Graphique 1 : Répartition des émissions de GES des Scopes 1 et 2 du périmètre Union InVivo par métier

Métier	Répartition des émissions de GES des Scopes 1 et 2 par métier
Soufflet Malt	84,58 %
Soufflet Agriculture	5,22 %
Neuhauser	3,94 %
InVivo Ag°	3,01 %
TERACT	1,53 %
Moulins Soufflet	0,63 %
Soufflet Négoco by InVivo	0,48 %
Ingrédients	0,24 %
Soufflet Vigne	0,19 %
Cordier	0,16 %
Holding	0,02 %



Dans le cadre de sa stratégie climat, Soufflet Malt a déposé une trajectoire validée par la SBTi en approche *market-based*. Afin d'assurer un suivi complet et transparent, les données sont suivies à la fois en approche

location-based et *market-based* au sein de ce métier. Cette double lecture permet de piloter la performance carbone selon les standards internationaux tout en tenant compte des spécificités contractuelles liées à l'énergie.

Tableau 5 : Scopes 1 et 2 de Soufflet Malt selon la méthode utilisée du protocole GHG

Scopes 1 et 2 (location based) ⁽⁷⁾	Scopes 1 et 2 (market based)
462 635 tCO ₂ eq	445 680 tCO ₂ eq

(7) Cette valeur comprend des données extrapolées, notamment sur le mois de juin, voir note méthodologique page 111.

Scope 3

La mesure de nos empreintes carbone Scope 3 ne peut pas encore se faire en année N sur l'année N compte tenu de la taille du groupe, de l'ampleur des données à collecter, des évolutions méthodologiques imposées à assimiler, et de notre dépendance aux bureaux d'études experts qui nous accompagnent et certifient les mesures (EcoAct et Agrosolutions).

L'exercice 2022/2023 a permis de réaliser un calcul détaillé de l'empreinte sur l'ensemble des postes du protocole GHG et pour chacun des métiers inclus dans le périmètre.

À l'inverse, l'exercice 2023/2024 s'est limité, pour des raisons de ressources, à une mesure mixte :

- une empreinte carbone détaillée pour les périmètres Soufflet Malt et TERACTION ;
- une estimation consolidée pour les autres filiales d'InVivo Group et de l'Union InVivo, sur la base de données économiques et de variations de volumes.

Cette différence de méthodologie limite la comparabilité stricte des résultats entre les deux exercices.

Tableau 6 : Empreinte du Scope 3 2023/2024 sur le périmètre InVivo Group (périmètre du dossier SBTi)

(tCO ₂ eq)	Méthode	22/23 (détaillée)	23/24 (simplifiée)	Variation
Hors UMG (référence DPEF 23/24)	GHG Protocol Standard	11 654 385	Non pertinent	Non pertinent
Inclus UMG et Louise (sur estimation) mesure effectuée en décembre 2024 dans le cadre du dossier SBTi	GHG Protocol FLAG	13 240 120	9 049 939	- 32 %
Inclus UMG et Boulangerie Louise mais hors Soufflet Négoce by InVivo passé sous statut Union InVivo au cours de l'exercice 23/24	GHG Protocol FLAG	9 771 417	9 049 939	- 7 %

Tableau 7 : Empreinte du Scope 3 2023/2024 sur le périmètre Union InVivo

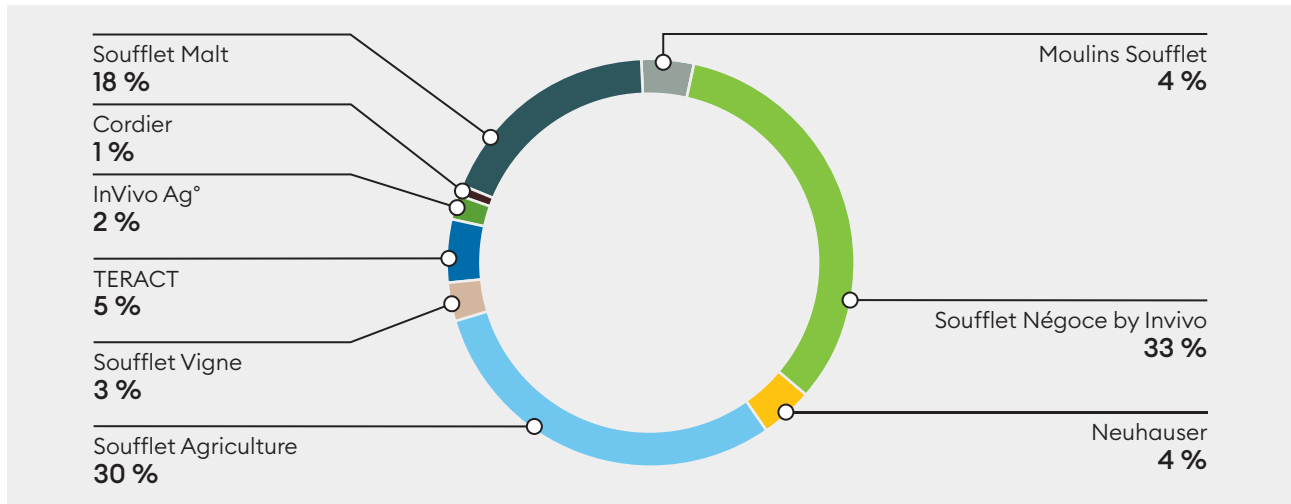
(tCO ₂ eq)	Méthode	22/23 (détaillée)	23/24 (simplifiée)	Variation
Hors UMG (référence DPEF 23/24)	GHG Protocol Standard	11 716 917	Non pertinent	Non pertinent
Inclus UMG et Boulangerie Louise	GHG Protocol FLAG Méthode	13 423 851	13 582 226	+ 1 %

Les variations observées sur l'empreinte carbone Scope 3, comprises entre -7 % et +1 % selon les périmètres, s'expliquent par plusieurs facteurs.

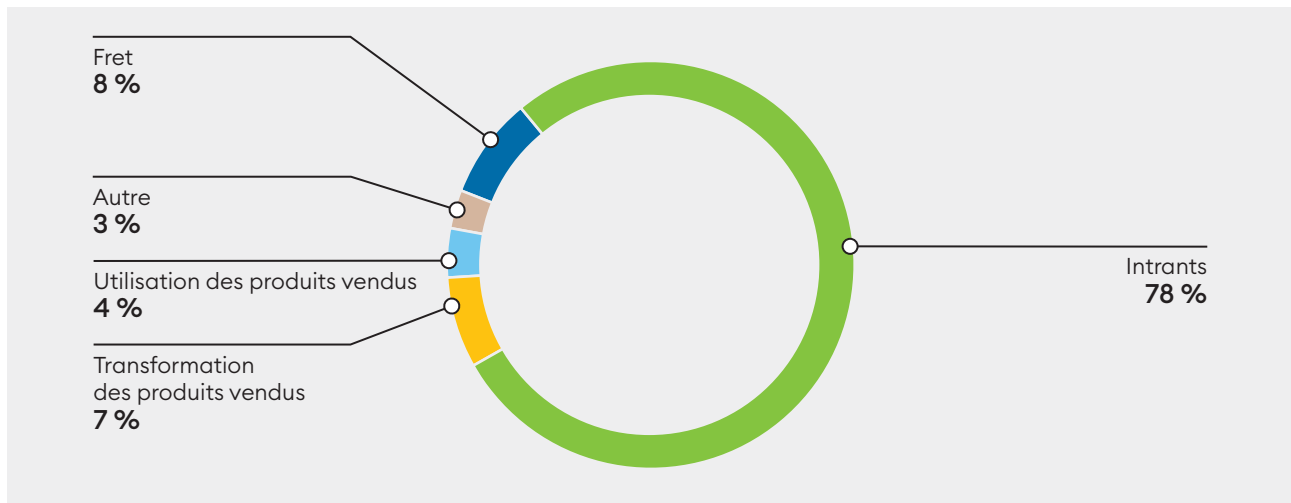
Plusieurs évolutions d'activité influencent également les résultats Scope 3 :

- baisse des volumes traités par Soufflet Agriculture (effet moisson et recul des ventes d'engrais) et par Cordier (- 55 %, en lien avec la crise de la consommation de vin et des conditions défavorables à l'export), entraînant respectivement des diminutions d'émissions de - 11 % et - 55 % ;
- hausse d'activité sur certains marchés d'InVivo Ag^o, générant une augmentation des émissions en valeur absolue de + 10 % ;
- progression des volumes pour Neuhauser (+ 9 % d'émissions) et, dans une moindre mesure, pour Moulins Soufflet (+ 2 %);
- d'une variation de périmètre de Soufflet Négoce où le périmètre réuni Soufflet Négoce by InVivo a été considéré en 2023/2024 (voir la Section 5.1.1.3 Cibles);
- chez TERACTION, diminution du nombre d'articles vendus et ventes légèrement déportées sur des catégories moins émissives entraînant une baisse d'environ 8 %.

Graphique 2 : Répartition des émissions de GES Scope 3 (périmètre courant) de Union InVivo



Graphique 3 : Répartition des émissions de GES du Scope 3 selon les principaux postes d'émissions



Le bilan carbone Scope 3 est très fortement soumis au poids que représentent les intrants achetés par les métiers et en particulier les matières premières d'origine agricole et les engrais. Cela explique la position de fort contributeur que sont Soufflet Négoce by InVivo, Soufflet Agriculture, et en troisième position Soufflet Malt (voir Graphique 2). Ainsi, en fonction d'un potentiel de récolte nommé « effet moisson », les variations du bilan carbone Scope 3 peuvent potentiellement être importantes

et pourront gommer de manière partielle ou totale la part des efforts du groupe pour réduire les émissions Scope 3 globales notamment induites par d'autres postes significatifs comme le fret. L'essentiel de l'abattement d'émissions se fera donc par une évolution des marchés et de la capacité de ces derniers à valoriser des pratiques agronomiques moins émissives de la part des agriculteurs partenaires, notamment par la massification d'une agriculture résiliente de type agriculture régénératrice.

5.1.1.5 Plan de transition climatique

Le plan de transition climatique du groupe InVivo est au cœur de son modèle économique et de sa politique « Impulser un impact positif ». À travers ses propres opérations, par ses offres et en mobilisant ses parties prenantes, le Groupe agit sur ses principaux leviers de

décarbonation : la sobriété énergétique, les évolutions du mix énergétique, le recours aux énergies renouvelables, le transport, les offres bas-carbone et la valorisation des solutions agricoles pour favoriser le stockage du carbone.

Scope 1 et 2

Levier d'action #1 – Déployer le plan de sobriété et d'efficacité énergétique

La réduction de la consommation énergétique, ainsi que le recours à des énergies renouvelables afin de diversifier ses approvisionnements et réduire son risque de dépendance aux énergies fossiles, sont des leviers essentiels de la stratégie de décarbonation. Ils répondent aussi à la demande des clients pour contribuer à leur propre trajectoire, et diminuent l'exposition du Groupe à la volatilité croissante des prix de l'énergie fossile.

La gestion de l'énergie est coordonnée au niveau Groupe par le **Comité Énergie Groupe**. Celui-ci centralise mensuellement la consommation d'énergie de l'ensemble des métiers afin d'assurer un pilotage précis du programme. Il accompagne les métiers dans la construction de leurs plans d'action.

Une démarche de certification ISO 50 001 est déployée lorsqu'elle s'avère pertinente, notamment dans les métiers Episens, Soufflet Malt et Soufflet Agriculture, afin de cadrer la démarche d'amélioration continue. Pour les autres métiers, la gestion coordonnée de l'énergie par le Comité Énergie Groupe permet de partager les bonnes pratiques et d'insuffler une dynamique dans les plans d'action.

24,8 %

**des sites industriels et silos dont 66 %
des malteries certifiés ISO 50001**

*Périmètre : Soufflet Agriculture, Episens (Neuhauser,
Ingrédients, Moulins Soufflet), Soufflet Malt*

Chaque métier élabore, sur la base de diagnostics préalables, ses propres plans d'action adaptés à ses enjeux. Les investissements passés ont permis d'enregistrer une nette réduction de la consommation d'énergie dans tous les métiers. Sur l'exercice, dans tous les processus, les conditions de pilotage se sont nettement améliorées grâce à des relevés plus fréquents et à des technologies plus performantes. Ce pilotage plus fin permettra d'engager de nouvelles actions sur les sites du Groupe, avec une vision précise des gains enregistrés.

Quelques exemples d'actions initiées dans nos métiers :

- depuis 2023, Soufflet Malt utilise l'intelligence artificielle avec son outil MAITE pour modéliser le processus de transformation de l'orge en malt. L'outil cumule les conditions météorologiques, les caractéristiques des grains et les spécifications attendues du malt pour optimiser les processus industriels. Ce programme est en cours de déploiement après un test réussi sur cinq malteries en 2025. Par ailleurs, le métier poursuit le déploiement d'une double certification ISO 14001 et 50001, afin de structurer aussi bien le pilotage des investissements que des pratiques. En fin d'exercice, 66 % de ses sites sont certifiés ISO 50001 versus 90 % en 2023/2024, soit 26 % de moins, dû au changement de périmètre (intégration d'UMG) ;
- Moulins Soufflet poursuit son ambition de décarbonation, avec une réduction de 25 % de sa consommation d'énergie fossile sur la campagne 24/25 par rapport à la campagne précédente. Ces résultats sont liés au choix de process meunier, au travail sur la formulation des blés, à l'installation de pompe à chaleur là où cela semblait pertinent ;
- chez InVivo Ag°, huit silos de Logistique et Stockage, correspondant à 88 % des émissions de gaz à effet de serre sur les Scopes 1 et 2 de InVivo Ag°, ont mené des audits énergétiques en 2024/2025 et l'usine de production de Semences de LS production a fait l'objet d'une installation de capteurs de consommation énergétiques, afin d'identifier les opportunités d'amélioration de leur efficacité énergétique grâce à une analyse détaillée des consommations. Chez Phyteurop Industry, l'audit énergétique a précédemment été réalisé. Le plan d'action suivant a été mis en place : rationalisation de l'éclairage selon la présence des équipes, optimisation de la température de chauffage des chauffe-eaux, baisse des températures des chaudières, optimisation de la température des bains-marie et couverture de ceux-ci pour limiter les pertes énergétiques ;
- Soufflet Agriculture est certifié ISO 50 001 pour ses principaux silos, représentant 80 % de sa consommation d'électricité et de gaz en France. Cette démarche permet entre autres d'optimiser les consommations d'énergie, notamment lors du processus de séchage des matières premières récoltées à l'automne (maïs et tournesol). Par ailleurs, le déploiement d'outils de collecte de la consommation d'électricité en temps réel permet aux chefs de silos de la piloter plus finement, et au responsable Énergie Groupe de disposer d'un suivi très détaillé ;
- le déroulement de la feuille de route Groupe concernant la sobriété énergétique ainsi que l'installation de panneaux photovoltaïque a permis chez Cordier de réduire de 10 % la consommation d'électricité du métier deux années de suite ;
- Soufflet Vigne a déployé sur 76 % de ses sites des éclairages LED, permettant une réduction de la consommation d'électricité de 5 %.

Levier d'action #2 – L'utilisation d'énergies renouvelables au sein des entités

Largement déployée chez Soufflet Malt, qui utilise de longue date des chaudières biomasse, des pompes à chaleur ou la récupération de chaleur, l'énergie renouvelable ou bas carbone est une thématique majeure dans le Groupe. Elle est suivie par le pourcentage de la consommation d'énergie issue de sources renouvelables, qui continue de progresser. Les initiatives suivantes permettent de l'illustrer :

- chez Soufflet Malt, la diversification des sources d'énergie, et notamment le remplacement du gaz naturel par d'autres énergies, est un élément important de performance et de sécurisation de l'approvisionnement. Elle permet également d'anticiper la hausse des taxes sur le carbone à l'œuvre en Europe et au Royaume-Uni. Lors du déploiement de nouvelles entités, lorsque la configuration locale le permet, la malterie est approvisionnée en énergies décarbonées. Par exemple, la future malterie d'Afrique du Sud émettra 50 % de GES en moins que la moyenne du secteur grâce à la trigénération et à l'énergie solaire. En ce qui concerne les malteries plus anciennes, le programme d'investissement 2020/2030 est déployé selon les conditions locales, afin d'atteindre l'objectif ambitieux de réduire de moitié les émissions des GES sur la période. À titre d'illustration, sur l'exercice, la malterie de Strasbourg a investi pour récupérer la chaleur fatale issue des processus industriels ;
- Cordier by InVivo avec l'installation des panneaux photovoltaïques a commencé à produire 17 % de sa consommation d'électricité sur le site de Trilles (depuis juin 2024) et jusqu'à 30 % sur le site de Cubzac les Ponts (depuis février 2025). Pour cela, elle a engagé un partenariat sur 20 ans avec Idex, expert en production énergétique locale, qui gère les ombrières de parking de ses sites.

Par ailleurs, le Groupe favorise l'achat d'énergie verte par le biais de contrats d'approvisionnement en électricité renouvelable. Ainsi, 100 % de l'électricité de la malterie de Taubaté, au Brésil, provient d'éoliennes terrestres. Cette électricité est certifiée neutre en carbone *via* le dispositif « International Renewable Energy Certificates standard » (I-RECs). Les quatre malteries du Royaume-Uni s'approvisionnent aussi en énergie renouvelable par des contrats d'achat d'électricité⁽⁸⁾, et cette année de nouveaux contrats ont été initiés en Roumanie et en Serbie.

Levier d'action #3 – Réduire les émissions du transport et de la logistique

Bien qu'il se place significativement en deçà des achats de matières premières, le transport représente tout de même 2,4 % des émissions du Groupe (Scopes 1 et 2) et 12,3 % des émissions du Scope 2. Plusieurs de nos métiers ont mis en place des solutions de décarbonation, souvent combinées.

Remplacer la route par le transport ferroviaire, maritime ou fluvial

Chaque fois que la solution est pertinente, tout en tenant compte d'un besoin croissant de compression des délais de la part des clients, le transport massifié (ferroviaire, maritime ou fluvial) est privilégié. Sur de la moyenne ou longue distance, il s'avère très performant dans les schémas logistiques des matières premières telles que les céréales ou le malt. Ainsi, chaque année, InVivo affrète environ 550 trains complets à destination de ses silos portuaires et sites industriels, notamment les malteries, permettant d'éviter le chargement et le déplacement d'environ 25 000 camions par an. Concernant les transports fluviaux, le Groupe représente environ un tiers du trafic céréalier sur l'Axe Seine à destination de Rouen.

Recourir aux carburants alternatifs



Oleo 100 est un carburant 100 % d'origine végétale de type B100, issu de graines de colza françaises, dont une partie est produite par les agriculteurs partenaires d'InVivo et valorisée par ses métiers. Ce carburant permet de réduire les émissions de GES de 60 à

80 % par rapport au gazole. Compte-tenu de son intérêt pour la filière toute entière, il est utilisé, par exemple, par les locomotives du partenaire logisticien ferroviaire de Soufflet Malt, Europorte, pour la malterie de Strasbourg.

Soufflet Transport, autre consommateur majeur de carburant à l'échelle du Groupe, s'est également équipé de cuves et de camions équipés de motorisations adaptées. Cette évolution vers de nouvelles motorisations, ainsi que l'optimisation des tournées, l'ambition de former 100 % des chauffeurs à l'éco-conduite en 3 ans, et l'allongement de la durée de vie des pneus, ont contribué à l'obtention du label Transport et Logistique responsables⁽⁹⁾ par Soufflet Transport en septembre 2024.

(8) Un contrat d'achat d'électricité (PPA) est un accord à long terme de vente directe entre un producteur d'électricité et un acheteur, visant à vendre et acheter l'électricité générée par une installation spécifique, telle qu'une ferme solaire ou un parc éolien.

(9) Pour en savoir plus sur le label Transport et logistique responsable, consulter la page <https://www.label-transport-logistique.com/>

Assurer la continuité de l'engagement FRET 21⁽¹⁰⁾



Soufflet Malt s'est engagé dès l'exercice 2019/2020 dans le programme national FRET 21, et a reconduit son engagement dans ce programme pour le cycle 2023/2026.

L'objectif du second engagement FRET21 reconduit est de réduire de 5 % les émissions à fin 25/26 par rapport à 22/23.

Celui-ci avait d'ores et déjà permis de réduire les émissions liées au transport amont et aval de 8 % entre 2019/2020 et 2022/2023. Les travaux ont porté sur quatre axes : le taux de remplissage, la distance parcourue, les moyens de transport et la sélection des transporteurs, sur base de critères environnementaux.

Optimiser les circuits logistiques

Dans tous les métiers, l'optimisation des flux logistiques est un des premiers leviers de réduction de la consommation de carburants. Il s'agit d'une démarche d'amélioration continue, souvent réalisée en partenariat avec les logisticiens partenaires du Groupe. À titre d'exemple, il s'agit de favoriser les flux directs entre les usines et les clients et d'optimiser le remplissage des camions, comme l'a déjà réalisé Neuhauser pour la moitié de ses volumes en France. Tout nouveau client est ainsi servi en flux optimisé.

La question de la logistique peut aussi être intégrée dès la conception des projets. C'est le cas de la nouvelle malterie sud-africaine de Soufflet Malt, à proximité immédiate de la brasserie Heineken, qui permettra de transférer directement le malt par convoyeur.

Scope 3

Levier #1 – Accompagner le développement de l'agriculture régénératrice

La raison d'être d'InVivo, coconstruite avec l'ensemble de ses parties prenantes, est de promouvoir la transition de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire vers un agrosystème résilient, en déployant des solutions et des produits innovants et responsables, alignés sur les principes de l'agriculture régénératrice, au bénéfice des agriculteurs et des consommateurs.

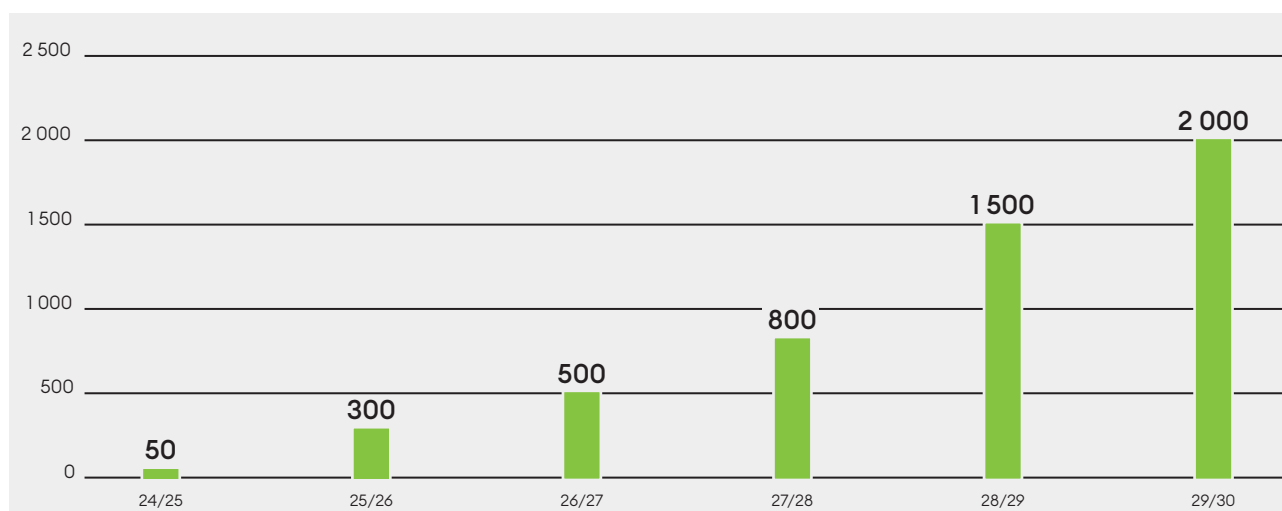
L'agriculture régénératrice, terme usuel désormais répandu pour désigner l'agroécologie ou l'agriculture de conservation des sols est reconnue pour sa contribution à la lutte contre le changement climatique, en favorisant la capture du CO₂ dans les sols et les organismes vivants, tout en préservant la biodiversité. Elle repose sur trois pratiques clés :

- limiter, voire supprimer, le labour ;
- assurer une couverture permanente des sols grâce à des couverts végétaux ;
- diversifier les cultures, l'agroforesterie étant recommandée comme pratique complémentaire.

L'augmentation du nombre d'agriculteurs engagés dans des filières en agriculture régénératrice contribue à la réduction des émissions du secteur et au potentiel de séquestration du CO₂ dans les sols.

Via l'engagement de sa filiale Soufflet Agriculture, InVivo a ainsi fixé pour objectif d'atteindre 2 000 exploitations en agriculture régénératrice d'ici 2030 parmi les partenaires de sa collecte annuelle, en France et à l'international. Pour l'atteinte de cet objectif la trajectoire est définie comme suit :

Graphique 4 : Progression attendue du nombre d'agriculteurs en agriculture régénératrice au sein de la collecte de Soufflet Agriculture



(10) FRET21 est une initiative française soutenue par le ministère de la Transition écologique et solidaire, l'ADEME et l'Association professionnelle des chargeurs. Les entreprises volontaires s'engagent à mieux intégrer l'impact des transports dans leur stratégie de développement durable, par des actions concrètes et mesurables, sur les 4 axes cités ci-dessus.

Atteindre ces objectifs nécessite une transformation en profondeur de la gestion des exploitations agricoles, ce qui représente un risque significatif pour les agriculteurs engagés dans cette transition. InVivo accompagne ses agriculteurs partenaires à travers :

- la formation généralisée des équipes d'agronomes déployés sur le terrain par nos entreprises et notamment ceux qui sont au contact très régulièrement des agriculteurs ;
- un soutien financier et technique aux agriculteurs et à leurs partenaires agricoles pour la mise en œuvre et le déploiement à grande échelle des pratiques régénératrices (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif, Section 5.2.3.4) ;
- des actions de sensibilisation des parties prenantes (acteurs de l'agroalimentaire, pouvoirs publics, etc.) afin de favoriser l'adhésion ;
- l'innovation et le développement de nouvelles technologies ayant un impact positif mesurable ;
- l'organisation de visites d'exploitations appliquant ces pratiques et de rencontres entre agriculteurs pour faciliter l'accès à l'information et la prise de conscience positive (voir Section 5.1.4.3) ;
- la contribution à des projets de recherche et au développement de référentiels (par ex. Indice de Régénération de Pour une Agriculture du Vivant (PADV) (voir Section 5.1.4.3).

Levier #2 – Développer l'implantation des couverts végétaux⁽¹¹⁾ et des légumineuses⁽¹²⁾

Face aux enjeux climatiques, le secteur agricole et les entreprises agroalimentaires se mobilisent pour réduire leur empreinte carbone. Parmi les leviers efficaces à l'échelle des exploitations figurent l'implantation de légumineuses et de couverts végétaux. Ces pratiques agroécologiques permettent à la fois de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de renforcer le stockage de carbone dans les sols. Les couverts végétaux, en captant le CO₂ atmosphérique *via* la photosynthèse, peuvent séquestrer entre 0,3 et 1,2 tonne de CO₂ par hectare et par an (INRAE, 2019) et réduisent les pertes d'azote, notamment sous forme de protoxyde d'azote (N₂O), un GES très impliqué dans la contribution au dérèglement climatique avec des diminutions allant de 30 à 70 % (INRAE, 2020). Les légumineuses, quant à elles, fixent naturellement l'azote de l'air, limitant ainsi le recours aux engrais azotés de synthèse, eux-mêmes fortement émetteurs de gaz à effet de serre.

Ce rôle est stratégique pour InVivo dans la gestion de son Scope 3, qui couvre les émissions indirectes liées à l'amont et à l'aval de son activité, notamment celles issues de la production des matières premières agricoles qu'elle achète. En favorisant l'implantation de couverts végétaux

et de légumineuses chez ses agriculteurs partenaires, InVivo peut non seulement réduire significativement ses émissions Scope 3 mais aussi contribuer à une diminution des usages d'engrais azotés, à réduire les pertes d'azote sous forme de N₂O et à valoriser la séquestration de carbone dans les sols, tout en contribuant aux objectifs climatiques et environnementaux de la filière et à générer un potentiel de revenus additionnel pour les agriculteurs sous forme de primes ou de crédits carbone.

À ce titre, l'expertise de Semences de France concernant les couverts végétaux a été présentée à un panel élargi de 100 distributeurs et conseillers à l'automne 2024. Grâce à la plateforme d'expérimentation OPENFIELD (voir Section 5.1.4.3) les visiteurs ont pu échanger sur les conditions nécessaires pour optimiser les services rendus par les couverts. Pour continuer à innover sur ce levier nécessaire à une agriculture durable, une trentaine de sites expérimentaux, visant à maximiser les apports d'azote et de carbone dans le sol grâce au bon équilibre des légumineuses dans le mélange ont été mis en place. De quoi continuer à renforcer l'innovation et le partage d'expertise sur ce dossier.

Soufflet Agriculture est également particulièrement actif sur le sujet de la valorisation des couverts végétaux. L'entreprise a développé la gamme de semences MICA (Mélange Inter-Culture Agronomique), proposée *via* sa plateforme **Farmi**, afin d'accompagner les agriculteurs dans le choix de couverts adaptés à leurs sols, leurs rotations et leurs objectifs agronomiques. Soufflet Agriculture renforce cette dynamique en diffusant depuis cette année un livre blanc « La culture des couverts », fruit de plusieurs années de recherche et développement. Ce document constitue un véritable outil d'information et de partage de connaissances, aussi bien pour les équipes commerciales de l'entreprise que pour les agriculteurs partenaires. En parallèle, l'entreprise s'appuie sur un dispositif d'expérimentation de grande ampleur, avec plus de 600 microparcelles d'essais dédiées aux couverts végétaux depuis deux ans, notamment sur la plateforme d'essais⁽¹³⁾ de Rimaucourt, pour tester et évaluer de nouvelles espèces, associations et itinéraires techniques en conditions réelles.

Levier d'action #3 – Contribuer à la production d'engrais azotés bas-carbone

Pour œuvrer efficacement et durablement à la décarbonation de l'amont agricole, dont les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre sont issus de la production et de l'épandage des engrais, il convient d'opérer une réelle transition vers des engrais décarbonés. L'implication d'InVivo dans la mise en place d'une filière bas carbone va bénéficier à la réduction des émissions du Pôle Agriculture mais va également bénéficier à l'ensemble des filières agricoles dont les productions pourront être qualifiées de bas carbone.

(11) Ensemble de végétaux, implanté par semis ou repousse, afin de recouvrir le sol. Il peut être permanent ou temporaire. Il existe différentes appellations en fonction de l'objectif visé et de la durée d'implantation.

(12) Plante capable de fixer l'azote atmosphérique, améliorant naturellement la fertilité des sols (ex : lentille, pois, féverole).

(13) Site expérimental dédié à tester et évaluer de nouvelles pratiques, produits ou technologies.

Le consortium FertigHy

Pour pallier le manque d'offres dans ce domaine, InVivo s'est donc associé avec 5 investisseurs principaux pour créer FertigHy, un projet de 1,3 milliards d'euros qui produira à grande échelle des engrais abordables et à faible teneur en carbone pour les agriculteurs européens.

Une première usine en France, dans la Somme, devrait être opérationnelle d'ici 2030. La phase de concertation s'est déroulée en décembre 2024 et janvier 2025. Cette usine devrait assurer la production annuelle de 500 000 tonnes d'engrais azoté décarboné par an, soit 15 % de la consommation française. Ces engrais seront produits avec de l'hydrogène issu de l'électrolyse de l'eau, en remplacement du gaz naturel. Le procédé ne rejette pas de CO₂, et bénéficiera de l'énergie électrique faiblement carbonée fournie en France.

Au-delà de son investissement dans le consortium, InVivo apportera son soutien au projet en tant qu'acheteur et distributeur d'engrais à 300 000 agriculteurs, à travers ses coopératives adhérentes.

Les engrais bas-carbone⁽¹⁴⁾ développés par InVivo Ag°

Fertiline est la filiale d'InVivo Ag° produisant des fertilisants à efficacité améliorée. Elle est *leader* sur le marché de la nouvelle génération de fertilisants offrant le meilleur compromis entre performance agronomique et environnementale. Ses efforts d'innovation lui ont permis de développer les gammes suivantes :

- **NEXEN**, diminue significativement les émissions d'ammoniac dans l'air⁽¹⁵⁾ grâce à l'utilisation d'un inhibiteur dérivé du phosphore, qui évite les pertes d'azote dans l'environnement, augmentant ainsi sa disponibilité pour les plantes. Il est recommandé dans le Guide des bonnes pratiques agricoles édité par l'ADEME⁽¹⁶⁾ pour l'amélioration de la qualité de l'air ;
- **BAXEN**, qui permet de maintenir l'azote sous une forme plus disponible pour la plante, et de réduire de 20 % les émissions d'azote par lessivage ou sous forme gazeuse ;
- **PHOXEN**, qui permet de rendre le phosphore plus disponible à la plante pendant tout son cycle.

Ces 3 gammes permettent aux agriculteurs de disposer de fertilisants réduisant les pertes dans l'environnement, ce qui permet de limiter les apports tout en conservant leur efficacité agronomique et en améliorant le bilan carbone de la production.

Levier d'action #4 – Accompagner la production de matières premières bas-carbone des agriculteurs de notre chaîne de valeur

Les offres bas-carbone développées par les filiales d'InVivo et s'inscrivant dans la démarche Semons du sens (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif) permettent à la fois de réduire le Scope 3 d'InVivo en décarbonant les achats, mais permettent également à leurs clients de réduire l'empreinte carbone des produits qu'ils achètent au Groupe (voir Section 5.3.2.4). Ensemble, l'objectif commun est de répondre aux exigences croissantes de décarbonation imposées par les filières agricoles et agroalimentaires. Ainsi :

- fruit d'une collaboration entre les équipes d'Episens, de Moulins Soufflet et de Soufflet Agriculture, la **nouvelle filière blé bas carbone** est régie par un cahier des charges agissant sur la fertilisation : l'agriculteur doit analyser ses sols afin de définir avec précision ses besoins, optimiser son fertilisant en choisissant une forme solide, moins émettrice de GES et moins volatile lors de l'épandage, et utiliser un outil d'aide à la décision pour apporter la juste dose à la culture, au bon moment. Pour cette première récolte à l'été 2024, 250 agriculteurs se sont engagés dans cette démarche qui s'intègre dans un dispositif « mass balance⁽¹⁷⁾ » ;
- dans le même esprit, Soufflet Agriculture et Soufflet Malt ont développé une filière orge bas carbone en 2023. Cette filière d'approvisionnement bas carbone permet à Soufflet Malt de proposer une gamme de malt bas carbone à ses clients brasseurs appelée ClimCare (voir Section 5.3.2.4).

Levier d'action #5 – Soutenir la mise en place de solutions de réemploi des emballages

Dans une logique d'économie circulaire, le réemploi des emballages et l'allongement de la durée de vie des produits figurent parmi les leviers les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Contrairement au recyclage, qui nécessite de l'énergie et de nouvelles ressources pour transformer la matière, le réemploi permet d'éviter la fabrication d'emballages neufs et de limiter ainsi les émissions associées.

Dans cette dynamique, Cordier a lancé en novembre 2024 la première bouteille de vin effervescent réemployable. Cette initiative contribue ainsi à la réduction de son Scope 3, en diminuant les émissions liées à la fabrication et à la gestion de fin de vie des bouteilles.

(14) Fertilisant conçu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre lors de sa production et son usage.

(15) La fertilisation azotée dans la production de blé, par exemple, est responsable de 80 % des émissions de GES.

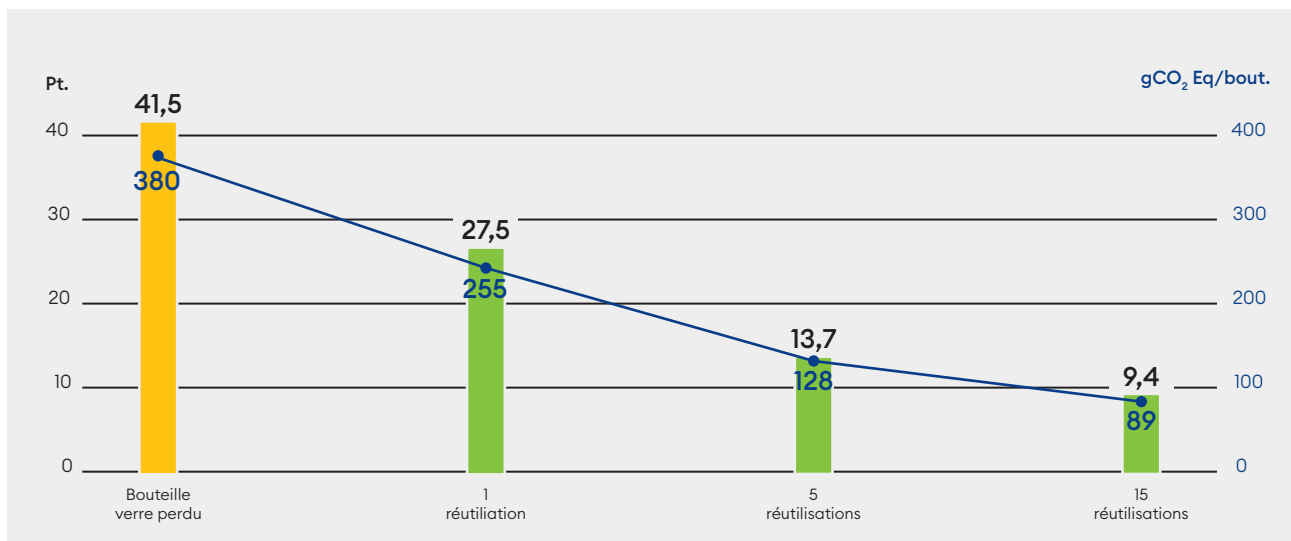
(16) ADEME : Agence de la transition écologique. Pour en savoir plus, consulter <https://www.ademe.fr/>

(17) Le mass-balance est une méthode de traçabilité consistant à mélanger des flux de qualité certifiée durable et de qualité conventionnelle tout en certifiant une proportion de qualité durable.

Ce projet s'inscrit dans le renouveau du principe de réemploi et témoigne de l'intérêt croissant des consommateurs et des acteurs de la filière pour des solutions bas-carbone. Selon l'analyse du cycle de vie⁽¹⁸⁾ réalisée, une bouteille réemployée Café de Paris permet d'éviter jusqu'à 29 % des émissions pour une réutilisation et jusqu'à 62 % pour cinq réutilisations (voir Graphique 5 ci-dessous). Cet avantage environnemental est encore renforcé lorsque les opérations de lavage et de remise en circulation des bouteilles sont réalisées à proximité des lieux de consommation.

En parallèle, Cordier poursuit ses efforts pour réduire le poids des bouteilles de vins tranquilles, avec un passage de 410g à 360g, ainsi que la réduction du poids des emballages secondaires. La réduction du poids des emballages contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre en diminuant à la fois la quantité de matières premières nécessaires à leur fabrication et les émissions liées au transport, grâce à des charges plus légères à déplacer. Ces initiatives s'inscrivent pleinement dans la stratégie climat du Groupe, en combinant innovation produit et sobriété des matériaux. Voir également la Section 5.1.3 Optimiser la gestion des ressources et tendre vers l'économie circulaire.

Graphique 5 : Réduction des émissions de gaz à effet de serre d'une bouteille consignée Café de Paris avec un centre de lavage situé à 100km du site de conditionnement de Cordier (ACV)



Source : Eco in Pack, 2025

À gauche sont représentés les points ACV, il s'agit de l'unité du score unique dans la norme ACV. Le score unique est une moyenne pondérée des 16 impacts environnementaux de l'ACV (Changement climatique, consommation d'eau, pollutions, etc.) et donne ainsi la note environnementale d'un produit en évitant de ne parler que du CO₂. Plus le score unique est élevé, plus l'impact environnemental est élevé. L'unité de droite correspond au grammes de CO₂eq émis par bouteille.

Levier #6 – Encourager nos fournisseurs de produits finis à décarboner leur Scope 1 et 2

Après avoir agi sur la réduction des émissions du Scope 3 sur nos propres activités, notre dernier levier d'action vise spécifiquement les fournisseurs de produits finis. En les incitant à décarboner leurs Scopes 1 et 2, nous contribuons directement à la réduction de notre Scope 3.

La première étape consiste à identifier, parmi ces fournisseurs stratégiques, ceux capables de mesurer avec fiabilité leur empreinte carbone et déjà engagés dans des actions de réduction, puis à accompagner les autres vers l'adoption de ces bonnes pratiques. Nos équipes achats ont été formés aux achats responsables et développent progressivement les outils et méthodes permettant de recenser et suivre ces engagements.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans notre politique d'achats responsables : elle débute par l'adhésion de nos fournisseurs de produits finis à notre charte achats responsables (voir Chapitre 5.4.2.3).

(18) Méthode d'évaluation des impacts environnementaux d'un produit ou service, de sa conception à sa fin de vie.

5.1.1.6 L'adaptation au changement climatique

Levier d'action #1 – Développer des solutions pour les agriculteurs

Les effets du changement climatique sont déjà sensibles et les agriculteurs sont au premier plan pour en subir les effets : gel tardif, absence ou excès de précipitation, vents violents, températures caniculaires, etc.

Le Groupe InVivo a lancé en 2024 une étude prospective qui vise à situer la capacité de résilience de l'agriculture française selon les scénarii possibles de réchauffement climatique issus des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et en considérant les différents archétypes d'exploitations. Cette étude est menée avec la compétence technique du cabinet Mac Kinsey et dans le cadre d'un consortium qui réunit Crédit Agricole, Avril, Unigrains. Elle prévoit de livrer ses résultats courant 2026.

Aussi, l'accompagnement des différentes entités du Groupe tient compte de ces effets, et de leur probable accentuation dans le temps, dans son offre de produits et services : le Groupe a une sensibilité forte à développer des solutions pour le maintien d'une agriculture performante et durable.

À titre d'exemples :

- co-construire avec nos partenaires les stratégies de décarbonation des filières, on peut relever à titre d'exemple l'implication d'Agrosolutions dans l'accompagnement d'Intercéréales et du Comité National Interprofessionnel de la Pomme de Terre (CNIPT) pour définir leur trajectoire de décarbonation ;
- développer la résilience des variétés des semences proposées notamment en travaillant les associations d'espèces, chez InVivo Ag° via Semences de France par exemple pour la France, ou chez Soufflet Agriculture à l'international. Le métier s'engage en effet auprès de différents partenaires dans ses pays d'implantation pour travailler sur la sélection variétale et ainsi s'assurer de la disponibilité répondant aux attentes de ses clients ;
- proposer des solutions technologiques et agronomiques performantes aux agriculteurs, grâce au service A.C.I. (Agronomie Conseils Innovation) de Soufflet Agriculture et aux expertises de InVivo Ag° Solutions, qui ont pour mission de diffuser l'innovation agricole en testant ces solutions ;
- avec plus de 23 000 micro-parcelles expérimentales par an chez Soufflet Agriculture, sont testées notamment des itinéraires culturaux durables et les outils d'aide à la décision. Depuis 2024, une Direction dédiée renforce la coordination internationale des essais et le partage des résultats, pour accélérer l'adoption de pratiques à impact positif sur les exploitations ;

- multiplier les essais agronomiques en mesure de concilier rendement, qualité, résilience, conduite optimale des cultures, meilleures associations, etc., tels que les essais menés par InVivo Ag° sur l'ensemble du territoire. En particulier, InVivo Ag° a lancé 5 plateformes d'essais sur les « prairies climatiques », qui permettent d'observer les mélanges prairiaux⁽¹⁹⁾ les plus adaptés aux aléas climatiques, et ainsi réduire les périodes de pénurie de fourrage pour les éleveurs ;
- assurer la continuité des travaux de recherche en partenariat avec les organisations reconnues pour leur expertise. Les deux objectifs en la matière sont d'augmenter les connaissances globales et de leur trouver les meilleures applications possibles ;
- développer des dispositifs de protection des cultures, tels que, chez Soufflet Vigne, des filets paragrêles qui ne nécessitent plus de relevage, ou des câbles chauffants moins émetteurs de gaz à effet de serre que les bougies utilisées traditionnellement ;
- apporter un soutien technique aux agriculteurs pour maintenir la santé économique de leur exploitation dans un contexte de transition agricole (voir Chapitre 5.3.2.4).

Levier d'action #2 – L'adaptation aux effets du changement climatique au sein de nos activités

Les risques liés à l'eau constituent un enjeu mondial urgent, amplifié par le changement climatique qui accentue sécheresses, inondations et déséquilibres des ressources hydriques. Ces tensions menacent entre autres, l'agriculture et l'industrie. À l'échelle du Groupe, InVivo a réalisé sur l'exercice une étude de ses activités qui lui permet d'identifier les sites et les activités les plus exposés aux risques liés à l'eau, dans le cadre du changement climatique, dans une trajectoire +4°C. Cette cartographie a été réalisée avec l'outil Aqueduct⁽²⁰⁾ et JRC⁽²¹⁾ (Joint Research Centre) et comprend l'analyse des risques en matière :

- de stress hydrique (Aqueduct) ;
- de sécheresse (Aqueduct) ;
- d'épuisement de la ressource (Aqueduct) ;
- d'inondation en lien avec la montée des eaux (JRC).

Cette étude permet d'identifier les sites les plus à risque, pour lesquels des plans d'action seront élaborés puis mis en œuvre pour réduire le risque global. Les résultats montrent qu'à horizon 2030, 10 % des sites seront situés en zone de risque élevé, 6 % des sites en zone de risque extrêmement élevé et 50 % en zone de risque modéré à élevé.

(19) Assemblages de différentes espèces de graminées et légumineuses pour l'implantation de prairies.

(20) Pour en savoir plus sur l'outil Aqueduct, consulter la page <https://www.wri.org/aqueduct>

(21) Pour en savoir plus sur l'étude : Le détail est disponible sur https://data.jrc.ec.europa.eu/dataset/jrc-floods-floodmapgl_rp100y-tif.

À titre d'exemple, une démarche a été engagée depuis 2017 chez Soufflet Malt afin de réduire les besoins en eau dans les procédés, notamment par l'amélioration des conditions de recyclage de l'eau de process (voir Chapitre 5.1.2.2). Aussi, étant l'un des métiers dépendant le plus de l'accès à l'eau, les décisions d'investissement

intègrent désormais le critère de l'accès à l'eau dans la région. Cette étude vient enrichir la réflexion en formalisant ce risque à moyen terme au niveau du site.

Dans un deuxième temps, la réflexion portera sur l'accès aux ressources agricoles nécessaires pour assurer la pérennité des activités.

5.1.1.7 Préservation de l'air

Les activités du grain engendrent des déplacements de grains en vrac qui provoquent des émissions de poussière de grain très volatile. Le grain, est par nature poussiéreux, et les manipulations successives (chargements, déchargements, transferts) favorisent la mise en suspension de particules fines dans l'air ambiant. Cette poussière peut devenir une nuisance pour les personnes qui interviennent sur les sites mais aussi pour le voisinage lorsqu'il est en forte proximité et pour l'environnement, en particulier quand les silos sont portuaires et que cette matière organique peut se retrouver en mer, contribuant ainsi à la pollution du milieu aquatique.

Conscients de ces impacts, nous identifions cet enjeu comme matériel et prioritaire, et menons des actions concrètes pour en réduire la nuisance de manière significative. Par exemple, des systèmes d'aspiration puissants et performants sont intégrés à nos installations les plus contributrices et ont vocation à se déployer progressivement sur l'ensemble des sites. En complément, des protocoles de nettoyage renforcés et des dispositifs de confinement des poussières sont mis en œuvre lors des opérations à risque, afin de limiter leur dispersion dans l'air et leur impact sur l'environnement local.

5.1.2 Optimiser la gestion de l'eau

5.1.2.1 Contexte et enjeux

Le développement durable du Groupe repose en grande partie sur l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau et les matières premières agricoles. Nos activités utilisent, au niveau mondial, près de 14 millions de mètres cubes d'eau par an (soit l'équivalent de la consommation annuelle d'eau domestique d'environ 300 000 français⁽²²⁾). Dans les perspectives actuelles, la disponibilité de ces ressources pourrait devenir plus contrainte, en raison notamment du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité, de la croissance de la population mondiale et de son niveau de vie. L'usage et la préservation de l'eau, mais aussi de toutes les ressources nécessaires à son activité, sont au cœur des préoccupations d'InVivo.

Processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés aux ressources hydriques

La cartographie finalisée en septembre 2024 à l'aide de l'outil Aqueduct et JRC s'inscrit dans cette démarche. Elle permet de formaliser les risques actuels et futurs (à l'horizon 2030) liés à la disponibilité en eau autour des sites du Groupe, via l'identification des implantations situées en zones de stress hydrique. Cette analyse constitue une première étape du processus d'évaluation, qui se poursuivra par des travaux complémentaires destinés à analyser finement les risques de dépendance à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles.

(22) En 2020, un Français consomme en moyenne 149 litres d'eau potable par jour, soit 54 m³ par habitant par an selon l'Insee.

5.1.2.2 Politiques et engagements

InVivo a formalisé fin 2024 une politique Eau engageant l'ensemble de ses métiers et signée par le COMEX en janvier 2025. Elle porte sur quatre engagements :

Dans nos opérations :

- ré-affirmer que le respect des réglementations concernant la gestion de la ressource en eau au sein des opérations, est un pré-requis impératif que ce soit en termes d'approvisionnement, d'utilisation et de rejet ;
- réduire sa consommation d'eau dans ses opérations, avec une attention plus particulière sur les zones à risque de stress hydrique, en recourant en particulier à tout type de technologie permettant de mesurer et améliorer le pilotage des installations. Ces actions visent à respecter la hiérarchie réduire, recycler, récupérer et réutiliser ;
- limiter la perturbation du cycle naturel de l'eau, maîtriser les rejets et restituer l'eau avec un niveau de qualité optimal.

Au sein de notre chaîne de valeur :

- sensibiliser le secteur agricole vis-à-vis d'une utilisation résiliente de l'eau ;
- inciter ses fournisseurs et clients à déployer une gestion sobre et raisonnée de l'eau, par une communication pertinente.

Pour ses activités, InVivo déploie un plan de sobriété hydrique accompagné d'objectifs précis dans ses métiers les plus consommateurs d'eau :

- chez Soufflet Malt, - 30 % de consommation d'eau par tonne de malt produite d'ici 2030, par rapport à 2020 ;
- chez TERACTION, réduction de 10 % de la consommation d'eau en valeur absolue des magasins intégrés d'ici 2030 sur la base des consommations 2024/2025.

5.1.2.3 Gouvernance

Le Groupe a créé, début 2023, un « **Comité Eau** » réunissant au moins un référent par activité, pour travailler sur 3 axes :

- la maîtrise de notre approvisionnement en eau ;
- la juste utilisation de l'eau dans nos métiers ;
- et la restitution de l'eau au milieu.

La comité Eau, sous l'impulsion du Responsable Environnement Groupe et le sponsoring du Directeur des Opérations Groupe, est piloté par la Responsable Eau du Groupe, fonction créée en janvier 2024.

Les premiers travaux du comité ont consisté au niveau Groupe à travailler sur :

- les plans de comptage au sein des activités les plus consommatrices d'eau ;
- le partage de bonnes pratiques de gestion sur les sites industriels, notamment sur la prévention des inondations, la gestion des réseaux, le déploiement en France d'une collecte et transmission automatisées des données des installations classées ICPE (consommation et rejets dans l'eau) ;
- le déploiement d'un plan sécheresse, qui précise des lignes directrices, déclinées dans chaque métier selon les spécificités des sites ;
- une analyse des processus des activités, afin d'identifier des axes d'amélioration. Le recyclage et la réutilisation de l'eau sont notamment au cœur des réflexions.

La majorité des métiers ont dorénavant mis en place un protocole de pilotage des indicateurs environnementaux.

5.1.2.4 Performances

13 892 652 m³
Volume d'eau
consommée (- 6,2 %
versus 2023/2024)

3 931 203 m³
Volume d'eau
consommée dans
des zones à stress
hydrique (- 3 %
versus 2023/2024)

Les métiers du Groupe ont un impact très variable sur la ressource en eau. Soufflet Malt concentre l'essentiel des consommations, l'eau étant indispensable à son process, notamment lors de l'étape de trempage. Par ailleurs, Soufflet Malt a répondu au CDP Water disclosure⁽²³⁾ en 2024 sur son ancien périmètre Malteries Soufflet, et ses efforts en matière de sobriété hydrique sont reconnus par un score B.

Neuhauser suit, avec une consommation principalement liée au nettoyage des lignes de production et à la production de froid, ainsi que l'eau utilisée comme ingrédients dans les recettes. TERACTION arrive en troisième position, du fait de l'arrosage nécessaire à l'entretien des plantes en jardinerie. Les autres métiers du Groupe présentent une consommation directe d'eau beaucoup moins significative.

Pour l'exercice 2024/2025, le volume total d'eau prélevée s'élève à 13 892 652 m³, marquant une diminution de 6,2 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse reflète une gestion plus efficiente de l'eau, notamment la quantité d'eau prélevée par tonne produite au sein des malteries qui a diminué (passant de 3,95 à 3,87 m³/tonne) tandis qu'elle se maintient pour Neuhauser (de 1,89 à 1,86 m³/tonne). Les prélèvements des autres métiers sont en baisse ou se stabilisent, à l'exception de TERACTION où le volume augmente par rapport à l'an passé, en raison d'une meilleure remontée des données.

En ce qui concerne les zones de stress hydrique, les volumes prélevés ont diminué de 3 %, atteignant 3 931 203 m³. Les efforts pour améliorer l'efficacité hydrique dans ces zones sont principalement portés par Soufflet Malt avec une réduction notable de 130 426 m³.

5.1.2.5 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Optimiser la gestion de l'eau

Dans les filières

La gestion de l'eau et son rôle dans les pratiques agricoles sont au cœur des **réflexions de filières**. Elles se concrétisent à travers la démarche Semons du sens, et par la sensibilisation des équipes à ce sujet (webinaires, support de formation, fresque de l'eau...). Un groupe de travail spécifique a ainsi été mis en place, notamment au bénéfice des filières Semons du sens. Son but est de partager l'expertise du groupe InVivo auprès des parties prenantes des filières. Il a notamment présenté les avancées de la filière orge/malt/bière en matière de gestion de l'eau dans le cadre de la Malt Academy.

InVivo Ag° met à disposition de ses coopératives clientes un ensemble de services destinés à accompagner les agriculteurs dans le pilotage de la résilience de leurs cultures face aux enjeux liés à la ressource en eau. Ces services incluent notamment la sélection de semences moins consommatrices en eau, des conseils culturels adaptés pour mieux anticiper et gérer les situations de stress hydrique, ainsi que la proposition d'offres de service permettant de mesurer l'empreinte eau dans les filières. Cette démarche contribue à renforcer la durabilité des systèmes agricoles dans un contexte de changement climatique.

Dans les opérations

Dans les opérations, afin d'identifier les leviers d'action les plus efficaces, l'accent a été mis dans un premier temps sur le **suivi détaillé des consommations** d'eau. Chez TERACTION, le déploiement de compteurs d'eau individuels dans les jardinerie intégrées se poursuit, ainsi que la mise en place de systèmes d'arrosage automatisés et guidés par les stations météo locales. La pertinence d'installer des cuves de stockage pour récupérer les eaux de pluie est à l'étude dans les magasins.

Chez Neuhauser, les pratiques de nettoyage optimisent sans cesse le recours à l'eau, tout en maintenant les exigences de qualité et de sécurité des produits.

Dans les sites de production de Soufflet Malt, la surveillance fine des consommations par compteurs étant déjà déployée et le Groupe exerçant dans des régions où la ressource en eau est plus rare (Australie, Inde), les équipes techniques ont concentré leurs efforts sur l'étape la plus consommatrice d'eau, la trempage. L'ambition est de réutiliser les eaux de trempage une fois filtrées par un procédé breveté, afin de réduire la dépendance aux approvisionnements et les rejets d'eaux usées. Le procédé est déjà utilisé avec succès dans cinq malteries, en Australie, Éthiopie, Allemagne, Serbie et à Rouen en France.

(23) Plateforme de déclaration d'informations liées à la gestion de l'eau et aux risques hydriques.

Soufflet Malt déploie également le procédé d'osmose inverse⁽²⁴⁾ pour le réemploi des eaux usées, déjà utilisé au Royaume-Uni et en Australie. Il permet de réduire la consommation d'eau de 70 à 80 %. La réutilisation de

l'eau industrielle pourrait être étudiée activement en France, à la suite d'évolutions réglementaires récentes.

Chez Neuhauser, les pratiques de nettoyage optimisent sans cesse le recours à l'eau, tout en maintenant les exigences de qualité et de sécurité des produits.

5.1.3 Optimiser la gestion des déchets, valoriser les co-produits et tendre vers l'économie circulaire

5.1.3.1 Contexte et enjeux

Au-delà de la gestion des matières premières agricoles qu'il utilise, le Groupe porte une attention constante à la gestion responsable de ses déchets ainsi qu'à la valorisation de ses co-produits. En tant qu'acteur commercial important, il s'attache également à limiter l'impact environnemental des articles qu'il achète et revend, en s'engageant dans une logique d'économie circulaire.

L'analyse de double matérialité a mis en lumière les nombreuses opportunités liées à une meilleure gestion des ressources et au développement de l'économie circulaire. L'optimisation des flux de matières, la valorisation des déchets et des co-produits, ainsi que l'éco-conception des produits et services permettent de limiter la pression sur les ressources naturelles, de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et de créer de la valeur environnementale, économique et sociétale. Cette transition vers des modèles circulaires constitue un levier fort d'innovation et de performance durable pour le Groupe.

5.1.3.2 Politiques et engagements

InVivo a formalisé son approche de l'économie circulaire et de la gestion des ressources, y compris les co-produits issus de ses activités industrielles, dans sa Politique Environnement. Celle-ci précise, en ce qui concerne ces enjeux, l'engagement du Groupe à :

- limiter l'impact environnemental de ses activités, produits et services sur l'environnement, notamment en utilisant des approches du type analyses de cycles de vie ou de démarches d'éco-conception sur les produits ;
- mettre en œuvre, partout où cela est possible, une gestion des déchets basée sur la séquence réduire, réutiliser, recycler, réparer ;

- limiter ses impacts sur les ressources naturelles, sur l'ensemble de ses activités.

Convaincu que le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit, InVivo a défini des lignes directrices qui visent à **valoriser 100 % de ses déchets, y compris les co-produits issus de ses activités industrielles**, à l'horizon 2030.

Ce plan, dans une dynamique d'économie circulaire, implique une optimisation continue de ses processus, pour maîtriser et réduire l'usage de ses ressources, en favoriser la réutilisation, le recyclage ou la régénération, et lutter contre le gaspillage.

(24) Technologie de filtration de l'eau utilisant une membrane semi-perméable pour retenir sels et impuretés.

5.1.3.3 Gouvernance

Le « **Comité Environnement Groupe** » créé en 2020 et animé par le Responsable Environnement Groupe pilote le sujet avec l'ensemble des activités du groupe InVivo. Il fédère les responsables Environnement des différents métiers et fonctionne en coopération avec le **Comité industriel Groupe** qui regroupe les directions industrielles des différents métiers.

Le Comité Environnement travaille, entre autres, à la mise en œuvre de lignes directrices communes en matière

de gestion et de valorisation des déchets, qu'ils soient industriels ou organiques. Ces lignes directrices s'appuient sur une collecte de données de plus en plus fiable, que ce soit en termes de volumes collectés que de destination finale des déchets triés. Un travail conjoint est également réalisé avec le service achats afin d'optimiser la gestion des déchets, en lien avec nos différents prestataires. La majorité des métiers ont désormais mis en place un pilotage de la gestion des déchets.

5.1.3.4 Performances

90,6 %
Taux global de
valorisation des
déchets (89 % en
2023/2024)

446 608,5
Tonnes
de co-produits valorisés

La quantité totale de déchets produits s'élève à 93 899 tonnes et présente un léger recul de 0,3 % par rapport à l'an passé. Près des trois quarts de ce volume proviennent de deux métiers : Soufflet Malt et Soufflet Agriculture. Ces déchets sont majoritairement des déchets organiques, à hauteur d'un peu plus de 80 % des déchets totaux.

Le taux de valorisation des déchets a atteint 90,6 %, en hausse de 1,6 % par rapport à 2023/2024. Ce taux s'améliore ou se stabilise pour l'ensemble des métiers, sauf pour Neuhauser où il subit une chute significative (passant de 93 à 84 %).

5.1.3.5 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Réduire, réutiliser, recycler nos déchets et nos co-produits

Les processus du Groupe génèrent des déchets et des co-produits de fabrication, qu'il s'emploie à minimiser. La particularité des co-produits est d'être en grande partie valorisables, car ce sont des déchets organiques. Leur valorisation présente un double avantage : elle permet de produire de l'énergie ou d'autres ressources utilisables, dans une approche d'économie circulaire, tout en générant des revenus pour InVivo et en réduisant leur coût de traitement. Ainsi la vente des co-produits fait partie intégrante du modèle économique des différents métiers.

Les co-produits

InVivo distingue les déchets d'activité (carton et papier, plastiques, bois, métal, verre, déchets industriels banals, déchets dangereux...), qui font l'objet de traitements souvent réglementés (comme l'obligation de tri fixée par le décret 7 flux en France), des co-produits issus de ses activités industrielles et qui représentent l'immense majorité des produits à traiter. Les co-produits sont

considérés comme des ressources, précieuses pour le modèle économique du Groupe. Ainsi :

- les sons issus de la filière blé, les boues de rinçage de Soufflet Malt, les radicelles provenant de la germination de l'orge, les rebus de production de Neuhauser, les farines de rinçage utilisées par Moulins Soufflet ou les poussières de silos, sont valorisés à 100 %. Ils sont méthanisés, transformés en alimentation animale ou utilisés pour la production d'énergie et ou de levains ;
- l'alcool extrait des vins désalcoolisés chez Cordier sert à fabriquer des spiritueux de la gamme Tuxedo ;
- la pulpe de betterave, bien que n'étant pas issue d'une filière opérée par le Groupe, constitue un co-produit de la filière betteravière, utilisé comme matière première par Solyve, filiale du Groupe, pour la production d'enzymes. InVivo n'exploite pas la betterave, mais s'inscrit ici en utilisateur de co-produits issus de la première transformation d'autres matières agricoles.

De ce fait, le groupe InVivo agit à la fois comme producteur de co-produits valorisés issus de ses propres process industriels, et comme acteur de la valorisation de co-produits tiers, renforçant ainsi sa position d'entreprise naturellement ancrée dans une logique d'économie circulaire.

Les déchets

Dans chaque métier, des plans déchets visent à augmenter le réemploi, le recyclage et tout autre type de valorisation. Le déploiement d'outils de mesure fiables, tels que TRINOV ou les plateformes de suivi des prestataires, permet de renforcer le suivi des plans d'action visant à réduire les volumes de déchets dans tous les métiers.

Les déchets issus des activités sont traités par des acteurs spécialisés, avec lesquels les métiers contribuent aux filières de collecte, de recyclage ou de réemploi. Par exemple, cette année Soufflet Vigne a engagé un partenariat avec Paprec pour l'ensemble de ses sites, pour le traitement de tous les déchets règlementés (bois, cartons, plastiques, verre...). Ce changement de prestataire permet d'harmoniser la collecte, le traitement des déchets et de centraliser les indicateurs de suivi. D'ores et déjà, la part de déchets valorisés est d'environ 65 % et a augmenté de 30 % cette année.

En effet, le tri des déchets est tributaire de nombreux facteurs, notamment la place disponible et la sensibilisation des collaborateurs, mais aussi la gestion des déchets par les collectivités territoriales. C'est dans cet esprit que les enseignes TERACTION signent des conventions de collecte, qui permettent de collecter en tant qu'emballages une bonne part des déchets industriels banals jusqu'alors mis en décharge. En fin d'exercice, 115 magasins ont ainsi signé une convention avec leur collectivité territoriale. Les enjeux de TERACTION en matière de déchets sont spécifiques, car en tant que distributeur il ne génère pas de co-produits. Le métier a donc fixé son propre objectif de trier et valoriser 70 % de ses déchets à l'horizon 2030. Fin juin 2025, ce taux était de 61 %.

Le Comité Environnement a sélectionné la société TchaoMegot pour proposer une solution de recyclage des mégots à l'échelle du Groupe. Une offre cadre a été négociée, et un test a été lancé chez TERACTION sur 15 magasins (Jardiland et Gamm vert). Les premières collectes ont permis d'éditer des rapports d'impact. TERACTION prévoit désormais de généraliser cette solution à chaque renouvellement de cendriers.

Chez Soufflet Malt, à la suite du diagnostic déchets réalisé en 2024, les sites ont élaboré un plan d'action pour améliorer leur taux de valorisation des déchets industriels, qui atteint d'ores et déjà 93 %. Le diagnostic déchet étant intégré au planning d'audits annuels, il permet d'élaborer des solutions adéquates pour chaque situation (réglementations, existence de filières de valorisation, etc.).

Aux États-Unis, Soufflet Malt, en partenariat avec les centres de distribution à Vancouver, Washington, la Hopworks Urban Brewery et Vancouver Plastics, ont développé un programme de collecte et recyclage des sacs de malt usagés. Les installations de recyclage traitent les sacs pour les recycler dans de futurs articles, y compris de nouveaux sacs de malt. L'objectif est d'étendre cette initiative au plus grand nombre de sites possibles des sites de Soufflet Malt en Amérique du Nord, le programme permettant de recycler jusqu'à 200 000 sacs chaque année.

La valorisation des déchets du monde agricole

Par ailleurs, les entreprises du pôle agriculture d'InVivo sensibilisent les agriculteurs et proposent des collectes de produits d'agrofournitures tels que les emballages vides et les plastiques agricoles et d'élevage au travers d'ADIVALOR⁽²⁵⁾. Cette structure, dont InVivo est actionnaire, mutualise les déchets des filières agricoles françaises pour les gérer proprement. Soufflet Agriculture collecte ainsi près de 1 400 tonnes de déchets par an, déposées par les agriculteurs, qu'ils soient ses partenaires ou non. À l'échelle nationale, 90 % des déchets sont collectés et 80 % d'entre eux sont recyclés.

Chaque année, ADIVALOR élargit le périmètre de collecte à de nouveaux types de déchets dès lors qu'une filière de valorisation adaptée est identifiée, comme ce fut le cas récemment pour les boîtes en carton, les seaux et les pots horticoles. Le dispositif permet également aux agriculteurs et horticulteurs de se conformer aux exigences croissantes de la réglementation REP (Responsabilité Élargie du Producteur) en France.

InVivo, via InVivo Ag^o, acte également son engagement aux côtés d'ADIVALOR dans le cadre de l'accord-cadre 2025/2027 signé avec le ministère de l'Agriculture. Cet engagement collectif vise à renforcer les bonnes pratiques de recyclage et à développer des solutions durables pour les intrants agricoles. Pour InVivo Ag^o, cela se traduit par le recyclage des big bags Fertiline, des sacs Semences de France et des bidons de produits de protection des plantes ayant transité par le PPA ou Phyteurop Industry. Grâce à la mobilisation de tous les acteurs – agriculteurs, distributeurs, industriels – la filière française reste un modèle reconnu à l'échelle mondiale. Les objectifs sont communs : réduction, réemploi et valorisation des déchets au service d'une agriculture plus responsable.

L'engagement de Soufflet Agriculture se traduit aussi par des opérations exceptionnelles telles que la collecte d'EPIU (Équipements de Protection Individuelle Usagés) et la collecte de manchons de vigne hors périmètre ADIVALOR, afin de trouver des solutions concrètes pour les agriculteurs.

Dans ce cadre, des actions de communication et de sensibilisation diversifiées et innovantes sont mises en place telles que des brochures, des interventions lors de salons ou plateformes au contact des agriculteurs et les réseaux sociaux.

(25) Pour en savoir plus sur la démarche ADIVALOR, consulter la page <https://www.adivalor.fr/>

Levier d'action #2 – Innover en éco-conception

L'ensemble des leviers de l'éco-conception s'inscrivent dans les pratiques industrielles du Groupe, pour lesquelles il a la maîtrise des intrants et des processus. En ce qui concerne les achats hors matières premières agricoles, un des axes prioritaires est d'intégrer l'éco-conception dans les discussions avec nos partenaires. Ainsi :

- chez Episens, des démarches de réduction des emballages ont été engagées, notamment sur les sacs de farine, déjà effectif sur deux références majeures. Ce projet de réduction sera étendu à d'autres références. Par ailleurs, chez Neuhauser, l'épaisseur des sachets brioches a été réduite de cinq micromètres sur l'ensemble des références. D'autres pistes sont à l'étude, comme la suppression des films plastiques internes et des fenêtres plastiques sur les emballages pain ;
- TERACTION intègre les principes de l'éco-conception pour tous ses produits à marques propres. Ces travaux ont mené les enseignes, par exemple, à développer du mobilier de jardin réparable, avec un stock de pièces détachées auquel les magasins, y compris franchisés, ont accès pour proposer la réparation plutôt que le remplacement. Également, 3 magasins Gamm vert et Jardiland testent l'affûtage des outils de jardinage en accueillant des affuteurs rémouleurs labélisés Bonus Repar⁽²⁶⁾ sur leurs parkings ;

- cette maîtrise de l'ingénierie de ses produits à marques propres permet également à TERACTION d'identifier dans ses gammes des produits à impacts positifs (voir Chapitre 5.3.1 Des Offres à Impact Positif qui s'appuient sur l'innovation et les principes de l'éco-conception), tels que le terreau sans tourbe, dans une approche « cycle de vie » pour caractériser leur impact environnemental ;
- l'utilisation de bouteilles allégées constitue un des axes principaux d'action de Cordier et Soufflet Vigne, le verre constituant la principale source d'impact des emballages dans la filière vin. Ainsi, depuis l'été 2024, Cordier introduit des bouteilles de 360g en remplacement de la bouteille standard de 410g ;
- Soufflet Vigne, depuis plusieurs années, référence des bouteilles allégées accessibles dès l'entrée de la gamme, des bouchons en liège neutres en carbone et des cartons recyclés/recyclables. Sur cet exercice, ces produits représentent pour Soufflet Vigne 20 % du chiffre d'affaires généré sur les bouteilles, et 34 % du chiffre d'affaires généré sur les bouchons.

La bouteille consignée Café de Paris, une initiative pionnière pour un vin effervescent plus durable

Remettre la consigne des bouteilles en verre au cœur des habitudes de consommation des Français : c'est le défi engagé par Cordier depuis mai 2024.

Avec l'ambition de réduire l'impact environnemental de ses emballages, Cordier s'appuie sur un écosystème régional collaboratif autour de son site historique de Cubzac-les-Ponts. En s'associant à des partenaires clés comme CITEO, un grand distributeur national et la plateforme Loop, Cordier structure un circuit complet de réemploi.

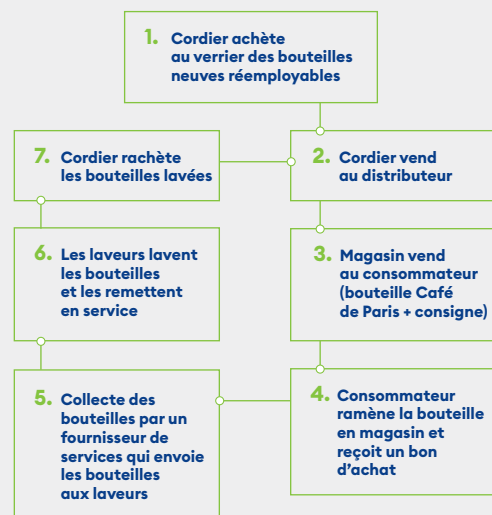
Grâce à l'installation d'automates de consigne en supermarché, les consommateurs peuvent désormais ramener leurs bouteilles vides et récupérer leur consigne.

Café de Paris devient ainsi le premier vin effervescent français à être commercialisé dans une bouteille certifiée réemployable.

Découvrez ci-contre le circuit complet de la bouteille consignée.

Un modèle circulaire, durable et efficace

Circuit de la Consigne pour Réemploi Café de Paris – Cordier



(26) Ce label a été mis en place par les professionnels de la filière Sport et Loisirs dans le cadre de la loi AGECL (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire). Il valorise les réparateurs impliqués dans une démarche d'économie circulaire et encourage les consommateurs à faire réparer leurs équipements hors garantie, en leur proposant un avantage financier incitatif.

5.1.4 Préserver les sols et les écosystèmes

5.1.4.1 Contexte et enjeux

Les grandes cultures⁽²⁷⁾ sont au cœur des activités d'InVivo et pour assurer la pérennité de ces cultures, la santé des sols est un enjeu clé. Le sol est un écosystème⁽²⁸⁾ vivant, complexe et fragile qui doit faire l'objet de toute l'attention des acteurs du secteur agricole et alimentaire.

Les sols sont indispensables à la vie humaine, ils sont le résultat de processus physiques, chimiques et biologiques qui interagissent pour aboutir à leur formation : altérations de la roche mère, dépôts de particules, formation de minéraux, accumulation de matières organiques provenant de la dégradation des végétaux et des animaux, etc. De nombreux facteurs interagissent : la nature de la roche mère, la composition chimique de l'eau contenue dans le sol, son pH, l'activité biologique, le climat et notamment le régime des pluies, la végétation, la position dans le paysage (topographie et fonctionnement hydrologique). Selon les situations, il faut entre 100 et 1 000 ans pour que se forme 1 cm de sol. Autant dire que les sols ne sont pas une ressource renouvelable.

Ainsi, la préservation des sols et des écosystèmes est essentielle à la pérennité des activités d'InVivo et de ses partenaires. Des sols dégradés entraînent une baisse des rendements agricoles et une hausse des coûts de production, tandis que des sols préservés ou régénérés participent activement au stockage du carbone et à l'amélioration de la qualité des productions.

Face à cet enjeu, InVivo déploie une démarche ambitieuse et collective, articulée autour d'expérimentations agronomiques, de programmes de recherche, de diffusion d'innovations et d'un accompagnement des filières durables. Le Groupe mobilise également des outils digitaux pour accompagner les agriculteurs dans la transition et le suivi de leurs pratiques.

En fédérant l'ensemble de ses métiers agricoles, InVivo contribue à bâtir un modèle agricole plus compétitif, résilient et inclusif, capable de répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire et aux attentes sociétales, sans opposer les modes de production. Cette dynamique s'inscrit dans une logique d'amélioration continue, mesurable et vérifiable, qui valorise le travail des producteurs et participe à l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie.

5.1.4.2 Politiques et engagements

Fin 2024, le groupe InVivo a formalisé ses engagements en matière de protection des écosystèmes au sein de sa Politique Environnement, signée par le Comité exécutif (COMEX) en janvier 2025. Dans un contexte de biodiversité qui se perd et de ressources qui s'amenuisent, cette politique fixe les orientations stratégiques dans lesquelles s'inscrivent les initiatives des métiers, à la fois pour préserver la biodiversité, la qualité de l'air, et pour développer des solutions innovantes au service de la transition agricole.

La politique précise les engagements du Groupe en ce qui concerne :

- le respect des réglementations environnementales qui lui sont applicables ;
- le déploiement des bonnes pratiques existantes, dans le but de se rapprocher des meilleures techniques disponibles ;

- la prise en compte des impacts environnementaux dans les investissements ;
- l'évaluation et la limitation des conséquences liées activités, produits et services, notamment les risques industriels ;
- la sensibilisation des clients et fournisseurs à la maîtrise de leurs impacts environnementaux et la transparence vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes, notamment les autorités.

Concrètement, à travers sa démarche **Semons du sens** (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif) le groupe InVivo développe des filières durables et participe au déploiement de pratiques agronomiques respectueuses des écosystèmes, en mobilisant l'expertise agronomique et scientifique ainsi que l'écosystème de solutions et services auquel contribuent activement les métiers du groupe.

(27) Les grandes cultures désignent les cultures agricoles à grande échelle, principalement axées sur la production de céréales (comme le blé, l'orge et le maïs), d'oléagineux (comme le colza et le tournesol) et de protéagineux (comme les pois et les féveroles).

(28) Ensemble d'organismes vivants et de leur environnement en interaction.

5.1.4.3 Leviers d'action

Un grand nombre de produits développés par InVivo en faveur de la protection des sols sont présentés à travers le rapport. Pour illustrer ce chapitre, Aegilops, filiale d'InVivo Ag[®], a travaillé sur le développement d'enrobage de semences sans microplastiques permettant d'éviter la pollution des sols et d'anticiper les évolutions réglementaires à venir. Au-delà des produits, InVivo déploie une **offre globale de solutions et de services** durables et innovants pour accompagner les agriculteurs vers des pratiques durables, préservant le sol et les écosystèmes par cobénéfice.

Levier d'action #1 – Accompagner la transition agricole et la préservation des sols et des écosystèmes

InVivo, à travers ses métiers, dispose d'un réseau de conseillers agronomes qui accompagnent les agriculteurs dans la mise en œuvre de pratiques favorables à la protection et à la santé des sols. Les pratiques agroécologiques intéressent un nombre croissant d'agriculteurs, pour lesquels Soufflet Agriculture développe un accompagnement en France et à l'international, avec son service A.C.I. (Agronomie Conseils Innovation) :

- des **formations** dispensées en France sur les thématiques de la fertilité des sols, l'auto-diagnostic de l'exploitation, le machinisme ou l'association des cultures ;
- des **expérimentations sur le terrain**, avec un réseau de 32 sites dans lesquels les agriculteurs et distributeurs ont testé des mélanges de couverts végétaux de Semences de France. Ils présentent l'avantage de participer à la nutrition des cultures suivantes tout en favorisant la biodiversité, limitant l'érosion des sols, conservant l'humidité du sol et en captant le carbone, en ne laissant jamais les sols nus. Ces différents critères ont été analysés, et 150 distributeurs et agriculteurs ont participé à des animations lors de visite des sites pour en maximiser les effets ;
- des analyses de sols en quantité et fiabilité grandissantes.

Soufflet Vigne, grâce aux consultants de sa filiale Vitivalor est aux côtés des viticulteurs sur ces mêmes aspects.

Pour soutenir ces démarches et objectiver les résultats, InVivo s'appuie également sur plusieurs plateformes d'essais agronomiques, qui permettent de tester et valider des pratiques contribuant à la préservation des sols et à la réduction des intrants chimiques, dans des conditions pédoclimatiques variées.

Le réseau des Fermes LEADER

L'enjeu réside aussi dans la capacité du Groupe à **diffuser largement ces offres éprouvées**, à les **rendre disponibles** auprès des agriculteurs et à **promouvoir leur intérêt** auprès de toutes les filières.

Créé en 2017, Fermes LEADER⁽²⁹⁾ a pour mission d'accompagner les coopératives et leurs agriculteurs adhérents dans l'adoption et le déploiement des innovations et solutions AgTech en France. Le réseau comprend 30 coopératives

ainsi que leurs agriculteurs adhérents. Il est construit pour faciliter les échanges entre les acteurs de l'agriculture et les entreprises AgTech, avec pour préoccupation centrale les besoins des agriculteurs. Le réseau axe ses actions sur :

- l'identification des besoins des utilisateurs (agriculteurs, distributeurs agricoles) ;
- le *sourcing* et la qualification des meilleures innovations (des start-ups ou grands groupes) ;
- l'accompagnement au déploiement des nouvelles technologies pour développer les pratiques innovantes ;
- l'accompagnement de l'usage sur le terrain et le recueil des retours des utilisateurs (qualitatifs et quantitatifs).

Fermes LEADER et ses partenaires lancent la 3^e année de prélèvements pour évaluer des solutions innovantes d'analyse de la biologie des sols. Ce projet s'étale sur 4 ans et ses résultats seront partagés au sein du réseau de coopératives du groupe. Le réseau permet de tester les solutions mises sur le marché pour analyser la fertilité des sols en conditions réelles chez les agriculteurs adhérents aux coopératives. Les retours des tests en conditions réelles ainsi que les essais sur la plateforme d'essais expérimentale Openfield (voir ci-dessous) sont collectés et traités, et permettent le déploiement à grande échelle de solutions pertinentes et efficaces.

OPENFIELD, la plateforme d'essais à ciel ouvert de la 3^e voie de l'agriculture

Sur près de 13 hectares à Milly-La-Forêt en Île-de-France, la plateforme OPENFIELD, portée par InVivo Ag[®], propose des essais agronomiques pluriannuels (2023/2027) dédiés notamment à l'évaluation de pratiques agricoles favorables à la préservation et à la régénération des sols. Les expérimentations, réparties autour de 5 rotations et 15 cultures, suivent 18 indicateurs de pilotage, dont plusieurs directement liés à la qualité et à la vie des sols. Parmi les conduites culturales testées : l'agriculture de conservation des sols, axée sur la couverture permanente, la réduction du travail du sol et l'allongement des rotations, est comparée à l'agriculture conventionnelle pour mesurer son impact sur la fertilité des sols.

Le partenariat avec l'association PADV (Pour une Agriculture Du Vivant)

InVivo s'implique au sein de l'association **Pour une Agriculture Du Vivant**⁽³⁰⁾ (PADV) dont il est membre depuis 2018. Cette association a pour raison d'être le développement de l'agriculture régénératrice, en démontrant l'ensemble de ses bénéfices.

Il a notamment contribué au sein de PADV à la création de l'**indice de régénération**, conçu comme une boussole agronomique en accès libre pour les agriculteurs. L'indice permet de mesurer de manière objective la maturité de l'exploitation sur 8 axes fondamentaux pour la régénération du sol et de l'écosystème, par exemple la biodiversité, le travail du sol ou la gestion phytosanitaire. Sous l'impulsion de Soufflet Agriculture, 35 exploitations ont mesuré leur indice de régénération (IR), avec une note moyenne de 74/100.

(29) Pour en savoir plus sur le réseau Fermes LEADER, consulter la page <https://reseau.fermesleader.com/>

(30) Pour en savoir plus sur l'association Pour une agriculture du vivant (PADV), consulter la page <https://agricultureduvivant.org/>

Levier d'action #2 – L'agriculture de précision comme levier de préservation des sols

Pour mesurer la performance des pratiques agroécologiques, InVivo s'appuie sur un certain nombre d'outils de pilotage à même de préciser l'état de fertilité des sols et l'ensemble de leurs qualités physique, chimique et biologique.

be Api⁽³¹⁾, un levier robuste pour déployer l'agriculture de précision

S'appuyant sur une expertise technique et une offre robuste et rentable, be Api est le partenaire des agriculteurs français qui déploient ou souhaitent déployer l'agriculture de précision. Fondés sur un diagnostic précis des sols, be Api offre un outil digital de pilotage intra-parcellaire des interventions culturales. Grâce à une offre complète de services, il est possible de piloter la fertilité chimique des sols ou la fertilisation azotée. La production et l'utilisation d'engrais azotés représentant la majeure partie des émissions de GES des cultures, le dispositif permet de réduire leur utilisation et les interventions au plus juste (la bonne dose de fertilisants au bon endroit assurant la juste nutrition de la plante), tout en optimisant la fertilité des sols et la performance économique de l'exploitation.

Sur l'exercice, plus de 350 000 hectares sont suivis grâce aux outils de be Api, qui permettent de réaliser plus d'un quart des analyses de sols en France. En 2025, InVivo Ag° a complété le portefeuille de solutions offertes par be Api Fertilité prairie, be Api Potentiel irrigation et be Api Potentiel et Fertilité vigne.

Autre innovation, la solution Carbo'N⁽³²⁾, développée par Be Api en 2024, permet aux agriculteurs d'accéder à un suivi intra-parcellaire précis de la biomasse créée par les couverts en interculture, de l'azote libéré pour la culture suivante ou encore du carbone stocké dans le sol. Sur la récolte 2025, près de 2 000 hectares ont été analysés, sur lesquels ont été identifiés le stockage de plus de 900 tonnes de carbone et la restitution de plus de 66 000 U N d'azote par ces couverts, démontrant les bénéfices additionnels de cette pratique et permettant aux agriculteurs de valoriser cette pratique.

Le service A.C.I de Soufflet Agriculture, pour diffuser l'innovation auprès des agriculteurs

Au sein de Soufflet Agriculture, le service A.C.I. (Agronomie Conseils Innovation) a pour mission de diffuser l'innovation en agriculture. L'équipe propose, après les avoir testées et expérimentées, les dernières technologies et outils d'aide à la décision destinés aux agriculteurs. Chaque année, A.C.I. conduit 23 000 micro-parcelles d'expérimentation et propose une large gamme de services : analyses de sol, recherche de débouchés innovants etc. Les services facilitent l'adoption de conduites agronomiques telles que l'agriculture de conservation des sols, l'utilisation de biocontrôles, l'usage de l'application FARMi, de capteurs connectés, etc.

En 2024, le service s'est doté d'une Direction dédiée, afin de mieux harmoniser les essais agronomiques des différents pays et faciliter la diffusion de ses connaissances auprès des agronomes. Ces essais visent entre autres à démontrer l'efficacité agronomique et économique des Offres à impact positif pour les agriculteurs, dont les itinéraires techniques se complexifient.

Les expérimentations sont réalisées dans des régions et donc des conditions géologiques et climatiques différentes, afin que leurs résultats soient pertinents localement. La centralisation et le partage des résultats dans le Groupe permettra de multiplier l'impact des essais et de leur adoption par un nombre croissant d'agriculteurs, comme pour l'usage de couverts végétaux, le développement d'orges bas carbone ou l'optimisation de la fertilisation.

Le collectif s'organise afin de donner une dimension internationale à ces partages.

Depuis plus de 10 ans, Soufflet Vigne propose un service d'accompagnement technique dédié à l'optimisation de l'usage des produits phytosanitaires. Ce service, baptisé dès 2017, OPTIFT⁽³³⁾, est une initiative unique en France, officiellement reconnue par le ministère de l'Agriculture à travers une fiche action CEPP. Intégrée pleinement dans le cadre du plan Écophyto 2030, cette méthode permet de réduire l'indice de fréquence de traitement (IFT) de 26 % en moyenne, et jusqu'à 40 % lors des années à faible pression sanitaire. OPTIFT repose sur l'expertise de techniciens de terrain, des observations parcellaires hebdomadaires, ainsi que sur des outils d'aide à la décision (OAD) connectés à près de 400 capteurs météorologiques répartis dans toutes les régions viticoles françaises.

L'écosystème Farmi⁽³⁴⁾, doté d'une application mobile et d'une plateforme e-commerce, développé par Soufflet Agriculture, accompagne au quotidien les agriculteurs. Cet écosystème digital, déployé en France et en cours de déploiement dans les pays d'implantation de Soufflet Agriculture, propose une aide dans les choix agronomiques, techniques, financiers et environnementaux : achat d'approvisionnements et de services, vente et collecte des productions, météo de précision, surveillance des maladies, actualités agricoles, échange entre agriculteurs... À l'instar de l'écosystème Farmi, aladin.farm⁽³⁵⁾, la plateforme de vente de produits et de services agricoles des coopératives et leurs filiales négoces développé par InVivo Digital

(31) Pour en savoir plus sur l'offre be Api, consulter la page <https://beapi.tech/>

(32) Pour en savoir plus sur la solution Carbo'N : <https://beapi.tech/actu/be-api-carbon-tirez-toute-la-quintessence-de-vos-cipan/>

(33) La presse spécialisée en parle : Réduire son IFT avec Opt'IFT.

(34) Pour en savoir plus sur l'offre FARMi, consulter la page <https://www.farmi.com/>

(35) Pour en savoir plus sur Aladin.farm : Aladin, plateforme agricole d'achat de biens.

Factory, propose des outils d'aide à la décision digitaux et couvre environ 64 000 agriculteurs.

Levier d'action #3 – Développer des filières en agriculture régénératrice

L'enjeu est ensuite de déployer ces pratiques à plus grande échelle et de structurer des filières, afin de garantir aux agriculteurs des débouchés pérennes et de valoriser leurs efforts en faveur de la santé des sols et de l'environnement.

L'agriculture régénératrice est une approche agricole globale à l'échelle de l'exploitation, dont l'objectif principal est de **restaurer et améliorer la santé des sols**. Cette approche valorise la synergie entre les systèmes de cultures et d'élevage.

Elle repose sur un ensemble de pratiques agricoles telles que la réduction du travail du sol, la maximisation de la couverture végétale vivante ou l'augmentation de la diversité cultivée.

Le déploiement de ces pratiques contribue également à la lutte contre le dérèglement climatique et contre l'érosion de la biodiversité, tout en devant assurer une productivité et une performance économique suffisantes pour maintenir durablement une activité agricole rentable, résiliente et compétitive.

InVivo intervient sur la valorisation des filières en agriculture régénératrice du blé, de l'orge, du colza et du maïs, avec une ambition pour l'année prochaine en France de 53 000 tonnes de récoltes et 300 agriculteurs engagés (voir Chapitre 5.1.1.5. Plan de transition climatique).

Cette année, au moins 50 exploitations agricoles pratiquent l'agriculture régénératrice. Parmi elles :

- Soufflet Agriculture est engagée dans la filière maïs Sols Vivants permettant aujourd'hui aux 19 agriculteurs des régions concernées de valoriser les maïs produits selon les pratiques d'agriculture régénératrice ;

- Parallèlement, la filière agriculture régénératrice développée en partenariat entre Soufflet Agriculture et Moulins Soufflet engage 35 agriculteurs pour une production de 12 000 tonnes de blé. Ces filières s'inscrivent dans la démarche de filières durables Semons du sens du groupe InVivo (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif).

Le soutien de l'agriculture régénératrice à grande échelle dans le Grand Est

Soufflet Agriculture est partenaire d'un projet collaboratif (projet COVALO⁽³⁶⁾) au sein de l'initiative Pour une Agriculture Du Vivant, qui vise à lever les freins au développement de l'agriculture régénératrice. Un travail multi-acteurs est nécessaire pour protéger les revenus des agriculteurs engagés, car si la rotation des cultures a un impact reconnu sur la qualité des sols, elle implique de trouver des débouchés pour chacune de ces cultures. Dans le même temps, les industriels sont demandeurs de produits agricoles issus de pratiques régénératrices dont ils peuvent assurer la traçabilité. Sur l'exercice, l'accent a été mis sur la construction de référentiels permettant de conseiller aux agriculteurs partenaires le bon assolement, les bonnes techniques culturales, le bon équilibre économique. Ces référentiels permettent également de calculer scientifiquement les primes octroyées en fonction de leur efficacité pour le climat et la biodiversité.

SoilTeq⁽³⁷⁾ a été créé en 2015 par Soufflet Agriculture dans ses pays d'implantation d'Europe. Il s'agit d'un programme de valorisation de l'agriculture régénératrice, proposant aux agriculteurs d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques et de les accompagner dans sa mise en œuvre. Le dispositif propose du conseil technique individualisé en ferme, des conférences, des journées techniques en plateforme aux champs sur les thèmes des semis et intercultures notamment. Cette année 310 agriculteurs ont ainsi participé à un de ces événements en République Tchèque, Pologne et Ukraine.

5.1.5 Protéger et régénérer la biodiversité

5.1.5.1 Contexte et enjeux

En tant que groupe agroalimentaire et agricole, le groupe InVivo est directement exposé aux risques liés à l'érosion de la biodiversité. La perte de diversité biologique et la dégradation des écosystèmes peuvent affecter les rendements agricoles et fragiliser la résilience de ses chaînes d'approvisionnement, notamment face aux aléas climatiques et aux stress environnementaux.

Par ailleurs, certaines activités du Groupe et de sa chaîne de valeur peuvent contribuer à la pression exercée sur la biodiversité, *via* l'utilisation des sols, les pratiques agricoles intensives ou la consommation de ressources naturelles. Conscient de ces enjeux, InVivo travaille à mieux identifier ces risques et à réduire son empreinte, notamment en accompagnant la transition agricole et en valorisant des filières durables.

(36) COVALO : financer la transition agroécologique | PADV.

(37) Pour en savoir plus sur le programme SoilTeq, consulter la page <https://www.soilteq.eu/cs/>

5.1.5.2 Politiques et engagements

La préservation de la biodiversité est devenue un enjeu mondial majeur, directement lié à la stabilité de nos écosystèmes et à notre économie. En effet, cette perte accélérée, amplifiée par le changement climatique, la déforestation, la surexploitation des ressources et la pollution, engendre des conséquences économiques importantes.

Le Groupe InVivo prépare son engagement à **zéro déforestation** pour ses principales matières premières potentiellement associées à la déforestation, avec une date cible fixée au 31 décembre 2025.

Très conscient de cet enjeu, le Groupe est mobilisé pour identifier et mesurer l'impact de ses activités sur la biodiversité mais aussi de ses solutions en faveur de cette dernière. L'acquisition de ces connaissances, issues de travaux de recherche fondamentale et d'expérimentation de terrain, vise à démontrer de manière tangible les effets :

- de nos Offres à impact positif ;
- de nos impacts directs ;
- des stratégies RSE mises en place au niveau du groupe InVivo et des métiers ;

- et de leur concrétisation à travers les filières agricoles, par la démarche Semons du sens, qui soutient les agriculteurs souhaitant s'engager dans l'agriculture régénératrice.

Le Groupe InVivo a formalisé fin 2024, dans sa politique Environnement, un engagement spécifique cadrant les activités de toutes ses filiales : « S'engager dans une prise en compte et un respect de la biodiversité, tant au niveau de ses implantations qu'au niveau de ses fournisseurs ». Cet engagement est en relation avec les autres engagements du Groupe en matière de préservation des ressources en eau, d'Atténuation du Changement Climatique et de préservation des écosystèmes.

Le Groupe poursuit ses travaux afin de lui permettre d'élaborer de nouveaux indicateurs de suivi de l'enjeu Biodiversité. Sur l'exercice, il publie un nouvel indicateur, le nombre d'initiatives visant une amélioration de la biodiversité sur les sites (page 67). Cet indicateur permet de sensibiliser, de mieux coordonner et partager les bonnes pratiques des équipes en matière de protection de la biodiversité sur les sites du Groupe.

5.1.5.3 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Cartographier la pression exercée par les activités du Groupe et identifier les sites situés dans des zones de biodiversité sensible

L'importance croissante de la biodiversité pour renforcer la résilience agricole et, au-delà, pour soutenir les équilibres des systèmes planétaires est désormais largement reconnue. Cependant, mesurer de manière tangible l'impact et les dépendances de nos filières à l'érosion de la biodiversité demeure une tâche complexe et multidimensionnelle.

Dans ce contexte, InVivo a souhaité évaluer la pression qu'exercent ses activités sur la biodiversité et a ainsi initié un travail de cartographie de ses impacts, dépendances et pressions majeures. La pression exercée par le Groupe sur la biodiversité a ainsi été cartographiée à l'aide de l'outil WWF Biodiversity Risk Filter qui inclut différents critères : le changement d'usage des terres, des eaux douces et marines, la perte de canopée forestière, la présence d'espèces invasives (terrestres et marines),

ainsi que les différentes formes de pollution, incluant nitrates, produits phytosanitaires et plastiques en milieux terrestre, aquatique et marin.

En complément de l'analyse des pressions sur la biodiversité, le Groupe a réalisé une cartographie de ses sites au regard de leur proximité avec des zones protégées et écologiquement sensibles, à l'aide du WWF Biodiversity Risk Filter qui se base sur différentes bases de données. Par exemple pour TERA, l'analyse a permis d'établir qu'environ 16 % de ses points de vente (soit 50 magasins), sont localisés sur des territoires où s'exerce une pression élevée sur la biodiversité.

Ces résultats ont été combinés avec les résultats de la cartographie réalisée sur le risque de stress hydrique, un facteur aggravant de perte de biodiversité. Ce travail pose la première pierre d'une réflexion plus large sur les actions prioritaires à mener sur ces sites, en fonction du type de risque qu'ils pourraient faire peser sur les écosystèmes alentour, afin de vérifier l'adéquation des mesures de prévention existants et, le cas échéant, prioriser des plans d'action additionnels.

Levier d'action #2 – Évaluer la biodiversité : un rôle d'éclaireur

Les initiatives du Groupe visent à enrichir les connaissances selon trois axes :

- l'évaluation de la biodiversité et de l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité ;
- les services écosystémiques, services rendus par la biodiversité ;
- les conditions qui permettent de lever les freins vers l'adoption de pratiques favorables à la biodiversité.

Le projet scientifique APPRIVOISE⁽³⁸⁾, financé par le ministère de l'Agriculture et porté par Arvalis (institut technique agricole) en partenariat avec Agrosolutions, SMAG, l'Acta et la coopérative SCARA, a pour but de déployer et faire reconnaître des indicateurs de biodiversité en milieu agricole pouvant être intégrés dans les outils d'aide à la décision des agriculteurs. L'ambition est de leur permettre de prendre ces paramètres en compte dans leurs pratiques, grâce aux meilleures connaissances actuelles des liens entre pratiques agricoles, paysage et biodiversité. Le projet, lancé en octobre 2023 pour 3 ans et dont InVivo est membre du comité de pilotage, se focalise sur la biodiversité ordinaire, vers de terre, scarabées, abeilles..., qui apportent les principaux services tels que la pollinisation, la régulation des ravageurs et la fertilité des sols. En 2024, les indicateurs les plus prometteurs sont étudiés sur un panel d'exploitations agricoles. Les résultats devraient être disponibles en 2026.

Dans la même idée, les équipes de Fermes LEADER portent également le projet scientifique CoCoBees⁽³⁹⁾, en partenariat avec l'Institut technique et scientifique de l'apiculture et de la pollinisation (ITSAP), trois coopératives agricoles (CAC68, EMC2, 110 Bourgogne)

et le lycée agricole La Brosse d'Auxerre, ainsi que d'autres partenaires comme Agrinovex et SMAG. Doté d'une dimension collaborative forte, CoCoBees vise à construire d'ici à 2026, des indicateurs de santé des abeilles sauvages et domestiques et à développer des modules techniques recensant des solutions favorables aux abeilles, afin de les préserver. En 2025, les premiers résultats ont été présentés aux agriculteurs et apiculteurs participants, et des parcelles fleuries ont été mises en place près des ruchers expérimentaux.

Le fonds de dotation InVivo FOUNDATION soutient plusieurs projets de pointe pour soutenir la connaissance sur l'évaluation de la biodiversité en milieu agricole. Il permet de documenter les conditions propices au déploiement de pratiques favorables et les leviers les plus efficaces de restauration de la biodiversité. Ainsi, le fonds de dotation soutient la création et le développement de la première plateforme digitale pour la gestion des données de biodiversité déployable à grande échelle dans le monde, **EverylCounts**⁽⁴⁰⁾. Dans la filière viticole, Cordier by InVivo, avec sa stratégie **Terra 360** continue de mener des travaux expérimentaux, notamment autour de la vie microbienne des sols. Des actions sont conduites en parallèle à partir des diagnostics biodiversité dans certains vignobles produisant la Cuvée Mythique, avec l'accompagnement de InVivo Foundation.

Ces différents projets et ces nouvelles connaissances acquises sur la biodiversité nourrissent notamment les engagements des filières durables Semons du sens (voir Chapitre 5.3.2 Développer des filières durables à impact positif). Parmi les filières durables Semons du sens, les filières Responsable (blé et orge) dont le cahier des charges intègre des pratiques agricoles favorables à la biodiversité a cherché à mettre en valeur son engagement à travers quinze indicateurs sur la biodiversité et notamment :

(38) Pour en savoir plus, communiqué de presse ici : 240305_CP_APPRIVOISE.pdf

(39) Pour en savoir plus : CoCoBees : protéger les abeilles par l'agriculture durable.

(40) Pour en savoir plus : EverylCounts | biodiversité impact données écologie transition.

Pour la filière blé Responsable :

6 284 ruches

*chez nos agriculteurs
partenaires soit plus de
188 millions d'abeilles !*



**7 991 km
de haies**

*présentes sur leur exploitation
soit la distance aller entre
Paris et Vancouver !*



**5,8
espèces végétales**

*différentes sont cultivées en
moyenne sur leur exploitation.*



**2 561 ha
de jachères
mellifères**

*semées en moyenne sur leur
exploitation soit l'équivalent
de 3 659 stades de rugby !*



**9 %
de surfaces
d'intérêt écologique**

*(en petites haies, bandes
boisées, jachères mellifères ...)*



**9 512
perchoirs/nichoirs**

à l'échelle de la filière.



La part de surface d'intérêt écologique est calculée par rapport à la surface agricole utilisée (SAU)⁽⁴¹⁾ des exploitations agricoles.

Levier d'action #3 – Nos Offres à impact positif pour valoriser les actions en faveur de la biodiversité

Les Offres à impact positif (OIP) ont pour vocation de transformer l'offre de nos métiers. Elles peuvent, parmi les enjeux pris en compte, présenter des bénéfices pour la biodiversité, souvent interdépendante avec les enjeux climat, eau et fertilité des sols.

Notamment, les équipes d'InVivo Ag° ont vocation à accompagner les exploitants et leurs partenaires dans la prise en compte de la biodiversité. À titre d'exemple, Semences de France développe des gammes étendues de jachères mellifères, ou de couverts végétaux comme la gamme Isol, qui améliorent la vie microbienne du sol et sont des réservoirs à biodiversité tant aérienne que dans le sol. Les expérimentations de terrain et les formations dispensées par les équipes d'Agrosolutions et de Fermes Leader contribuent également à déployer de bonnes pratiques à grande échelle auprès des exploitants et des coopératives.

Soufflet Agriculture est aussi à l'avant-garde des dernières technologies en faveur de l'environnement. Par exemple, Soufflet Agriculture a développé des semences de blés en mélange pour favoriser la capacité de la diversité biologique à assurer une meilleure régularité des rendements.

Les produits de biocontrôle, en proposant des solutions alternatives aux insecticides de synthèse, permettent de protéger les cultures tout en préservant la biodiversité, en limitant les impacts sur les insectes non-ciblés, les pollinisateurs et les équilibres naturels des écosystèmes. À ce titre, les gammes de biostimulants et de biocontrôles sont un axe fort de développement de Soufflet Agriculture, en France comme à l'international, et sont éligibles au dispositif CEPP⁽⁴²⁾. Soufflet Vigne commercialise également des solutions de biocontrôle comme par exemple, des gammes basées sur la technique de la confusion sexuelle⁽⁴³⁾ ou de la lutte contre la pyrale du maïs grâce à un épandage de trichogrammes⁽⁴⁴⁾ par drone.

(41) Superficie totale des terres exploitées pour l'agriculture. La SAU est un instrument statistique employé à l'évaluation des territoires destinés à la production agricole.

(42) Le ministère chargé de l'agriculture a mis en place les Certificats d'Économie de Produits Phytopharmaceutiques (CEPP) dans le cadre des plans et de la stratégie Ecophyto 2030 visant à réduire l'utilisation et l'impact des produits de protection des plantes agricoles. Ce dispositif encourage les distributeurs à promouvoir des actions de protection des plantes innovantes et ainsi à limiter l'utilisation, les risques et les impacts de ces produits. Pour en savoir plus, consulter la page Certificats d'économie de Produits Phytopharmaceutiques CEPP – INRAE : recherches pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

(43) La confusion sexuelle est une technique de biocontrôle qui consiste à placer des diffuseurs pour saturer l'atmosphère du verger en phéromones femelles et empêcher ainsi les mâles de localiser les femelles afin de limiter les accouplements et les pontes.

(44) Le trichogramme est employé comme alternative aux insecticides. Cet insecte est qualifié de « parasitoïde oophage », car, sous forme de larve, il s'installe à l'intérieur des œufs d'insectes nuisibles pour s'en nourrir et y poursuivre son développement.

Pour les viticulteurs, Soufflet Vigne a développé un ensemble de solutions « vie des sols » qui contribuent à la préservation des sols en utilisant des bactéries ou des mycorhizes. Elles fixent l'azote ou améliorent la structure du sol. Soufflet Vigne commercialise aussi un ensemble de références d'amendements et d'engrais organiques certifiées Agriculture Biologique (AB).

Par ailleurs, la gamme semence/enherbement préserve les sols en le couvrant, en limitant le tassement, en l'enrichissant en matière organique, et en abritant la biodiversité. Des essais sont réalisés dans plusieurs régions et portent sur plusieurs années pour en démontrer l'impact sur la biodiversité.

Dans le domaine des espaces verts, Soufflet Vigne commercialise depuis 2024 une gamme complète de revêtements recyclés permettant de désimperméabiliser les sols dans les espaces publics, du paillage en chanvre ou en jute, 100 % naturel et biodégradable, pour couvrir les sols entre les rangs de vignes, et étudie l'intérêt d'intégrer du biochar⁽⁴⁵⁾ dans certains amendements pour mieux capter le carbone dans les sols. Il propose aussi un produit de lutte contre l'eutrophisation dans les plans d'eau.

Côté Soufflet Malt, en 2024, le producteur de whisky Chivas Brothers (filiale de Pernod Ricard) a lancé un programme pilote, en partenariat avec la malterie britannique Bairds Malt et Scotgrain, pour accompagner des producteurs d'orge écossais vers des pratiques agricoles plus durables. L'objectif est de renforcer la résilience des exploitations face au climat et de sécuriser un approvisionnement

responsable. Huit agriculteurs participent à cette initiative sur 3 à 5 ans. Le programme teste des solutions de réduction carbone, de restauration des sols et de développement de la biodiversité par la mise en œuvre des nouvelles techniques de fertilisation, le déploiement de couverts végétaux ou encore de bandes de cultures fleuries. Les premiers résultats montrent une forte hausse des espèces de pollinisateurs dans les parcelles test : les bandes pollinisatrices semées à Kerchesters ont attiré 133 espèces de papillons et de bourdons, contre seulement 41 dans les bordures d'herbe enregistrées en 2024. À Scoughall, la différence a été une augmentation de 99 espèces par rapport aux 13 enregistrées en 2024.

Levier d'action #4 – Les initiatives de nos métiers pour préserver la biodiversité locale

La sensibilisation des équipes à la question complexe de la biodiversité passe par la formation ; avec par exemple, un programme de Fresques de la biodiversité animé par Agrosolutions et proposé lors des semaines du développement durable à l'ensemble des collaborateurs d'InVivo mais aussi par la mise en œuvre concrète d'initiatives qui ont pour but de protéger ou régénérer les écosystèmes sur ou autour des sites.

Afin de partager les bonnes pratiques issues de ces initiatives, le Groupe a mis en place un nouvel indicateur en 2025, qui permet de les recenser et d'en suivre la réalisation :

14

Nombre de projets portés visant une amélioration de la biodiversité

À titre d'exemples,

- Soufflet Malt a mis en place des ruches sur le site de Brazey en Plaine et des nichoirs ont été posés pour les hirondelles à Beloeil. La filiale brésilienne a rejoint le conseil de la zone d'intérêt écologique « Pedra Branca » pour protéger les sources d'eau. En Écosse, des fermes pilotes ont utilisé l'intelligence artificielle Chirrup⁽⁴⁶⁾ pour mesurer la biodiversité. En mars 2025, la malterie de Roumanie a planté des arbres fruitiers ;
- le site historique produisant les bouteilles *Café de Paris* de Cordier by InVivo près de Bordeaux est désormais un refuge LPO sur cinquante hectares. Des partenariats ont été établis avec des apiculteurs et des éleveurs locaux pour l'éco-pâturage et l'installation de ruches ;
- enfin, sur les sites de Moulins Soufflet, l'éco-pâturage a été mis en place depuis 2023. De nouvelles ruches ont été installées au moulin de Châtellerault. Des ateliers et des panneaux d'information ont également été mis en place pour sensibiliser les collaborateurs.

(45) Charbon végétal obtenu par pyrolyse de matière organique, utilisé pour stocker du carbone et améliorer la fertilité des sols.

(46) Pour en savoir plus : Biodiversity Monitoring with Bioacoustics | Chirrup.ai

5.2 Générer un impact positif pour nos collaborateurs

Ce chapitre détaille les informations liées aux enjeux matériels touchant à nos collaborateurs⁽⁴⁷⁾. Les politiques du Groupe s'appliquent à l'ensemble d'entre eux, en France et à l'étranger. Néanmoins, selon les thèmes, les enjeux

peuvent concerner plus précisément certains groupes de collaborateurs. Aussi, les informations de contexte, les politiques et les plans d'action sont détaillés en regard de chaque thème afin de faciliter la compréhension globale.

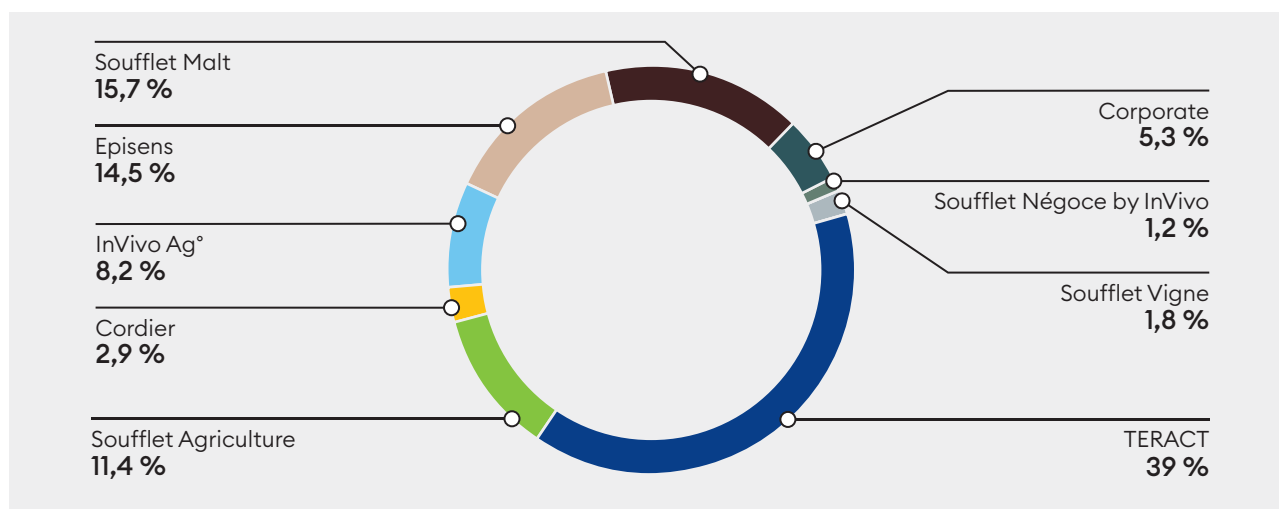
5.2.1 Panorama de nos collaborateurs

Au 30 juin 2025, InVivo compte 14 158 collaborateurs, soit -5,4 % de moins que sur l'exercice précédent.

17 %
Taux de rotation⁽⁴⁸⁾
(18 % en 2023/2024)

20 %
Taux de sortie⁽⁴⁹⁾

Graphique 6 : Part de collaborateurs dans chacun des métiers



5.2.2 Gouvernance et organisation des ressources humaines

Afin de bâtir une culture commune et de mobiliser tous nos métiers autour de nos engagements, l'organisation des ressources humaines est coordonnée par le Directeur général en charge des ressources humaines, de la communication et des projets stratégiques. Il est membre du Comité exécutif et supervise l'ensemble des politiques Groupe, en s'appuyant sur les Directions des ressources humaines de chaque métier.

Cette structure organisationnelle permet de préserver l'agilité nécessaire au niveau opérationnel, au plus près des équipes et des managers, tout en s'assurant de l'implémentation des orientations stratégiques et des programmes globaux, tels que la politique de santé-sécurité *All Safe Together* ou le socle de protection sociale.

(47) Les collaborateurs du Groupe sont les personnes faisant partie de ses effectifs. Ils comprennent l'ensemble des contrats CDI, CDD et alternants, et sont calculés en nombre de salariés. Périmètre international.

(48) Taux de rotation : ((nombre d'entrées + nombre de sorties de la période)/2)/Effectif présent début de période (CDI, hors mutations).

(49) Taux de sortie : nombre de sorties de la période/effectif présent en début de période. Périmètre France.

5.2.3 Droits humains des collaborateurs

5.2.3.1 Contexte et enjeux

L'analyse de double matérialité a mis en évidence des enjeux essentiels liés au respect des droits humains des collaborateurs. Le non-respect de ces droits peut entraîner des sanctions, perturber l'activité de l'entreprise et porter atteinte à sa réputation. Il peut également avoir

des conséquences directes sur les conditions de travail et le bien-être des collaborateurs. La prise en compte de ces risques est donc indispensable pour assurer une activité responsable et durable.

5.2.3.2 Politiques, cibles et actions

Les entreprises du groupe s'engagent à respecter et faire respecter le droit social en vigueur dans chacun des pays où InVivo et ses filiales sont implantées.

Ses filiales s'engagent également à faire respecter les principes fondamentaux définis notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, aux Principes directeurs des Nations Unies en matière de Droits Humains et Entreprises, au Pacte mondial des Nations Unies, aux

Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits Humains ainsi qu'aux Principes Directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

En ce sens, InVivo et ses filiales s'engagent à condamner fermement la traite des êtres humains, le travail forcé ou obligatoire et le travail des enfants.

L'ensemble de ces engagements est formalisé au sein de la politique sociale du Groupe, dont le Directeur des Ressources humaines est responsable, et dans le Code de conduite qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs.

5.2.4 Développer l'engagement de nos collaborateurs et l'attractivité de la marque employeur

5.2.4.1 Contexte et enjeux

L'engagement des collaborateurs et la qualité de la marque employeur constituent des leviers stratégiques de performance et de durabilité. À travers l'analyse de double matérialité, des opportunités majeures ont été mises en valeur : renforcer la culture d'entreprise pour répondre aux attentes des équipes, développer un environnement

de travail porteur de sens, et favoriser le bien-être au quotidien. Ces éléments contribuent à accroître l'attractivité de l'entreprise, à soutenir la performance collective et à créer une dynamique positive, au service des collaborateurs et du projet d'entreprise.

5.2.4.2 Politique et cibles

La politique sociale du Groupe publiée en 2024 précise les engagements du Groupe en la matière : il veille à créer les conditions favorables à l'engagement des collaborateurs, à travers des outils et initiatives telles que la rémunération, la formation et le dialogue social, ainsi que par des engagements collectifs, comme le mécénat de compétences ou le lancement d'InVivo Sport Club.

En outre, son positionnement différenciant de Société à mission lui permet de développer une marque employeur attractive et cohérente.

Le Groupe n'a pas formalisé de cible globale en matière d'engagement mais veille à nourrir ses actions dans une démarche d'amélioration continue, dont l'efficacité sera vérifiée périodiquement à l'aide du baromètre interne initié sur l'exercice et par le taux de sortie des salariés.

5.2.4.3 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Développer une marque employeur

La marque employeur d'InVivo, dévoilée en mars 2024, est le fruit d'un travail collaboratif impliquant étroitement une quarantaine de collaborateurs. Ils ont répondu à des questionnaires et participé à des entretiens approfondis et à de nombreux ateliers. Le fruit de leurs réflexions a permis de capter l'essence du Groupe et de ses valeurs, la confiance, l'esprit d'équipe, la responsabilité et l'engagement, à travers la campagne « **Révélez votre champ des possibles** ». Ainsi, 14 ambassadeurs sont devenus les visages de cette marque employeur corporate, qui vient en complément des marques employeur « métiers » et qui reflète la pluralité des métiers et des parcours professionnels offerts par le Groupe.

InVivo partage les valeurs du sport, et à ce titre s'engage depuis de nombreuses années à le promouvoir sous différentes formes, qui contribuent à son attractivité et à l'engagement des équipes. C'est pourquoi InVivo a créé le « InVivo Sport Club » : une initiative visant à soutenir l'écosystème sportif et à encourager la pratique du sport parmi ses collaborateurs. Les actions menées dans ce cadre s'articulent autour de plusieurs axes :

- s'associer à de grands événements sportifs de renommée mondiale. À titre d'exemple, en 2024 InVivo s'est associé à l'événement annuel pour le saut à la perche « All Star Perche » ;
- soutenir de jeunes sportifs dans leur carrière, et sponsoriser des clubs amateurs où exercent nos collaborateurs ou leurs enfants ;
- encourager les collaborateurs à participer à des événements sportifs collectifs et fédérateurs, tels que le Semi-Marathon des coopératives agricoles en 2023, le Triathlon Audencia de la Baule en 2024 ou encore le tout premier Tournoi des Partenaires lancé par la Ligue Nationale de Rugby, dont InVivo est partenaire. Dans ce cadre, quelques collaborateurs du groupe ont pris part à la Journée interentreprises, marquée par un match de rugby touché qui a rassemblé les participants autour des valeurs du sport et de la convivialité.

Enfin, dans le cadre du rapprochement des équipes à la suite de l'acquisition d'UMG, Soufflet Malt a été particulièrement actif sur l'exercice pour faire connaître le Groupe et ses valeurs, et déployer progressivement l'ensemble des processus RH. Soufflet Malt a participé à de nombreux salons et a organisé de nombreux événements « emploi » sur ses sites pour développer l'attractivité des métiers, de la marque, et des sites. La promotion des métiers et de la marque a été en particulier renforcée auprès des femmes et jeunes diplômées, au travers de dispositifs comme l'apprentissage et le volontariat international.

La Direction de Soufflet Agriculture, a animé des groupes de travail ayant pour ambition de fixer ses grands enjeux opérationnels. Ce projet a été communiqué aux managers

français et internationaux lors d'un grand séminaire fin novembre à Paris baptisé « Ambitions 2030 ». Deux fois par an, la Direction générale communique l'avancement des différentes actions à l'ensemble des managers.

Levier d'action #2 – Déployer un mode de dialogue proactif avec le baromètre interne

Réalisé la première fois en 2018, le baromètre interne « InVivo Scope » a été renouvelé en 2024 : il a permis d'établir un état des lieux de la perception des collaborateurs, de leur niveau de satisfaction quant à l'exercice de leur métier, sur leur management et leur parcours professionnel. Les collaborateurs ont également été questionnés sur leur confiance envers les dirigeants et le projet du Groupe, et sur leur fierté d'appartenance.

L'étude a été menée par un institut spécialisé, auprès de l'ensemble des collaborateurs basés en France au cours de l'été 2024. L'enquête a montré des résultats très positifs, 89 % se déclarent satisfaits de leur métier, 83 % sont fiers de travailler au sein du Groupe, 76 % se déclarent satisfaits de leur parcours professionnel au sein d'InVivo. L'analyse des 2 115 réponses reçues a permis d'affiner les priorités d'action, en matière de management, de communication interne, de rémunération et d'organisation du travail.

Levier d'action #3 – Assurer des rémunérations attractives

L'engagement des collaborateurs repose également sur une rémunération attractive, claire et porteuse de sens, alignée sur les performances du Groupe.

L'accord d'intéressement 2024-25 reconduit sur l'exercice contient une formule simplifiée, compréhensible par tous et faisant un lien direct entre rémunération des collaborateurs et performance du Groupe, et ce, au service du projet stratégique « Grandir Ensemble 2024/2027 ».

Il contient une mesure de solidarité concernant tous les salariés en cas d'atteinte des objectifs Groupe, avec un tiers de l'enveloppe distribuée sans plafonnement des métiers. Il couvre également dorénavant l'ensemble des périmètres du Groupe et plus de 90 % des collaborateurs français.

Depuis l'exercice 2023-24, un bonus extra-financier⁽⁵⁰⁾ a été défini au travers des indicateurs et objectifs RSE Groupe suivants :

- le taux de fréquence des accidents du travail ;
- les émissions de gaz à effet de serre (Scopes 1 et 2) ;
- les offres à impact positif.

L'enveloppe d'intéressement augmentera si ces objectifs RSE fixés sont atteints ou dépassés. Dans le cas contraire, elle restera inchangée.

(50) Pour en savoir plus sur ce mécanisme, consulter la page <https://www.InVivo-group.com/sites/default/files/documents/2023-12/CP-Accord-Interessement-2023/2024-DEF2.pdf>

5.2.5 Organiser un dialogue social de qualité

5.2.5.1 Contexte et enjeux

Le dialogue social constitue un pilier fondamental de la cohésion interne et du bon fonctionnement de l'entreprise. L'analyse de double matérialité a souligné l'importance d'un cadre de dialogue ouvert, constructif et respectueux des droits fondamentaux, notamment la liberté d'association et la négociation collective.

En favorisant une concertation régulière et de qualité avec les représentants du personnel, l'entreprise prévient les tensions, renforce les conditions de travail et soutient la stabilité sociale. Cette approche contribue à créer un climat de confiance durable, propice à l'engagement des collaborateurs et à la performance collective.

5.2.5.2 Politiques, cibles et actions

Le dialogue social est organisé au sein d'instances représentatives qui sont des lieux de concertation privilégiés entre la Direction et les représentants du personnel :

Au niveau des métiers :

- les CSE, instances de représentation des salariés dans l'entreprise, sont présents dans l'ensemble des métiers du groupe. 479 élus titulaires ou suppléants siègent dans ces instances au niveau du Corporate ou dans les métiers ;
- les réunions de négociations au sein des différents métiers du groupe ;
- les commissions (RSE – Égalité Professionnelle, Formation, Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail...), instances permettant d'approfondir certaines thématiques.

Au niveau du Groupe :

- un Comité de groupe, instance d'information, de réflexion et d'échanges sur la situation et les orientations stratégiques des principaux domaines d'activité du Groupe entre la Direction générale et les représentants du personnel. 25 membres titulaires et 25 suppléants, nommés par les Organisations Syndicales en fonction de leur représentativité au sein du groupe InVivo, siègent dans cette instance qui se réunit une à trois fois par an ;
- un bureau des coordinateurs, nouvelle instance de l'architecture sociale au sein du groupe InVivo. Il s'agit d'un lieu d'échanges entre la Direction et les coordinateurs de Groupe dont le but est d'anticiper les besoins des élus et d'apporter en amont des réunions de coordination syndicale les informations nécessaires aux travaux en cours :
 - une coordination de groupe, instance de négociation des accords de groupe InVivo Cette instance composée par un coordinateur syndical de groupe, son adjoint et son équipe de négociation se réunit au moins une fois par mois,
 - des commissions de suivi, instances paritaires qui veillent à la bonne application des accords. Elles constituent un cadre d'échange, d'analyse et de propositions vis-à-vis de la Direction,

- un Forum social annuel réunissant l'ensemble des 479 élus pour approfondir un ou plusieurs thèmes d'actualité.

Également, cinq représentants du personnel siègent au Conseil d'administration de l'Union InVivo.

Ces différentes instances constituent un canal privilégié et institutionnel pour prendre en compte les préoccupations des salariés et, le cas échéant, mettre en œuvre des actions pour prévenir les éventuels impacts négatifs que les activités du Groupe pourraient leur occasionner.

Par ailleurs, les 1 500 managers du Groupe occupent une place centrale pour sensibiliser les équipes aux orientations stratégiques. Ils sont réunis régulièrement à l'occasion de sessions TIM (Team InVivo managers) animées par le Directeur général en charge des ressources humaines, pour évoquer les sujets d'actualité, et apporter des éclairages variés, dont la RSE, les accords Groupe, la cybersécurité, etc. Chaque session est suivie en moyenne par 300 managers qui peuvent interagir lors de la visio-conférence. Elle est enregistrée pour ceux qui n'ont pu être présents.

En janvier 2025, la signature d'un nouvel accord sur le Dialogue Social couvrant l'ensemble des activités du Groupe en France renforce les instances d'échanges avec les représentants du personnel et appuie la volonté de la Direction de travailler en co-construction avec les représentants du personnel. Ainsi, la création d'un bureau des coordinateurs permet de mieux anticiper les besoins des élus et de leur transmettre les informations en amont des réunions. La communication sur le rôle de chaque instance est renforcée, et les compétences des représentants du personnel acquises dans le cadre de leurs mandats sont incluses dans le référentiel des compétences Groupe pour mieux valoriser cette expérience.

Des groupes de travail dédiés permettent aussi de préparer les accords spécifiques en préparation, comme la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), la révision des classifications ou le projet sur le handicap. La co-construction d'accords en groupes de travail représente un élément important du dialogue social.

Hors France, le dialogue social s'effectue selon les mêmes orientations, en s'adaptant aux réglementations locales.

5.2.6 Assurer la santé et la sécurité de tous

5.2.6.1 Contexte et enjeux

La santé et la sécurité des collaborateurs sont des priorités absolues, au cœur de la responsabilité sociale de l'entreprise. L'analyse de double matérialité a mis en lumière les impacts potentiels d'une gestion insuffisante de ces enjeux, notamment sur le bien-être mental et physique des

équipes. En mettant en place des pratiques rigoureuses et préventives, l'entreprise crée un environnement de travail plus sûr, plus sain et plus serein. Cette démarche contribue à protéger les collaborateurs, à renforcer leur engagement et à soutenir une performance durable.

5.2.6.2 Politique et engagements

Ancrée dans les missions d'InVivo, la charte santé-sécurité *All Safe Together*⁽⁵¹⁾, vise à garantir un environnement de travail sûr et sain pour tous nos collaborateurs, en France et à l'étranger. Elle offre des solutions spécifiques s'adaptant à la diversité de nos métiers, qu'il s'agisse de l'industrie, du commerce ou des métiers tertiaires, en s'appuyant sur un socle commun. *All Safe Together* est un élément-clé de la politique sociale remise à jour en 2024 et signée de l'ensemble des membres du Comité exécutif d'InVivo.

Parce que la sécurité rime à la fois avec le bien-être des salariés et l'excellence opérationnelle, elle revêt à nos yeux une importance stratégique, et justifie l'un de nos engagements phares : atteindre un taux de fréquence d'accidents du travail avec arrêts de 10 en 2030. Cet

engagement s'est traduit par la rédaction et la diffusion de la charte santé sécurité, signée par l'ensemble des entités du Groupe fin 2023. Ce document met en avant une conviction partagée, des ambitions communes, des engagements concrets ainsi que des outils structurants, parmi lesquels figurent les règles d'or applicables à tous les métiers.

La charte rappelle l'importance de la prévention, de l'implication de tous et de la co-construction des processus. Elle insiste également sur la gouvernance de la démarche, pilotée par un **Comité Directeur Sécurité** mensuel qui pilote le programme en s'appuyant sur des indicateurs communs au Groupe et certains spécifiques aux métiers.

5.2.6.3 Performances

13,88
Taux de fréquence
des accidents du
travail avec arrêt
(15,31 en 2023/2024)

0,81
Taux de gravité des
accidents du travail
avec arrêt (0,79 en
2023/2024)

(51) La signature de la charte All safe together du groupe InVivo par les membres de son COMEX : (99+) Post | LinkedIn.

5.2.6.4 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Un important dispositif de sensibilisation à l'échelle du Groupe

Dans un souci constant de renforcer la culture commune et d'engager l'ensemble des collaborateurs, le Groupe a mis en place un vaste dispositif de sensibilisation, déployé à l'échelle internationale pour répondre aux enjeux actuels :

- les Règles d'Or ont fait l'objet d'une communication mensuelle auprès de l'ensemble des métiers, à raison d'une règle mise en lumière chaque mois. Chacune était illustrée par une vidéo et accompagnée d'outils d'autodiagnostic déployés tout au long de l'exercice. Plusieurs métiers ont partagé les résultats de ces diagnostics lors des Comités Directeurs Sécurité Groupe, témoignant de la dynamique engagée sur le terrain. Le **Contact Sécurité** est un nouvel outil de discussion et de partage sur les thématiques de sécurité, qu'elles soient professionnelles ou personnelles. En cours de déploiement sur l'exercice 2024/2025, il sera pleinement opérationnel au cours de l'exercice suivant. L'objectif est d'ancrer la culture sécurité au quotidien, en encourageant les collaborateurs à partager des retours d'expérience concrets. Ces échanges auront lieu en début de réunion, de manière spontanée, pour créer un réflexe collectif autour de la prévention. Les entretiens annuels et le programme d'intégration des nouveaux collaborateurs comprennent un point santé, sécurité et qualité de vie au travail ;
- la gestion globale des accidents du travail et des situations à risque (analyse, communication et plans d'action) a progressé sur l'exercice, avec une meilleure réactivité et un partage plus efficace de l'information ;
- la Semaine de la sécurité 2025 a permis de renforcer l'appropriation des règles d'or et de leurs déclinaisons opérationnelles, appelées « standards qui sauvent les vies ». Plusieurs actions ont été déployées dans les métiers autour de ces thématiques, notamment en lien avec la circulation sur les sites.



Chez TERACTION, l'accent a été mis sur les rituels mensuels animés par des directeurs de magasins référents pour chaque région, des ateliers santé-sécurité entre directeurs de magasins et la caractérisation des événements accidentels et leur suivi (à présent digitalisé).

Chez Soufflet Malt, sur l'exercice 24/25 l'accent a été mis sur le renforcement des rituels sécurité initiés l'année précédente : toutes les réunions d'équipe -journalières à mensuelles- démarrent avec la revue des incidents sécurité, les équipes de maintenance réalisent des briefings sécurité avant toutes interventions non habituelles, les régions présentent leurs résultats sécurité au CODIR Soufflet Malt tous les mois et tous les sites participent à la journée sécurité annuelle avec la mise en place d'ateliers opérationnels collaboratifs. Par ces démarches, Soufflet Malt manifeste son engagement pour préserver la Santé et Sécurité de ses collaborateurs et implique ses équipes dans l'identification des risques sur le terrain.

Chez Episens, l'implication managériale est de mise pour améliorer la culture sécurité. Elle se coordonne notamment autour du management des événements, des rituels d'animation, des visites comportementales de sécurité ou de la participation à la mise en place de nos 9 règles d'or (évaluation des risques, mise en place de standards ou journée de la sécurité).

En 2024, InVivo Ag° a poursuivi le renforcement de la culture sécurité, avec un focus particulier sur la sensibilisation aux risques chimiques chez Phyteurop et l'installation d'équipements de manutention et de visualisation dans l'ensemble des métiers.

Au sein de Soufflet Négoces by InVivo, les réunions mensuelles du comité de Direction Sécurité du Négoces se réunissent mensuellement. À cette occasion, tous les indicateurs Sécurité sont examinés et discutés et décidées toutes les actions.

L'exercice a également permis de consolider les actions engagées les années précédentes : visites d'observation préventives digitalisées, suivi des accidents avec analyses de causes, plans d'actions et diffusion de flashs sécurité.

Ces initiatives locales s'articulent avec les dispositifs déployés à l'échelle du Groupe : outils de dialogue comme Contact Sécurité, audits HPS, communication régulière des Règles d'Or et animations collectives lors de la Safety Week.

Chez Soufflet Agriculture, la célébration annuelle de la sécurité a été adaptée aux réalités opérationnelles avec l'organisation d'un mois de la sécurité en avril 2025. Cette nouvelle formule a permis une mobilisation renforcée et une meilleure synergie entre les services de la division. Au total, 24 événements ont été organisés autour de neuf thématiques concrètes, directement liées aux enjeux de terrain : comme le chargement/déchargement de big-bags, vrac et palettes ou encore la gestion d'un accident et les premiers gestes de secours.

Dans le cadre de la Semaine Sécurité, Soufflet Vigne a organisé une journée d'animation dédiée aux règles de circulation. Des actions de sensibilisation ont été menées dans l'ensemble des magasins, en lien étroit avec les équipes opérationnelles et commerciales.

Levier d'action #2 – Déploiement des actions de prévention

La charte *All Safe Together* précise les 6 outils de prévention communs à déployer dans les métiers : l'évaluation des risques, le management de tous les événements, les visites de sécurité, les rituels et la communication terrain, les audits et le suivi des plans d'actions. Guidé par une trajectoire commune, chaque métier a progressé sur l'exercice dans le déploiement de ses plans d'actions pour faire progresser la culture santé et sécurité, en particulier sur les enjeux identifiés comme prioritaires :

• La sécurité routière

Le Groupe dispose, dans certains métiers, d'une flotte importante de véhicules et de camions (environ 1 500 véhicules). Certaines populations, notamment les fonctions commerciales, sont plus exposées au risque routier du fait de leurs déplacements fréquents. Bien que la sinistralité observée concerne principalement des dommages matériels, un travail de fond a été engagé pour renforcer la prévention. Un kick-off a été organisé en avril 2025 afin de lancer une démarche structurée autour de la sécurité routière. La prochaine étape consistera au déploiement du plan d'action 2025/2026 pour réduire de moitié la sinistralité.

• Le renforcement des audits

L'objectif de cette action est de disposer dans tous les métiers d'une communauté d'auditeurs internes formés, aux pratiques standardisées en matière de sécurité. Le nouveau processus d'audit sur les outils de prévention est en test sur l'exercice dans les sites de Soufflet Négoces by InVivo. Il est axé dans un premier temps sur l'audit des processus de management et du pilotage, afin de mesurer la maturité de l'organisation. Il a vocation à être déployé sur le prochain exercice.

• L'optimisation des visites de sécurité

Les visites de sécurité ont gagné en efficacité grâce à une approche plus qualitative, reposant sur un accompagnement personnalisé des managers. Plusieurs métiers ont engagé des actions de coaching ciblées : AIT Ingrédients, Soufflet Négoces by InVivo et Moulins Soufflet ont ainsi formé leurs encadrants de proximité, tandis que Soufflet Vigne a accompagné les responsables logistiques régionaux, les chefs de région et les membres du CODIR. De son côté, Soufflet Agriculture a renforcé la démarche par des formations spécifiques à destination du top management, du service entretien et des responsables commerciaux.

Soufflet Malt a initié le déploiement de ces visites de sécurité sur son nouveau périmètre. La région Asie-Pacifique (APAC) suit désormais la même démarche et pilote les mêmes indicateurs à savoir : 100 % des collaborateurs visités 2 fois au cours de l'année et 100 % des managers réalisent des visites sécurité.

- **Le partage des bonnes pratiques notamment avec les sociétés nouvellement acquises**

Les sociétés intégrées au Groupe en 2023 présentent des niveaux de maturité variés en santé-sécurité. Les actions ont donc visé à aligner les pratiques avec la politique Groupe. Par exemple, Boulangerie Louise applique désormais les rituels HSE institutionnalisés chez TERACTION pour la distribution. Chez Soufflet Malt, deux régions et plusieurs sites affichent un taux de fréquence nul (TF=0) en juin 2025, avec parfois plusieurs années sans accident. Cela permet de faciliter la construction d'une démarche sécurité forte et commune et d'initier des chantiers de définition de standards de travail commun à Soufflet Malt. Soufflet Malt participe également à des groupes de travail internationaux, associant les malteries du Canada, du Royaume-Uni, d'Australie et de France, pour partager les bonnes pratiques et co-construire les futurs standards du Groupe, notamment sur les travaux en hauteur.

Un exemple d'innovation en faveur de la sécurité au travail

Depuis le mois de janvier l'usine Semences de France/ LS PRODUCTION dispose d'un palettiseur de pointe, il vise à optimiser les tâches lourdes et renforcer la sécurité sur le lieu de travail. Ce palettiseur dernière génération réduit les efforts physiques et minimise les risques associés aux opérations manuelles. Le résultat produit facilite la manipulation des palettes pour nos clients. Cette innovation répond à l'engagement des équipes Semences de France qui œuvrent au quotidien pour la sécurité des collaborateurs, et innover au service de leurs clients et partenaires.

5.2.7 Accompagner les collaborateurs dans leur développement professionnel

5.2.7.1 Contexte et enjeux

Le développement des compétences constitue un levier essentiel de performance et de résilience pour l'entreprise. L'analyse de double matérialité a mis en évidence l'importance d'une gestion proactive des talents et de l'employabilité, afin d'anticiper les évolutions des métiers

et des besoins. En accompagnant chaque collaborateur dans son parcours professionnel, l'entreprise renforce sa capacité d'adaptation, soutient la performance collective et renforce son attractivité.

5.2.7.2 Politiques et engagements

La politique de formation et de développement des compétences est formalisée au sein de la politique sociale du Groupe, sous l'axe « **Assurer le développement des talents et des compétences** ». Elle s'applique à l'ensemble du périmètre.

L'employabilité des collaborateurs est au cœur de la stratégie des Ressources Humaines du groupe InVivo. À ce titre, le Groupe et ses filiales s'attachent à actualiser et développer les compétences techniques et relationnelles, à tous les niveaux de l'organisation. InVivo et ses filiales encouragent les collaborateurs à être acteurs de leur propre parcours professionnel en leur mettant à disposition les outils et ressources adaptés.

Compte tenu de la diversité des métiers et des spécificités propres à chaque filiale, le Groupe n'a pas formalisé de cible globale en matière de formation et de gestion des carrières, privilégiant une approche adaptée au cas par cas.

- **Organisation**

La politique de formation et de développement des compétences est coordonnée au niveau des filiales. Cette approche permet d'adapter l'offre de formation et la gestion des carrières au plus près des besoins des activités et des collaborateurs.

L'offre de formation se compose :

- d'un socle de formations obligatoires, telles que l'éthique et la sécurité, qui ont été des axes prioritaires du Groupe sur l'exercice ;
- de renforcement de compétences transverses, telles que le management, le numérique, le commercial ;
- d'acquisition de compétences techniques spécifiques et indispensables à la continuité de l'activité, telles que celles nécessaires aux métiers de la malterie, de la boulangerie chez TERACTION ou de la formation technique pour les techniciens agricoles de laboratoire d'Episens.

Cette offre respecte le principe d'égalité de l'accès à la formation, en étant vigilant sur le respect des délais de convocation, à l'égard des temps partiels, sur le choix de lieux de formation proche du domicile, et en déployant des systèmes de e-learning.

Des travaux sont en cours, avec la mise en place de groupes de travail paritaires, pour parvenir à la négociation d'un accord de Groupe GEPP (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels).

5.2.7.3 Performances

58 %
des effectifs⁽¹⁾ ont
bénéficié d'une
formation sur
l'exercice (71 % sur
l'année civile 2023)

14 heures
de formation par
collaborateur⁽¹⁾
(21h en 2023/2024)

97 %
des collaborateurs⁽¹⁾
ont bénéficié d'un
entretien annuel

(1) Périmètre France.

5.2.7.4 Leviers d'action

Les actions et les ressources allouées au développement des compétences des collaborateurs font l'objet de processus reconduits et enrichis chaque année.

Levier d'action #1 – Des plateformes de formation adaptées aux usages actuels

InVivo s'engage à proposer des dispositifs de formation variés et accessibles en continu à l'ensemble de ses collaborateurs. Ainsi, les catalogues de formations des différents métiers sont organisés pour faciliter l'accès des collaborateurs aussi bien aux sessions de formation en présentiel qu'au e-learning ou aux formats hybrides. Au niveau du Groupe, le partenariat noué avec Openclassrooms a permis de déployer le e-learning et une culture de formation continue. Le Groupe teste également la plateforme LinkedIn Learning au siège et dans la Digital Factory.

Au niveau des métiers, le Campus Nature & talents⁽⁵²⁾ de TERACTION, ouvert à tous les collaborateurs comme aux franchisés, continue d'élargir l'éventail des formations proposées, intégrant notamment un volet RSE qui rencontre un intérêt croissant.

Agrosolutions anime des ateliers « Fresque du Climat » et « Fresque de la biodiversité » notamment, qu'il propose aux métiers (comme à ses clients) afin de sensibiliser les collaborateurs aux enjeux de demain et de les inviter à être force de proposition pour alimenter les plans d'action.

InVivo Ag° a lancé l'initiative « Cultivons-nous », une plateforme e-learning, offrant aux salariés une expérience d'apprentissage innovante, interactive et enrichissante. Accessible en interne, elle propose un large éventail de contenus (cours, vidéos, podcasts, articles, quiz, etc.) couvrant des thématiques variées : soft skills, bureautique, communication, management, univers Tech, ou encore expertises métiers. L'année 2025 marque une première étape pour répondre aux besoins identifiés dans le Plan de Développement des Compétences.

Soufflet Agriculture a déployé un programme de sensibilisation à l'Intelligence Artificielle en France et dans ses filiales internationales. Avec un dispositif d'accompagnement combinant des formations en présentiel et en e-learning, et un dispositif d'animation incluant des cafés IA et une communauté d'IA Champion. Après deux vagues de formations embarquant 343 collaborateurs (283 en France et 60 International), le parcours francophone est en ligne pour tous. Il sera disponible en anglais dès le mois de septembre 2025.

Levier d'action #2 – Des formations certifiantes

Le Groupe développe l'offre de formations certifiantes pour ses collaborateurs, avec deux objectifs :

- combler le déficit de profils indispensables à l'activité ;
- offrir à ses collaborateurs des opportunités de carrière en attestant de leur maîtrise de compétences spécifiques.

Dans cette optique, TERACTION a accueilli sa deuxième promotion au sein de son centre de formation d'apprentis (CFA) dédiés aux métiers de la jardinerie/animalerie et de la boulangerie. Sur 129 apprentis, 98 ont été salariés après leur apprentissage. TERACTION a également développé un nouveau parcours certifiant manager de commerce, dans l'optique de favoriser la promotion interne.

Moulins Soufflet a renouvelé sur la campagne 2024/2025 deux certificats de qualification professionnelle (CQP) en partenariat avec l'Alqual⁽⁵³⁾ sur la qualification « Conducteur d'Installation et Transformation des Grains option Meunerie Semoulerie » dédiée aux conducteurs de moulin. Ce parcours qualifiant sera renouvelé auprès de 2 nouveaux conducteurs et tuteurs entreprise, pour la rentrée 2025.

Pour répondre à son objectif d'inclusion en septembre 2024 Soufflet Agriculture, a signé un partenariat avec le GEIQ⁽⁵⁴⁾ en vue de préparer les prochaines promotion commerce et exploitation.

(52) Pour en savoir plus : Campus Nature & Talents By TERACTION | Notre offre de formations.

(53) ALQUAL intervient depuis 1998 auprès des Industries Alimentaires, Chimiques et Cosmétiques pour assurer des prestations de Formation, de Conseil et d'Expertise. ALQUAL intervient également dans des domaines variés comme l'emballage alimentaire, la logistique, la distribution, la restauration.

(54) Un Geiq est un collectif d'entreprises, piloté par ses adhérents. Il regroupe des entreprises qui accompagnent des personnes en difficulté d'accès à l'emploi pour résoudre leurs problèmes structurels de recrutement, en organisant des parcours d'insertion et de qualification.

Soufflet Agriculture propose aussi 2 parcours certifiants de 12 mois dont 150 heures théoriques, construits en partenariat avec l'ASFONA⁽⁵⁵⁾, qui accélèrent la montée en compétences des nouveaux embauchés par les collaborateurs expérimentés, sur les thèmes « gestion d'un silo » et « commerce agricole ».

Levier d'action #3 – Des programmes spécifiques « Managers à impact positif »

Chez Episens, 225 « encadrants » ont suivi un parcours certifiant de 10 jours « Managers à impact Positif ». Le parcours comprenait des sessions dédiées à la compréhension des enjeux de la transition agricole et alimentaire, au rôle du manager dans la stratégie, à la posture managériale et au management agile. 197 encadrants obtiennent la certification visée par ce parcours.

Le programme « Managers à impact positif » est déployé sur le périmètre corporate et la Digital Factory depuis 2024.

Dans ce cadre, Soufflet Agriculture, a animé un groupe de réflexion avec 20 managers français et internationaux sur les valeurs et les comportements managériaux idoines.

Chez TERACTION, depuis 2023, les nouveaux managers suivent tous la formation « Bienvenue Managers par nature » et déploient les rituels managériaux mis en place dans l'ensemble des magasins. TERACTION a lancé sur l'exercice un nouveau programme dédié aux directeurs de magasins pour renforcer leurs savoir-être, sur la base du volontariat.

Levier d'action #4 – Des formations en tutorat chez Neuhauser

Neuhauser a institué un parcours d'intégration sous forme de tutorat individuel afin de faciliter la montée en compétence des nouveaux arrivants. Ce dispositif est également utilisé pour les recrutements en alternance ou

de contrats de professionnalisation, en formation interne. Son efficacité est reconnue, car il favorise l'acquisition de compétences multiples, en formalisant les attendus de chaque poste. Depuis sa mise en place en 2020, il a permis d'intégrer 804 participants dans leurs nouvelles fonctions, grâce au travail de 531 tuteurs, formés au préalable à cette mission de transmission.

Levier d'action #5 – Intégrer des jeunes en cours de formation grâce à l'alternance

Il est dans la culture du Groupe de contribuer à l'expérience professionnelle des jeunes en formation. Pour ce faire, le Groupe et ses filiales entretiennent des relations privilégiées avec les écoles et universités, notamment celles dont la raison d'être est de former à l'agriculture et l'agronomie. Au 1^{er} janvier 2025, le Groupe comptait plus de 372 jeunes (368 en France, 4 au Brésil).

Par exemple, Moulins Soufflet encourage de longue date l'accueil d'apprentis au sein de ses équipes. Dans les métiers de la meunerie, 4 % des salariés, soit 18 apprentis, ont pu bénéficier de contrats en alternance leur permettant de combiner enseignement théorique et stage pratique. Chez Soufflet Agriculture, les stagiaires, apprentis, contrats de professionnalisation et VIE représentent plus de 100 jeunes sur l'exercice, 20 % d'entre eux sont embauchés à la suite de leur contrat étudiant.

Chez Soufflet Malt à l'échelle du périmètre France, 30 apprentis sont en contrat à date de juin 2025, représentant 7 % des effectifs. Ce chiffre illustre une volonté forte d'investir dans la montée en compétences des jeunes générations et de préparer les talents de demain aux métiers de la filière agro-industrielle. Au-delà de l'accueil, Soufflet Malt s'engage également sur la durée : en septembre 2025, 10 % de ces apprentis seront embauchés en CDI ou CDD, démontrant une politique RH orientée vers l'intégration durable.

5.2.8 Favoriser la qualité de vie au travail de nos collaborateurs

5.2.8.1 Contexte et enjeux

La qualité de vie au travail (QVT) constitue un facteur essentiel d'épanouissement individuel et de performance collective. L'analyse de double matérialité a mis en évidence les bénéfices d'un environnement de travail favorisant le bien-être, ainsi que les risques liés à des

politiques de QVT ou de rémunération inadaptée. En agissant sur l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, les conditions de travail et la reconnaissance, l'entreprise crée un climat de confiance propice à l'engagement, à la motivation et à la réussite partagée.

(55) ASFONA est un Organisme de Formation (statut juridique d'Association Loi 1901), répondant à l'ensemble des besoins de formations des salariés et dirigeants des entreprises des secteurs agricoles et para-agricoles, agrofournitures collectes et commercialisation de céréales, jardinerie, vente grand public...

5.2.8.2 Politiques et engagements

Le bien-être et la qualité de vie au travail font partie des engagements du Groupe, formalisés dans un des axes de sa politique sociale publiée en 2024. La démarche du Groupe consiste à mettre en place des mesures permettant à chacun de s'épanouir dans son quotidien et d'évoluer dans un climat de confiance, telles qu'une charte de la déconnexion.

Il déploie ces initiatives à travers des accords négociés avec les représentants du personnel au niveau du groupe InVivo ou de ses métiers, des projets transverses (tels que la marque employeur par exemple) ou encore des enquêtes internes menées afin de s'assurer de leur adéquation avec les attentes des collaborateurs.

Les dispositifs sont dans la plupart des cas mis en œuvre par les Directions des ressources humaines des filiales afin de répondre plus précisément aux spécificités de leurs activités.

Sur le périmètre corporate, une douzaine d'accords sociaux ou avenants ont été discutés et pour certains signés sur l'exercice. Tout le périmètre Soufflet a par exemple pu être intégré à l'accord de prévoyance du groupe InVivo. 2025 sera l'occasion de négocier deux accords sociaux clés pour nos enjeux matériels de sécurité et d'inclusion : l'un sur la prévention des risques psychosociaux, l'autre sur le handicap.

Une commission logement au niveau du Groupe existe depuis juin 2023, ainsi qu'un fonds de solidarité issu de l'accord prévoyance Groupe, depuis janvier 2023.

D'autre part sur l'exercice il a été mis en place au bénéfice de tous les collaborateurs en France un accès à du conseil juridique, une cellule d'assistance psychologique et d'accompagnement social.

5.2.8.3 Performances

100 %

**Part des collaborateurs
ayant droit à des
congés familiaux**

3 %

**Part des collaborateurs
ayant droit et ayant
pris un congé familial**

5.2.8.4 Leviers d'action

Levier d'action #1 – La démarche de qualité de vie au travail déployée au quotidien

Au niveau Groupe

Le Groupe promeut en particulier le partage des responsabilités familiales, avec la mise en place de l'allongement rémunéré du congé de maternité, le don de jours de repos en cas de nécessité de santé pour un proche, le renforcement du télétravail et la mise en place de règles élémentaires de gestion des réunions (horaires, amplitude horaire etc.).

L'accord sur les Nouvelles Organisations du Travail (NOT) signé en 2020 a posé les bases d'une organisation plus flexible, plus résiliente et plus performante. Il instaurait la possibilité de télétravailler à 50 ou 60 % pour les salariés dont le poste le permet, et qui le souhaitent. En 2024, cet accord a été déployé sous forme de décisions unilatérales ou d'accord d'entreprise dans les périmètres Soufflet historique.

Les salariés du Groupe bénéficient avec l'accès à la plateforme ULTEAM d'un ensemble de prestations liées au sport, à la santé & et au bien-être : avec plus de 1000 vidéos, des programmes complets et personnalisés de remise en forme et des défis collaboratifs, cette plateforme est disponible 24h/24 sur PC et sur mobile.

Une commission logement au niveau du Groupe existe depuis juin 2023, ainsi qu'un fonds de solidarité issu de l'accord prévoyance Groupe, depuis janvier 2023.

D'autre part sur l'exercice il a été mis en place au bénéfice de tous les collaborateurs en France un accès à du conseil juridique, une cellule d'assistance psychologique et d'accompagnement social⁽⁵⁶⁾. En 2025, ce dispositif a fait l'objet d'un plan de communication afin de stimuler son usage.

(56) Pour en savoir plus sur ce dispositif, consulter la page <https://www.stimulus-conseil.com/>

Dans les filiales

Afin d'adapter le programme de qualité de vie au travail au plus près des attentes des collaborateurs, Soufflet Malt met en œuvre chaque année une enquête d'engagement de grande ampleur, en France et à l'international. Un grand nombre de salariés peuvent s'exprimer à travers une réunion d'expression ouverte et une enquête digitale sur les sujets sécurité, bien-être, environnement de travail, communication et relations sociales. Les enseignements issus de l'enquête guident les équipes locales à développer des plans d'action les plus adaptés aux attentes : abonnements à des plateformes centrées sur le bien-être et la santé, formation de secouriste en santé mentale, moments de convivialité, sensibilisation au harcèlement et la discrimination en milieu de travail, etc.

La culture d'entreprise de TERACTION met en avant la qualité de vie au travail, dans un métier où la plupart des collaborateurs sont soumis à de grandes amplitudes horaires ou à des obligations de travailler le week-end. Ainsi, au sein du réseau Jardiland, 100 % des magasins appliquent le principe du « Week-end off », chaque collaborateur ayant la possibilité de bénéficier d'au moins un week-end libre par mois.

Chez InVivo Ag°, la filiale DTI Sementes a vu ses actions reconnues par le label « Great place to work » suite au réaménagement des locaux du site de Campoverde.

Afin d'adapter le programme de qualité de vie au travail au plus près des attentes des collaborateurs, à l'initiative du CSE, près de 600 collaborateurs d'InVivo Ag° ont exprimé leurs satisfactions et insatisfactions dans une logique de progrès concernant les exigences de leur poste de travail,

les soutiens et ressources individuels et collectifs à leur disposition ainsi que le climat organisationnel.

Dans un esprit de qualité de vie au travail, **Cordier** organise tous les trimestres une journée du personnel ayant vocation à faire découvrir les différents services et corps de métiers du site. Il organise également une journée famille chaque année, pour un moment de partage et d'activités.

InVivo Digital Factory organise également tous les mois des « Carpe Days » permettant aux collaborateurs de se retrouver autour d'un moment convivial, ainsi que des réunions de brainstorming et d'échange sur les projets en cours.

À Nogent-sur Seine, un partenariat avec la crèche Rigolo a pour objectifs, d'une part d'aider les salariés de Nogent dans leur recherche de garde d'enfant, d'autre part d'attirer des familles au sein de cette petite ville de l'Aube en y facilitant les services utiles.

Enfin, de nombreux collaborateurs du Groupe en Afrique étant de jeunes parents, les métiers s'attachent à les soutenir pour pallier les difficultés locales d'accès à l'enseignement. Ainsi, Soufflet Malt Éthiopie prend en charge les frais de scolarité des enfants de collaborateurs de la maternelle au collège, ainsi que des primes pour l'hébergement et d'autres bénéfices formalisés dans l'accord collectif.

Chez Soufflet Agriculture, la Direction générale s'attache chaque fin d'année à organiser une réunion d'échange avec les collaborateurs de chaque Pôle d'Exploitation et de Commerce. C'est l'occasion d'un question-réponse directe avec la Direction.

5.2.9 Favoriser et promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion

5.2.9.1 Contexte et enjeux

Garantir l'équité, favoriser la diversité et promouvoir l'inclusion sont des engagements essentiels pour construire un environnement de travail respectueux, ouvert et performant. L'analyse de double matérialité a mis en évidence les risques liés aux pratiques discriminatoires ou au harcèlement, qui peuvent porter atteinte aux droits

fondamentaux des collaborateurs. En mettant en place des politiques ambitieuses en matière de prévention, de sensibilisation et d'égalité des chances, l'entreprise affirme son engagement en faveur des droits humains et d'une culture inclusive, levier de cohésion et d'innovation.

5.2.9.2 Politiques et engagements

Le Groupe a formalisé dans sa politique sociale ses engagements en matière de diversité, d'inclusion et d'égalité des chances, ainsi que son corollaire, la lutte contre les pratiques discriminatoires ou de harcèlement au travail.

Ainsi, le groupe InVivo et ses filiales s'engagent à proscrire toute forme de discrimination en son sein. Chaque collaborateur doit être considéré avec respect et équité à toutes les étapes de sa carrière professionnelle. À tous

niveaux de l'entreprise, le Groupe s'engage à promouvoir la diversité et l'inclusion, à travers notamment des campagnes de sensibilisation.

InVivo et ses filiales s'engagent également à promouvoir l'égalité femme-homme et à accompagner ses collaborateurs en fonction de leur situation personnelle et professionnelle (parentalité, fin de carrière, maintien dans l'emploi...).

Les équipes RH garantissent en outre que le recrutement est uniquement lié aux qualifications, et proscrit toute

forme de discrimination couvertes par la réglementation de l'UE et le droit national.

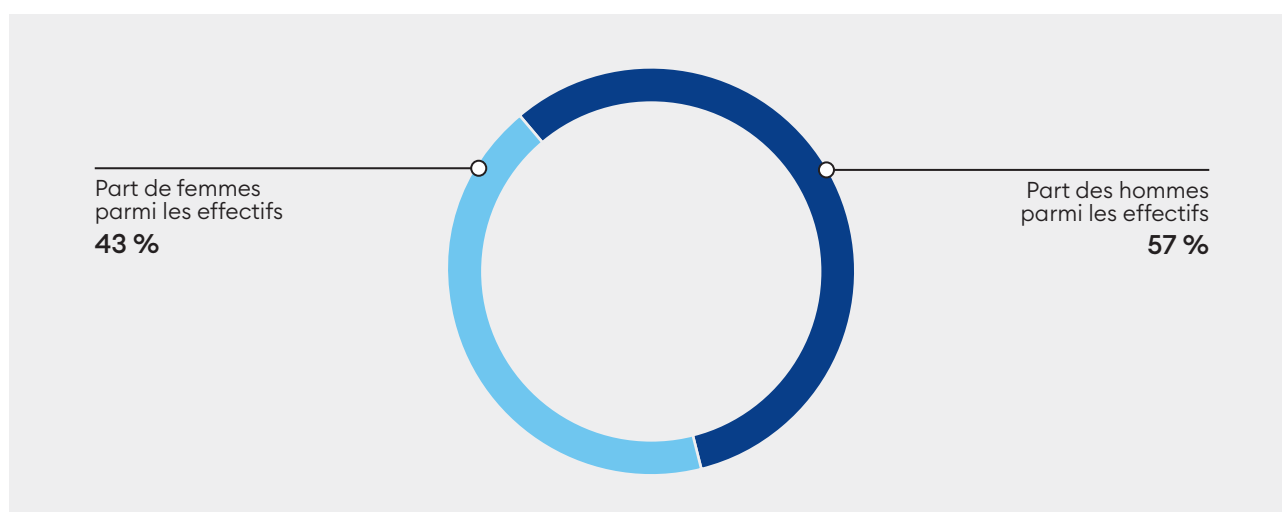
5.2.9.3 Performances

43 %
de femmes parmi
les effectifs (43 %
en 2023/2024)

39 %
de femmes parmi
les effectifs
cadres (42 %
en 2023/2024)

23 %
de femmes parmi
les effectifs
dirigeants (22 %
en 2023/2024)

3 %
des
collaborateurs
en situation de
handicap en
France (3 %
en 2023/2024)



5.2.9.4 Leviers d'action

Levier d'action #1 – La promotion de l'égalité professionnelle femmes-hommes

Signé en 2015, réactualisé en 2022 sur le périmètre France, l'accord visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes repose sur quatre dispositions phares :

- **L'égalité professionnelle et la rémunération**

Chaque pôle d'activité suit les indicateurs permettant d'assurer l'équité des rémunérations, ce qui permet un pilotage de la question au plus près des réalités locales. Les équipes traitent en particulier les conditions de rémunération des salariés en congé familial et au retour de ces congés.

- **Les conditions d'accès à l'emploi**

L'accent est mis sur la sensibilisation des managers recruteurs aux biais inconscients qu'ils pourraient développer, dans le but de prévenir les discriminations. Elle permet d'améliorer les méthodes de recrutement, la rédaction des annonces etc.

- **La formation et la promotion professionnelle**

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'égalité professionnelle, l'entreprise forme l'ensemble de ses managers aux enjeux de non-discrimination.

Par ailleurs, la diffusion du nouveau Code de conduite a permis de rappeler l'existence d'un dispositif d'alerte confidentiel, mis à la disposition de toutes les parties prenantes internes et externes, pour signaler tout comportement inapproprié, notamment en matière de discrimination ou de violence au travail.

En Amérique du Nord, l'entreprise soutient activement la Pink Boots Society : pour chaque sac de Pink Boots Malt vendu, un don est versé au fonds de bourses d'études de l'association, qui œuvre à promouvoir les femmes et les personnes non-binaires dans les secteurs brassicole et de la distillation.

Enfin, en France, l'efficacité des actions menées est mesurée via l'Index Égalité Femmes-Hommes, mis en place par la législation. Calculé pour chaque entité, il permet de repérer les écarts de rémunération, l'absence de femmes parmi les mieux rémunérés, et de lever les obstacles à leur accès aux postes de Direction.

Levier d'action #2 – Favoriser l'inclusion professionnelle des collaborateurs en situation de handicap

Le Groupe s'attache à promouvoir l'inclusion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Dans ce cadre, il a lancé en 2025 le projet **Handi Impact**, pour sensibiliser et mobiliser l'ensemble des collaborateurs. Afin de cadrer et dynamiser cette démarche, un travail de réflexion est conduit avec toutes les filiales, avec pour objectif la signature d'un accord Groupe fin 2025. Les discussions dans le cadre de la négociation de cet accord handicap avec les partenaires sociaux ont maintenant démarré. Elles s'appuient sur quatre thèmes clés, identifiés

lors des ateliers collaborateurs, qui constituent les grands axes de ce projet.

D'ores et déjà, sur le plan opérationnel, les équipes en France veillent à accompagner les personnes en situation de handicap qui le souhaitent dans leurs démarches administratives pour la reconnaissance de leur statut. Les conditions de travail sont adaptées en cas de besoin aux nécessités du poste et de la personne.

Certaines filiales ont des démarches avancées, comme TERACTION qui s'est fixé l'objectif d'augmenter à 4% de taux d'emploi de personnes en situation de handicap à l'horizon 2030⁽⁵⁷⁾. Une référente Handicap et diversité est chargée de déployer la feuille de route.

À travers ses partenariats, Soufflet Agriculture mène une politique active pour favoriser la communication sur la situation de handicap, son acceptation, sa reconnaissance et sa prise en compte dans la situation de travail pour favoriser le maintien dans l'emploi des salariés concernés.

Au Brésil, InVivo Ag^o déploie son plan « inclusion & diversité » en partenariat avec l'Association locale NURAP, au bénéfice de jeunes des quartiers les plus défavorisés de São Paulo. L'ambition est d'accueillir en continu 3 à 5 collaborateurs, stagiaires, alternants ou salariés, issus de ce programme.

(57) La cible tient compte des dispositions réglementaires françaises, qui ne s'appliquent pas sur l'ensemble des sociétés du périmètre TERACTION (sociétés de moins de 20 personnes).

5.3 Promouvoir l'impact positif dans nos filières, notre écosystème, pour les agriculteurs et pour les consommateurs

Acteur engagé au service des filières agricoles et alimentaires, InVivo s'appuie sur son modèle coopératif pour renforcer la résilience des productions françaises et contribuer activement à la souveraineté alimentaire. En lien étroit avec les agriculteurs, les partenaires des filières et les consommateurs, le Groupe œuvre à sécuriser l'accès à une alimentation saine, durable et de qualité, en France comme à l'international.

Cette ambition se traduit concrètement par la volonté de promouvoir un impact positif au sein des filières agricoles, en accompagnant leur transition vers des pratiques plus durables, en développant des produits et services adaptés aux enjeux de long terme, et en assurant la santé et la sécurité des consommateurs avec un haut niveau d'exigence et de transparence. Grâce à la diversité de ses métiers et à la complémentarité de ses canaux de distribution, le Groupe agit à chaque maillon de la chaîne alimentaire pour prévenir les risques de pénurie, soutenir les agriculteurs et répondre aux attentes croissantes de la société.

5.3.1 Des Offres à Impact Positif qui s'appuient sur l'innovation et les principes de l'éco-conception

5.3.1.1 Contexte et enjeux

L'impact positif est devenu un concept incontournable pour les acteurs économiques cherchant à allier performance économique et contribution à l'environnement et la société. Mais que signifie réellement l'impact positif et comment InVivo et ses filiales peuvent-elles l'intégrer à leur modèle d'affaires ?

L'impact positif se réfère aux effets bénéfiques qu'une entreprise ou une organisation peut avoir sur la société et l'environnement, au-delà de la simple création de valeur économique. Il s'agit d'une approche globale qui vise à générer des résultats positifs (et pas seulement sur les plans financiers) pour toutes les parties prenantes, y compris les employés, les clients, les communautés locales et l'écosystème dans son ensemble.

Pour InVivo adopter une démarche d'impact positif signifie placer la résolution de problèmes sociaux ou environnementaux au cœur de sa mission et de son modèle économique. Cela implique de concevoir des produits ou des services qui apportent des solutions concrètes aux enjeux actuels, tout en minimisant les externalités négatives liées aux activités.

L'impact positif peut se manifester dans plusieurs dimensions :

- **impact social** : Il s'agit de l'amélioration des conditions de travail et de vie des individus. Cela peut inclure la mise en place d'un cadre de travail respectueux, l'amélioration de la santé et des capacités, la promotion du sens de l'engagement, de l'inclusion et de la diversité ;
- **impact environnemental** : Cette dimension concerne la réduction de l'empreinte écologique de l'entreprise et la contribution à la préservation des ressources naturelles. Cela passe par exemple, par développer des technologies propres, promouvoir l'économie circulaire ou encourager des modes de consommation plus durables ;
- **impact économique** : Au-delà de la création de richesse pour les acteurs directs et les investisseurs, l'impact économique positif peut se traduire par le développement de l'économie locale, la création d'emplois durables ou encore la promotion de pratiques commerciales équitables ;

- impact sur la gouvernance : Les offres à impact positif s'efforcent souvent d'adopter des modèles de gouvernance plus transparents et participatifs, impliquant l'ensemble des parties prenantes dans les processus de décision.

À travers notre exercice de double matérialité il est apparu que ce concept d'offres à impact positif est une source d'opportunité financière pour toute la chaîne de valeur de l'amont à l'aval et constitue une voie d'amélioration de la réputation de tous les acteurs de la chaîne de valeur. C'est aussi une source évidente d'impact positif puisqu'elle porte la notion comme sa raison d'être.

Quelques OIP...



Un nouvel engrais organo-minéral s'est ajouté cette année au catalogue de **Soufflet Vigne**. Ce produit innovant contient une bactérie fixatrice d'azote qui permet de réduire les apports nécessaires. Enrichi en *Bacillus amyloliquefaciens*, il capte l'azote atmosphérique, stimule l'activité biologique des sols, favorise l'enracinement, piège les nitrates et optimise l'occupation du sol.



Le mélange de semences MICAPRO pour les intercultures est composé de moutarde brune, fleurs et légumineuses. Il améliore la structure du sol et permet de fixer jusqu'à deux fois plus d'azote qu'une moutarde seule. Les bénéfices en faveur de la biodiversité sont nombreux : forte

attractivité pour les pollinisateurs, refuge pour la petite faune sauvage. Ils font de ces semences l'offre à impact positif phare de **Soufflet Agriculture**.



Côté **Soufflet Malt**, en 2024, le producteur de whisky Chivas Brothers (filiale de Pernod Ricard) a lancé un programme pilote, en partenariat avec la malterie britannique Bairds Malt et Scotgrain, pour accompagner des

producteurs d'orge écossais vers des pratiques agricoles plus durables. Ce programme aboutit ainsi à des orges durables, qui constitue une offre à impact positif.



TERACT commercialise une **batterie unique et polyvalente** compatible avec 14 outils de la gamme ECLOZ : têtes élagueuses, tondeuses, taille-haies, tronçonneuses, souffleurs, aspirateurs...

Une seule batterie suffit pour tout faire. **TERACT** met également à disposition les pièces détachées et un service de réparation via son SAV pour prolonger la vie de vos outils.



Le couvert végétal Isol explorer max, couplé avec l'outil Carbo'N de mesure par télédétection d'**InVivo Ag** permet à l'agriculteur de connaître précisément la biomasse produite, le stockage de carbone (éventuellement le valoriser dans une filière) et l'azote restitué pour piloter sa fertilisation au plus juste.

5.3.1.2 Politiques et engagements

Dès 2018, le groupe InVivo a pris l'initiative d'impliquer ses métiers dans une démarche RSE dynamique, prônant l'impact positif comme source de création de valeur. Il a ainsi posé le concept d'Offre à impact positif comme levier majeur de son développement. La démarche a pris de l'ampleur à compter de 2020 et est désormais un des piliers de la politique RSE du Groupe et repris par ses filiales.

Grâce à sa taille et à son positionnement, InVivo est moteur de la transformation des filières agricoles et agroalimentaires, pour aller vers un agrosystème plus résilient. Il accompagne l'amont des filières avec des solutions dédiées aux coopératives et aux agriculteurs, et l'aval en donnant accès aux consommateurs à des produits sains, responsables et en mesure de prouver l'amélioration de leur empreinte environnementale et sociale.

En déployant des offres innovantes, par exemple alignées sur les principes de l'agriculture régénératrice, il renforce sa réputation au sein des filières et accroît la visibilité de son action lors d'événements qui bénéficient de retombées positives, tels que le salon agricole Openfield porté par InVivo Ag°, la foire agricole de Châlons en Champagne, le Sirha (Salon International de la Restauration, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation) de Lyon ou les salons de Londres et de la Nouvelle-Orléans pour la boulangerie pour ne désigner que quelques exemples.

La démarche d'Offre à impact positif a été plus strictement formalisée en 2022 afin de coordonner et cadrer son déploiement tout en tenant compte des spécificités des métiers. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique d'évolution continue, qui permet de démontrer l'impact positif d'un nombre croissant de produits et services. La robustesse des méthodes a reçu l'approbation de KPMG sur l'exercice 2022/2023.

La définition d'une Offre à impact positif repose sur les principes suivants :

Une offre à impact positif est une offre qui prend en compte les impacts sociétaux, économiques et environnementaux, tout au long de la chaîne de valeur depuis sa conception jusqu'à son utilisation par le client final.

- 5 enjeux RSE à couvrir sont considérés :
 1. Contribuer à la neutralité carbone,
 2. Restaurer et valoriser la biodiversité,
 3. Préserver et régénérer les sols,
 4. Optimiser la gestion d'intrants et tendre vers le zéro résidu,
 5. Diversifier les revenus des agriculteurs et/ou avoir un impact positif pour les utilisateurs et/ou consommateurs ;
- l'impact positif pour les agriculteurs au titre de la diversification de leur revenu doit s'accompagner d'un impact positif sur au moins un enjeu environnemental.

Cette définition est associée à 3 déclinaisons méthodologiques adaptées aux spécificités des activités. Ainsi on distinguera des activités :

- industrielles de 1^{re} et de 2^e transformation assurant des ventes en BtoBtoC ;
- de distribution engagée sur des principes d'achats responsables et d'éco-conception ;
- de collecte et de stockage de matières premières agricoles, de ventes d'intrants et de prestations de conseil pour le secteur agricole et viticole.

La démarche d'Offre à Impact Positif est placée sous la gouvernance du Groupe, puis est déclinée dans les métiers pour prendre en compte leurs spécificités. Le département d'Audit Interne Groupe a la charge du contrôle du respect de la démarche, avec plusieurs ambitions :

- le respect de la procédure Groupe ;
- la robustesse de la gouvernance ;
- le contrôle de la capacité à établir des preuves d'impact positif ;
- la traçabilité et l'auditabilité des données.

Chaque métier fixe des engagements de résultat adaptés à son activité, afin de contribuer à l'objectif commun du Groupe à l'horizon 2030 :

- **50 % du chiffre d'affaires** est acquis par les Offres à impact positif ;
- **100 % des innovations** produits et services seront des Offres à impact positif.

5.3.1.3 Performances

La progression de la part de chiffre d'affaires constituée par les OIP est un bon indicateur pour montrer d'une part la place de cette démarche dans la stratégie du Groupe, d'autre part pour piloter la dynamique de progrès dans un environnement où la variabilité du chiffre d'affaires en valeur absolue exige d'appréhender l'effort à l'aide d'un ratio. D'autre part toutes les offres de produits mises en marché par InVivo ne sont pas déterminées par InVivo. Cordier par exemple répond aux appels d'offre des

Marques de distributeur de la Grande Distribution, les activités industrielles répondent aussi aux cahiers des charges des transformateurs aval et InVivo Ag° répond aux attentes des coopératives en matière d'intrants. Son action en faveur des OIP visera toutefois à sensibiliser ses parties prenantes. Sur ces catégories, InVivo ne peut pas opérer systématiquement des Offres à Impact Positif, le périmètre éligible considère ainsi les catégories sur lesquelles InVivo a l'ascendant.

24,2 %
du chiffre d'affaires
global du Groupe
généralisé par les Offres
à Impact Positif
(27 % en 2023/2024)

39,3 %
du chiffre d'affaires du
périmètre éligible⁽⁵⁸⁾
généralisé par les Offres
à Impact Positif (39 %
en 2023/2024)

5.3.1.4 Leviers d'actions

Afin de développer des offres à impact positif, le Groupe s'appuie sur une démarche active de recherche, à la fois fondamentale et appliquée sur le terrain, ainsi que sur l'innovation.

Levier d'action #1 – L'innovation au service des OIP et des activités du Groupe

Au sein du Groupe, l'innovation est un levier stratégique et fédérateur, accompagnant les métiers dans l'enrichissement de leur feuille de route et la détection de nouvelles opportunités de croissance durable. Elle vise à créer de la valeur partagée en répondant aux attentes des clients et partenaires, tout en engageant les collaborateurs et renforçant la compétitivité du Groupe face aux défis futurs. L'innovation est également mise au service du développement d'offres à impact positif, en intégrant les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques au cœur des projets et solutions proposées.

En 2024, InVivo a repensé son organisation afin de renforcer l'intégration des initiatives au sein des métiers, favorisant une plus grande proximité avec les besoins opérationnels. Cette évolution s'est accompagnée de la réallocation des ressources du CRIS, le pôle de recherche en biotechnologies, au cœur des métiers, dans une approche agile et alignée avec les priorités stratégiques de chacun d'entre eux.

Le Pôle Innovation, une ressource à destination des métiers du Groupe, des collaborateurs et des clients

Cette équipe transverse travaille sur des projets innovants de toute envergure visant à améliorer l'excellence opérationnelle ou à proposer de nouveaux services dédiés, durables, et apportant une véritable valeur aux activités d'InVivo et de leurs partenaires. Sa mission consiste à détecter et piloter des opportunités pour contribuer à la transformation du Groupe et de l'ensemble de ses métiers.

L'équipe innovation collabore étroitement avec la Digital Factory pour le passage à l'échelle des sujets nécessitant des constitutions d'équipes dédiées. Acteur clé de la transformation numérique du premier groupe coopératif agricole français, InVivo Digital Factory conçoit et déploie des projets digitaux variés afin d'offrir aux métiers d'InVivo de nouveaux services et sources de création de valeur.

La Digital Factory est par exemple à l'initiative de la plateforme Aladin.farm, plateforme agricole d'achat de produits et services, qu'elle a développé avec et pour les coopératives partenaires. Le projet MAITE⁽⁵⁹⁾ (Plateforme d'intelligence Artificielle pour la malterie), initié par l'équipe Innovation et Soufflet Malt, bénéficie d'une structure dédiée au sein de la Digital Factory pour en assurer le développement et le déploiement sur l'ensemble des sites industriels.

(58) Pour certains métiers, la notion d'offre à impact positif n'est pas applicable ou restreinte à l'offre en marques propres (Cordier, TERA), voir la note méthodologique.

(59) Le projet MAITE permet d'aider les responsables de production à adapter des recettes de maltage idéales simulant les meilleures conditions de production. Pour en savoir plus, consulter la page <https://www.maleries-soufflet.com/expertises/rd-innovation/maite-intelligence-artificielle-au-service-du-malt>.

Sur l'exercice, les équipes Innovation ont accompagné les collaborateurs dans l'utilisation des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle. L'équipe a sensibilisé les instances dirigeantes du Groupe et des filiales à ce thème, et a développé des cas d'usage.

Ainsi, une centaine de besoins ont été identifiés dans les métiers du Groupe et d'ores et déjà, une soixantaine ont été développés et testés. Certains affichent des retours sur investissement significatifs, en termes de productivité et de développement du chiffre d'affaires.

Levier d'action #2 – Des expérimentations terrain pour développer les OIP et enrichir les activités du Groupe

L'expérimentation agricole en conditions réelles constitue un levier essentiel pour accompagner la transition des modèles de production et développer des offres à impact positif adaptées aux réalités du terrain. Le Groupe dispose de dispositifs dédiés permettant de tester de nouvelles pratiques, itinéraires techniques et solutions AgTech en situation réelle, et place les agriculteurs et leurs exploitations au cœur de ses démarches d'innovation.

Ces expérimentations permettent d'évaluer les performances agronomiques, économiques et environnementales des innovations, de recueillir des retours d'expérience concrets et d'ajuster les solutions avant leur déploiement à grande échelle. Elles participent ainsi activement à la construction d'une agriculture multi-performante, rentable et durable, en phase avec les attentes des filières et des territoires.

Trois dispositifs d'expérimentation agricole permettant de développer et mettre en avant les Offres à Impact Positifs

1. Le réseau des Fermes LEADER, pour créer une offre dédiée à l'innovation et l'AgTech

Présenté dans le Chapitre 5.1.4.3, le réseau des Fermes LEADER a pour mission d'accompagner les coopératives et leurs agriculteurs adhérents dans l'adoption et le déploiement des innovations et solutions AgTech en France. Il a pour vocation de tester, en conditions réelles, de nouvelles pratiques et itinéraires techniques directement sur les exploitations. Grâce à ces expérimentations sur le terrain, le réseau contribue à identifier, qualifier et déployer les innovations les plus pertinentes, en réponse aux besoins concrets des agriculteurs. Une large part de ces solutions testées devient ainsi des offres à impact positif, au service de la transition agricole et des performances durables.

2. OPENFIELD, site d'expérimentation en plein champ au service de la 3^e voie agricole

Comme présenté dans le Chapitre 5.1.4.3, la plateforme OPENFIELD, portée par InVivo Ag^o a pour vocation de tester, en conditions réelles, des pratiques agricoles et itinéraires techniques. Cet espace d'expérimentation permet d'évaluer les impacts agronomiques, économiques, sociaux et environnementaux de différentes conduites, et ainsi de développer des offres à impact positif pour les agriculteurs.

En effet, la transition agricole présente des opportunités et risques pour les agriculteurs, qui à la fois souhaitent s'engager dans une agriculture respectueuse de l'environnement, mais sont en première ligne pour en constater les effets sur les performances agronomiques et leurs revenus. Le Groupe les accompagne donc pour démontrer la pertinence des différents systèmes de cultures en mesurant et prouvant leurs impacts. Sans opposer les modes de production, chaque acteur est ainsi capable de construire sa 3^e voie de l'agriculture, une agriculture du résultat, multi-performante (rentable, respectueuse de l'environnement et nourricière).

En parallèle de cet événement, l'expertise de Semences de France a été présentée, grâce à une plateforme dédiée, à un panel élargi de 100 distributeurs et conseillers à l'automne 2024. Ces essais démontrent également la capacité du Groupe à capitaliser sur les différents outils innovants qu'il met à disposition des distributeurs et agriculteurs (Carbo'N de Be Api mesure la biomasse finale, l'azote assimilable et restituable ainsi que le stockage de carbone des couverts végétaux).

3. Le service A.C.I de Soufflet Agriculture, au service du transfert d'innovation vers le terrain

Également introduit dans le Chapitre 5.1.4.3, au sein de Soufflet Agriculture, le service A.C.I. (Agronomie Conseils Innovation) soutient le développement des Offres à Impact Positif à travers deux missions complémentaires : le déploiement de conseillers formés à l'agriculture durable et régénératrice, et la réalisation d'expérimentations agronomiques en conditions réelles. Chaque année, 23 000 micro-parcelles sont conduites dans des contextes pédoclimatiques variés, afin de tester les intrants et pratiques innovantes avant de les inscrire au catalogue.

En 2024, A.C.I. s'est structuré avec une Direction dédiée pour harmoniser ses essais à l'échelle internationale et diffuser plus largement ses résultats auprès des équipes agronomiques. Ces travaux visent à démontrer l'efficacité agronomique et économique des solutions durables – comme l'usage de couverts végétaux, les orges bas-carbone ou l'optimisation de la fertilisation – et à favoriser leur adoption auprès des agriculteurs du réseau.

Levier d'action #3 – La recherche avec des partenaires en faveur du développement des OIP

Le Groupe contribue depuis de nombreuses années à la recherche en agronomie et à la valorisation de l'innovation dans les filières agroalimentaires. Cette dynamique se concrétise à travers de multiples partenariats avec des institutions académiques, des instituts de recherche et des acteurs de terrain. Grâce à ces collaborations, le Groupe joue un rôle moteur dans l'évolution des pratiques agricoles et alimentaires. Ces travaux de recherche et d'expérimentation nourrissent directement ses innovations en matière d'Offres à Impact Positif, en intégrant les meilleures connaissances scientifiques, les attentes sociétales et les besoins des filières durables.

Un partenariat de 5 ans avec L'INRAE

Le partenariat signé en février 2023⁽⁶⁰⁾ pour 5 nouvelles années avec l'INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement), s'inscrit dans la continuité d'un historique commun de plus de 10 ans de collaboration. L'institut de recherche et InVivo souhaitent renforcer leurs coopérations dans le domaine de l'alimentation animale, de la nutrition humaine et de la bioprotection des cultures de céréales. Ils travaillent à l'échelle des exploitations agricoles, des territoires et des filières. Pour accompagner la nécessaire accélération des transitions, ce nouveau partenariat a l'ambition de produire des innovations améliorant les performances économiques, environnementales et sociales des systèmes agricoles et alimentaires.

Plus précisément, le programme de recherche s'articule autour des thèmes suivants :

- le biocontrôle et la biostimulation des plantes ;
- l'amélioration du fonctionnement biologique des sols et la régénération de la biodiversité ;

- les sources alternatives d'énergie (méthanisation, agri-photovoltaïsme) ;
- la ressource en eau ;
- l'accélération technologique, notamment dans l'agriculture de précision, la collecte de données et l'intelligence artificielle.

InVivo partenaire de Ferments du Futur⁽⁶¹⁾

En tant qu'acteur majeur de la transformation des céréales en ingrédients et en produits de boulangerie, l'objectif de ce partenariat est d'accélérer la mise sur le marché de produits disruptifs qui permettent de maintenir la qualité des aliments issus de la panification tout en respectant l'environnement. Pour cela, Episens et Ferments du futur s'appuient sur la recherche et l'innovation autour des ferments pour améliorer la qualité nutritionnelle des aliments. Ce partenariat permet à Episens de répondre à trois enjeux clés :

- identifier de nouvelles souches alimentaires aux propriétés technologiques intéressantes ;
- optimiser les procédés de fermentation en utilisant les matières premières issues de la filière blé mais aussi mettre en place des procédés de fermentation disruptifs pour satisfaire les besoins des clients ;
- valoriser le travail des agriculteurs en transformant par fermentation les ingrédients céréaliers et proposer aux consommateurs de nouvelles recettes alliant richesse nutritionnelle et expériences sensorielles.

(60) Pour en savoir plus sur ce partenariat, consulter la page <https://www.inrae.fr/actualites/signature-dun-partenariat-entre-groupe-InVivo-inrae-innovations-appui-aux-transitions-agricole-alimentaire>.

(61) Ferments du Futur est un partenariat public-privé construit pour accélérer la recherche et l'innovation sur les ferments, les aliments fermentés et la biopréservation. Pour en savoir plus sur le projet, consulter la page <https://www.fermentsdulfutur.eu/lancement-projet-episens/>

5.3.2 Développer des filières durables à impact positif

5.3.2.1 Contexte et enjeux

Le développement de filières agricoles durables constitue un levier essentiel pour préserver la compétitivité des acteurs, sécuriser l'approvisionnement en produits de qualité et soutenir les territoires ruraux. Conscient des enjeux sociaux, économiques et environnementaux associés, InVivo s'engage à accompagner les agriculteurs et viticulteurs dans l'amélioration de leurs conditions de

travail et de revenus, tout en favorisant l'attractivité du métier et la pérennité des exploitations.

En veillant à proposer des offres adaptées aux besoins de ces filières durables et à garantir une répartition équitable de la valeur, InVivo contribue à préserver l'accès à une alimentation de qualité pour les consommateurs.

5.3.2.2 Politique et engagements

L'essence même de la mission d'InVivo est de développer des produits et services adaptés aux besoins de ses filières et de l'ensemble de ses parties prenantes, notamment les coopératives de l'Union InVivo. Pour ce faire, le Groupe pratique un dialogue ouvert, transparent et structuré, et instaure un climat de confiance réciproque avec ses partenaires. Cette approche permet de prendre en compte leurs retours et suggestions dans une démarche d'amélioration continue.

Le pôle agriculture (InVivo Ag°, Soufflet Agriculture et Soufflet Vigne) est en première ligne pour soutenir les filières agricoles par l'accompagnement et l'approvisionnement des agriculteurs. Soufflet Négoces by InVivo assure des débouchés rémunérateurs aux agriculteurs français et européens en valorisant céréales et oléo-protéagineux à l'international. Les filières orge, blé et vin bénéficient pour leur part du développement des filiales agro-alimentaires, Soufflet Malt pour l'orge, Episens pour le blé et Cordier pour le vin.

Le Groupe contribue également à l'attractivité du métier d'agriculteur. Instaurer des mesures d'accompagnement aux jeunes agriculteurs, et assurer le soutien à la digitalisation du métier d'agriculteur font partie des actions menées pour contribuer au renouvellement des générations.

La **3^e voie de l'agriculture**, proposée par InVivo et plus particulièrement par InVivo Ag°, s'inscrit dans cette ambition pour construire une agriculture du résultat : performante économiquement, durable sur le plan environnemental et responsable socialement, sans opposer les modes de production.

Pour nourrir cette ambition, il est nécessaire d'intégrer :

- des offres de produits et pratiques agroécologiques innovantes (biocontrôle, couverts végétaux, agriculture de précision, etc.);
- la revalorisation du rôle des agriculteurs dans la chaîne alimentaire;
- la création de filières durables et traçables, de la production à la distribution;
- une dynamique collaborative entre coopératives, industriels, et consommateurs.

InVivo positionne cette ambition comme le socle de son plan stratégique «2030 by InVivo», et comme un levier de transformation pour l'ensemble des coopératives agricoles françaises.

Semons du Sens, démarche des filières durables du groupe InVivo

Pour relever les enjeux environnementaux et sociétaux, Semons du Sens contribue au développement de filières durables, créatrices de valeur depuis l'agriculteur jusqu'au consommateur, en accompagnant concrètement la mise en place de pratiques culturelles résilientes, respectueuses de l'environnement.

La démarche Semons du Sens structure l'ambition forte du Groupe de stimuler les changements de pratiques culturelles dans une approche filière (B2B2C). Elle répond aux attentes des clients industriels, distributeurs et des consommateurs sur les plans sociétaux et environnementaux, ainsi qu'aux enjeux de souveraineté alimentaire. In fine, les produits alimentaires issus de ces filières (blé, orge, légumineuses, protéagineux, oléagineux...) doivent être bons et sains, mais aussi porteurs de sens pour les agriculteurs et les consommateurs.

Pour les agriculteurs, la démarche doit permettre de valoriser l'évolution de leur modèle agricole et tenir compte des réalités concrètes de mise en œuvre des transitions. Dans ce but, InVivo leur donne accès à :

- un *sourcing* d'intrants adaptés (biostimulants, biocontrôles, solutions de fertilisation bas carbone innovantes) ;
- des conseils de techniciens formés à ces nouvelles solutions pour une bonne maîtrise de ces nouvelles pratiques ;
- la possibilité d'être rémunéré, d'un côté pour les matières premières et, de l'autre, pour les services environnementaux.

La démarche Semons du Sens repose ainsi sur les cinq piliers suivants :

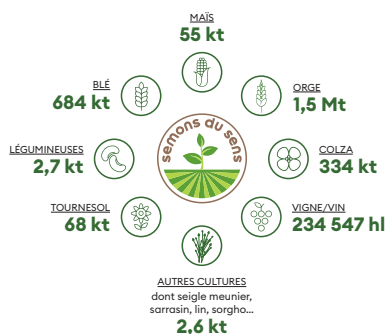
- **Origine** : garantir l'origine des produits et leur traçabilité ;
- **Environnement** : garantir des produits issus de modes de production qui visent à réduire leur empreinte carbone et qui respectent la biodiversité, la vie des sols et la ressource en eau ;
- **Naturalité** : garantir des matières premières et des ingrédients sains pour des produits respectueux de la nature ;
- **Répartition de la valeur** : accompagner les changements de pratiques culturelles et valoriser les engagements des acteurs de la filière ;
- **Qualité** : contribuer à des produits de qualité, bons, sains et porteurs de sens.



SEMONS DU SENS : UNE DÉMARCHE UNIQUE AU SERVICE DE FILIÈRES AGRICOLES DURABLES, PORTÉE PAR L'ENGAGEMENT DES MÉTIERS D'INVIVO.

MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES DURABLES

Plus de **2,6 millions de tonnes**
& **234 547 hectolitres**



Passer à l'échelle de la rotation culturale pour déployer massivement l'agriculture régénératrice : une vision d'avenir partagée au sein du groupe InVivo



Contrat pluriannuel, Soufflet Agriculture, Lesieur et Saipol pour le colza et le tournesol.



Collaboration Soufflet Malt, Bairs Malt et Chivas Brothers en Écosse pour le programme «Dalmunach Growers».



En Europe, Soufflet Agriculture accompagne 310 agriculteurs via son programme de valorisation de l'agriculture régénératrice SoilTeq.



Près de **1,5 million de tonnes** de matières premières agricoles durables vendues par Soufflet Agriculture en France et à l'international.



432 kt de blé durable
5 700 agriculteurs

La part des farines de Moulins Soufflet en filières durables Semons du Sens a été multipliée par 18 en 16 ans !

FOCUS

FILIÈRES TRACÉES ET SÉGRÉGUEES
Responsable



Label Rouge



FILIÈRES DURABLES COMPLÉMENTAIRES
Bas Carbone



Agriculture Régénératrice



ZOOM

sur les indicateurs de biodiversité de la filière blé Responsable
3700 agriculteurs partenaires

6 284 ruches

5,8 espèces végétales différentes cultivées

7 991 km de haies

2 561 ha de jachères mellifères semées

9% de Surfaces d'Intérêt Écologique

9 512 nichoirs et perchoirs



32% de l'approvisionnement en orge provient déjà de sources durables

OBJECTIF : 80% d'orge durable d'ici 2030

FOCUS

Agriculture Biologique



Bas Carbone

CLIMTRACE

Agriculture Régénératrice



Agriculture Durable



et ses équivalences

Orge Responsable Tracée



SAI



ZOOM

sur les indicateurs de biodiversité de la filière orge Responsable
208 agriculteurs partenaires

356 ruches

5,5 espèces végétales différentes cultivées

133 km de haies

99,9 ha de jachères mellifères semées

7% de Surfaces d'Intérêt Écologique

701 nichoirs et perchoirs



Plus de **51%** de la collecte **Cordier est durable**
(achats auprès de caves sous certifications durables)

Cordier est engagé dans une viticulture durable et responsable, à travers sa démarche RSE Terra 360.

FOCUS

100% des viticulteurs partenaires de Mythique sont certifiés Haute Valeur Environnementale



Blockchains déjà déployées

La Cuvée Mythique, 1^{ère} IGP Pays d'Oc blockchainnée en 2021



Blockchain 1664

+336 000 connexions depuis son lancement pour mettre en lumière la 1^{ère} filière Orge Responsable tracée en France, co-construite par Soufflet Malt, Soufflet Agriculture et Brasseries Kronenbourg



1000 tonnes de blés fertilisés avec des engrais décarbonés à la production, contribuant à la fabrication de plus de **3 millions de baguettes** pour les boulangeries Louise !
Un engagement renouvelé depuis 2023 !

86% de l'offre de viennoiserie (Neuhauser) issus de la filière Blé Responsable.



5.3.2.3 Performances

Afin de quantifier l'impact de la démarche Semons du Sens, des indicateurs spécifiques mesurent les volumes de matières premières agricoles, exprimés en tonnes, collectées et revendues par Soufflet Agriculture, ou achetées par Moulins Soufflet et Soufflet Malt, issues de pratiques reconnues comme durables.

Une matière première est considérée comme durable lorsqu'elle répond à des cahiers des charges

agroécologiques et/ou à des obligations de résultats environnementaux et peut, selon les cas, être certifiée par un Organisme Tiers Indépendant ou bénéficier de labels ou certifications reconnus⁽⁶²⁾.

Par ailleurs, le nombre d'agriculteurs engagés dans ces filières durables est également suivi, afin de valoriser l'implication des producteurs dans la transition agricole et environnementale.

1 497 154
Tonnes de
matières
premières
agricoles issues
de productions
durables vendues
par Soufflet
Agriculture
(+ 26 % versus
2023/2024)

432 105
Tonnes de
blé issues de
productions
durables
achetées par
Moulins Soufflet
(- 10 % versus
2023/2024)

1 554 634
Tonnes d'orge
brassicole issues
de productions
durables achetées
par Soufflet Malt
(+ 48 % versus
2023/2024)

234 547
Hectolitres de
vin acheté par
Cordier issu de
productions
durables (+ 3,8 %
versus 2023/2024)

27 773
Contrats engagés
entre Soufflet
Agriculture et
des agriculteurs
sur des tonnages
durables

5 764
Agriculteurs
fournisseurs de
de blé durable
pour Episens (sur
estimation)

6 361
Agriculteurs
fournisseurs de
d'orge durable
pour Soufflet Malt
(sur estimation)

124
Fournisseurs de
vin engagés dans
une démarche
de durabilité

5.3.2.4 Leviers d'actions

Levier d'action #1 – Structurer des filières durables à valeur ajoutée pour l'agriculteur

InVivo défend le principe d'une rémunération pour les services environnementaux que pourront générer la mise en œuvre de certaines pratiques agroécologiques à l'initiative des agriculteurs. Le Groupe reste toujours vigilant à contribuer à la diversification et l'amélioration des revenus des agriculteurs, grâce notamment aux Offres à Impact positif. En plus des filières en agriculture régénératrice présentées dans le Chapitre Préserver les sols et écosystèmes (Section 5.1.4.3), d'autres filières durables sont également développées et structurées par les métiers du groupe InVivo, s'inscrivant dans le cadre de Semons du Sens, afin d'offrir aux agriculteurs de nouvelles opportunités économiques et de valoriser des pratiques respectueuses de l'environnement.

Les filières Responsable

Introduites au Chapitre Protéger et régénérer la biodiversité (Section 5.1.5.3), les filières Responsable reposent sur des cahiers des charges ambitieux pour garantir la durabilité et la traçabilité des filières, notamment :

- **Protéger l'environnement et la biodiversité**, en assurant notamment une gestion adaptée des zones agroécologiques qui permet de préserver la richesse de la faune et de la flore, en diversifiant les rotations culturales et en appliquant des pratiques agricoles respectueuses des équilibres naturels et de la faune lors des récoltes ;
- **Réduire l'empreinte carbone** en adoptant une fertilisation raisonnée, appuyée sur des analyses de sol réalisées chaque année, et en favorisant la séquestration du carbone ainsi que la production de biomasse par l'implantation de couverts végétaux multi-espèces entre les cultures ;

(62) Voir Section 1.3.1.3. Périmètre et spécificités méthodologiques des indicateurs dans les Annexes pour plus de précision.

- **Assurer une rémunération** des agriculteurs partenaires en valorisant leurs productions à travers une prime liée à la mise en œuvre des engagements de cette filière agricole responsable.

Soufflet Agriculture et Moulins Soufflet s'associent pour alimenter des filières blé agroécologiques, qui répondent aux besoins des grands noms de la boulangerie artisanale et industrielle. De la production de blé à la transformation en farine, la traçabilité est assurée à l'échelle de la parcelle de blé, comme Pasquier, Cerelia et, depuis 2024, Bridor. Cette filière ségréguée « blé Responsable » est encadrée par un cahier des charges de bonnes pratiques culturales contrôlé par un Organisme Tiers Indépendant, favorables à la biodiversité et à la vie des sols. Sur l'exercice, cette filière a représenté un volume de 270 000 tonnes de farine, soit un engagement de 3 700 agriculteurs. Des indicateurs de performance permettent de mesurer son impact sur la biodiversité (voir Chapitre Protéger et régénérer la biodiversité et plus particulièrement la Section 5.1.5.3), le climat (calcul de la valeur réelle de l'empreinte carbone de la farine de blé Responsable) et la protection des cultures (Indice de Fréquence de Traitement des blés). La filière blé Responsable est reconnue au niveau Silver par SAI Platform (Sustainable Agriculture Initiative Platform).

Enfin, dans la filière orge, en mars 2024 Kronenbourg a pris l'engagement de s'approvisionner à 100 % en orge Responsable tracée à l'horizon 2026 pour la bière 1664 Blonde, qui représente 10 % du marché français. Soufflet Malt, Soufflet Agriculture et Brasseries Kronenbourg ont travaillé ensemble pour élaborer ensemble le cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques mises en œuvre par les agriculteurs. D'ores et déjà, plus de la moitié du malt utilisé pour la 1664 Blonde provient de la filière Orge Responsable. La traçabilité est assurée de la semence à la production de la bière en s'appuyant sur la technologie blockchain. Pour la collecte 2024, la filière Orge Responsable tracée, a fédéré près de 200 agriculteurs, pour un total de 20 000 tonnes d'orges collectées. Des indicateurs de biodiversité sont suivis annuellement (comme indiqué sur le graphique Semons du Sens).

SAI (Sustainable Agriculture Initiative) Platform⁽⁶³⁾

Par ailleurs, le Groupe a rejoint en 2024 l'initiative reconnue SAI (Sustainable Agriculture Initiative Platform), organisation mondiale qui rassemble 190 membres des acteurs agricoles et agroalimentaires au niveau mondial et promeut l'agriculture durable à l'échelle internationale depuis plus de 20 ans. En ce sens, la SAI Platform développe des outils et programmes pour accompagner et valoriser les changements de pratiques. La SAI Platform promeut notamment un outil d'évaluation, le Farm Sustainability Assessment (FSA), utilisé par plus de 350 000 exploitations dans le monde, reconnaissant auprès des acteurs de la chaîne de valeur leur maturité en matière de pratiques agricoles durables.

Dans ce cadre, Soufflet Négoce by InvVivo, Soufflet Agriculture et Soufflet Malt participent activement à la mise en marché d'orges de brasserie « durables » selon le référentiel SAI qui permet de qualifier les exploitations agricoles sur environ 200 critères. Les équipes d'agronomes de Soufflet Agriculture et Soufflet Malt accompagnent leurs agriculteurs dans la mise en œuvre de cette démarche et dans la validation des évaluations. Soufflet Malt s'appuie sur le référentiel SAI pour développer ses approvisionnements durables sur ses pays d'implantation. À travers leurs actions, Soufflet Négoce by InvVivo, Soufflet Agriculture et Soufflet Malt répondent ainsi à la demande des clients malteurs et brasseurs, partout dans le monde.

Soufflet Malt s'approvisionne en orges sous certification Sustainable Agriculture Initiative (SAI) en France, République Tchèque, Roumanie, Serbie, Bulgarie, Ukraine, et Australie pour sa production locale de malt. L'adhésion à la plateforme SAI est un levier d'action clé pour l'atteinte de l'engagement de Soufflet Malt à atteindre 80 % d'orges durables dans ses approvisionnements d'ici 2030.

(63) Pour en savoir plus sur la plateforme SAI, consulter la page <https://saipatform.org/>

Référentiel agriculture régénératrice de la SAI platform : InVivo met en lumière les pratiques durables dans lesquelles s'engagent ses métiers

Le référentiel *Regenerative Agriculture* de la SAI Platform lancé en septembre 2023 est un cadre international destiné à accompagner les filières agricoles dans la transition vers des pratiques agricoles régénératrices. Il propose une approche structurée autour de plusieurs axes : la santé et la fertilité des sols, la gestion durable de l'eau, la préservation de la biodiversité, le bien-être animal et la résilience économique et sociale des exploitations. Il permet d'évaluer et de valoriser les démarches des exploitants agricoles engagés dans des pratiques favorisant le renouvellement et la préservation des ressources naturelles. Le référentiel est à date à l'état de projets pilotes.

Au mois de mai 2025 s'est déroulé pour la 1^{ère} fois en France l'événement annuel **SAI Platform** (Sustainable Agriculture Initiative Platform). À l'occasion de l'événement annuel SAI, le groupe InVivo via sa démarche Semons du Sens a contribué à mieux appréhender la maîtrise des filières, tout au long de la chaîne de valeur de l'amont à l'aval, avec des visites aux champs chez deux agriculteurs partenaires pionniers accompagnés par Soufflet Agriculture, illustrant concrètement leurs pratiques à travers des ateliers animés par Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, Episens et Agrosolutions.

Olivier Clyti, directeur stratégie, RSE et digital, est également intervenu lors d'une conférence devant les membres de la SAI Platform, afin de présenter les atouts du groupe et de ses métiers pour relever les enjeux liés à l'agriculture régénératrice. Cette adhésion stratégique soutient l'ambition d'InVivo d'accélérer la transition agroécologique à grande échelle, en France et à l'international.

« Chez InVivo, nous sommes convaincus que l'accompagnement des agriculteurs à l'échelle de leur exploitation et de leur rotation culturale est essentiel pour un avenir durable et un déploiement massif de l'agriculture régénératrice. Grâce à l'expertise et l'engagement de nos métiers Soufflet Agriculture, Moulins Soufflet et Soufflet Malt tout au long de la chaîne de valeur des filières agroalimentaires, nous avons la capacité unique de promouvoir cette approche innovante. En intégrant l'agriculture régénératrice, et en œuvrant pour des débouchés multifilières valorisant l'ensemble de la rotation culturale, à travers notre démarche Semons du sens, nous pouvons accélérer la transition vers des pratiques agricoles plus responsables, résilientes et durables. » déclare Olivier Clyti, Directeur Stratégie, RSE & Digital.

Pour Semons du Sens, l'agriculture régénératrice occupe une place à part entière. Ainsi, passer à l'échelle de la rotation culturale pour déployer massivement l'agriculture régénératrice est un des axes clés pour InVivo et ses métiers.

Les filières bas-carbone

Comme présenté dans le Chapitre 5.1.1.5 Plan de transition climatique, Episens a structuré en lien avec Soufflet Agriculture une nouvelle filière Blé Bas Carbone en s'approvisionnant à hauteur de 27 300 tonnes de blé auprès de Soufflet Agriculture.

Depuis la récolte 2023, Soufflet Malt propose à ses clients brasseurs une offre de malt bas carbone (voir Chapitre 5.1.1.5 Plan de transition climatique), **ClimCare**, qui répond à leurs propres engagements de décarbonation, en contribuant à réduire l'empreinte carbone liée à la production de l'orge (qui représente près de 20 % de l'empreinte carbone d'une bière). ClimCare s'appuie sur le savoir-faire de Soufflet Agriculture, qui contribue également au développement de fertilisants moins émissifs. Sur l'exercice, l'intérêt des grands brasseurs internationaux pour cette gamme de malts bas carbone a changé d'échelle. Le brasseur japonais Sapporo a ainsi lancé en novembre 2024 sa bière écoresponsable Velvet Twilight produite au Japon avec du malt ClimTrace, de la gamme ClimCare.

Valoriser le blé et les oléagineux bas carbone par l'offre Grafite de Soufflet Négoc by InVivo



Depuis 2018, les équipes de Grafite, au sein de Soufflet Négoc by InVivo, ont pour mission d'aider et d'accompagner les coopératives et les agriculteurs dans l'adoption de pratiques d'agriculture régénératrice, dans la qualification et la certification des grains, puis dans la commercialisation et la valorisation des productions à faibles émissions obtenues (colza, tournesol, blé, maïs, orge), via le versement d'une prime. Les agriculteurs ayant des productions de matières premières agricoles à faible empreinte carbone touchent une prime supplémentaire dépendant des conditions de marché, qui vient donc valoriser leurs efforts en matière de réduction de carbone.

Grafite accompagne aujourd'hui plus de 40 coopératives dans trois pays et a valorisé 71 600 tonnes en 2024/2025, faisant de cette solution un des leaders européens du secteur. Les productions sont certifiées 2BSvs (Biomass, biofuel sustainability), afin de leur permettre d'accéder au marché européen. Grafite permet ainsi aux clients de l'aval agricole de décarboner leurs émissions de Scope 3.

Pour les acteurs de l'amont, Soufflet Négoc by InVivo et Grafite permettent d'obtenir la meilleure valeur pour les pratiques mises en place en accédant aussi bien aux marchés réglementaires des biocarburants qu'aux marchés dits volontaires des industriels de l'agroalimentaire.

Levier d'action #2 – Apporter un soutien technique aux agriculteurs pour maintenir la santé économique de leur exploitation

Dans un contexte de transition agricole, où les pratiques doivent évoluer pour répondre aux enjeux du changement climatique, les agriculteurs sont les premiers exposés aux risques économiques liés à l'adoption de ces nouvelles pratiques. Conscient que ces innovations, indispensables pour l'avenir des filières, impliquent des prises de risques supportées principalement par les exploitants, InVivo s'engage aux côtés de l'ensemble des acteurs pour accompagner cette transition et réduire les risques associés. Ainsi, le pôle agriculture déploie un ensemble de services pour limiter les deux principaux types de risques identifiés :

- fiabiliser la réussite des cultures afin de sécuriser les revenus et contribuer à la sécurité alimentaire ;
- faciliter la commercialisation des productions, notamment *via* des plateformes digitales de vente en ligne ;
- optimiser l'utilisation des intrants, qui représente un des principaux postes de charges pour l'exploitation ;
- répondre aux exigences réglementaires, afin d'éviter les sanctions et préserver la viabilité économique des exploitations.

InVivo propose en ce sens un ensemble de solutions. Par exemple :

- l'application web et mobile Smag Farmer⁽⁶⁴⁾ : la force de cet outil de traçabilité est d'être un dispositif ouvert, compatible avec la plupart des outils d'aide à la décision, capteurs connectés et outils utilisés par les agriculteurs. L'agriculteur, en plus de saisir sa traçabilité, dispose d'un tableau de bord avec divers indicateurs (IFT, rendements moyens, diversité des cultures) et peut les transmettre pour alimenter divers calculateurs sur Smag trace, valorisables dans les différentes filières et déjà utilisés par les services filières (trading de grains, meunerie, malterie, outil Grafite...) ;
- Smag trace⁽⁶⁵⁾ permet d'extraire les indicateurs à produire pour obtenir un label ou une certification (HVE...) et de simplifier leur obtention grâce à une connexion directe avec les outils de traçabilité SMAG, ou de démontrer une production bas-carbone pour les filières blé et malt du Groupe ainsi que pour Grafite. Fin avril 2025, SMAG couvre 60 000 exploitations ayant au minimum une parcelle et une intervention soit 20 % des agriculteurs en France ;
- Soufflet Vigne apporte un soutien aux vignerons en agissant sur la résilience face aux aléas climatiques grâce au développement d'une gamme dédiée à la protection de la récolte et donc de son revenu : filets paragrêle, câbles chauffants en alternative aux bougies. Des solutions tel que le paillage sont développées pour limiter le stress hydrique et réduire l'utilisation des désherbants ;

- Soufflet Vigne accompagne financièrement les viticulteurs, en développant un partenariat bancaire afin de financer l'achat du matériel agricole ;
- Soufflet Vigne et sa filiale Vitivalor soutiennent les agriculteurs dans leur stratégie par l'intermédiaire de services agronomiques (analyses de sol et plan de fertilisation, observation parcellaire sur l'état sanitaire). En parallèle, Vitivalor accompagne les viticulteurs de la stratégie de domaine jusqu'à l'accompagnement à la mise en place d'une démarche RSE en passant par des accompagnements administratifs ;
- InVivo Ag° distribue également les solutions assurantielles multirisques climatiques, grêle et paramétriques d'Atekka pour sécuriser le chiffre d'affaires des agriculteurs.

Agrosolutions soutient la thèse « Risque, assurance et carbone : une application à l'agriculture » de la chaire Économie du climat de l'Université Paris-Dauphine

Pour accompagner la transition agricole, il est essentiel de sécuriser le revenu des agriculteurs en mettant en place des systèmes de gestion des risques agricoles incitatifs. La thèse soutenue par Agrosolutions depuis 2022 se concentre sur les incitations économiques et financières comme leviers pour réduire les risques liés à la transition agroécologique, favoriser une plus grande adoption de pratiques durables et ainsi réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture.

Levier d'action #3 – Accompagner les agriculteurs dans la diversification de leurs revenus

Développer la production d'agri-énergies

La force du Groupe est de pouvoir contribuer au développement à grande échelle d'énergies bas-carbone issues de pratiques agricoles, telles que les biocarburants, l'agrivoltaïsme et la méthanisation. Ces sources d'énergies ont un fort potentiel de déploiement en France, avec une volonté des pouvoirs publics⁽⁶⁶⁾ de multiplier par 10 la production de biogaz d'ici 2030 et par 5 la production photovoltaïque d'ici 2050.

Ainsi, depuis plusieurs années, pour alimenter la filière biocarburants :

- Soufflet Agriculture collecte auprès des agriculteurs entre 500 000 et 600 000 tonnes de matières premières (colza, tournesol principalement) pour la production de biocarburants dans un schéma certifié (2BSvs et ISCC). Soufflet Agriculture encourage par ailleurs la production de colza, de blé et de tournesol bas carbone en accompagnant les agriculteurs, une partie de ces matières certifiées bas carbone sont à destination de la filière biocarburant ;

(64) Pour en savoir plus sur les solutions SMAG, consulter la page <https://smag.tech/nos-logiciels/demarches-bas-carbone/>

(65) Pour en savoir plus sur les solutions SMAG, consulter la page SMAG - Des logiciels agricoles & applications mobiles pour tous !

(66) Loi sur la transition énergétique et sur la croissance verte.

- Soufflet Négoces by InVivo commercialise annuellement entre 800 000 et 900 000 tonnes de colza et tournesol, blé et maïs dans les filières biocarburants en Europe selon le schéma de certification 2BSvs reconnu par l'UE. Soufflet Négoces by InVivo participe également à la valorisation des productions bas carbone. En 2024/2025, les volumes bas carbone commercialisés ont représenté 53 400 tonnes de colza, 5 000 tonnes de tournesol, 13 200 tonnes de blé, pour une économie totale de 67 400 tCO₂ eq.

Le développement de l'**agrivoltaïsme** est une des missions d'Agrosolutions, filiale d'InVivo Ag°. Les clients, producteurs d'énergies et acteurs de la filière, ont besoin de l'expertise agricole d'InVivo Ag° pour proposer aux agriculteurs des solutions concrètes et alignées avec les contraintes de leur métier. Avec une équipe de 25 consultants experts, ces offres représentent un tiers du chiffre d'affaires d'Agrosolutions, qui est *leader* du marché français.

La **méthanisation** permet de valoriser les déchets organiques agricoles en produisant du biogaz qui peut être utilisé localement. À titre d'exemple, InVivo Ag° est partenaire du projet Cyclorganic de Terrasolis qui vise à fournir le gaz de ville de la ville de Reims, en remplacement du gaz naturel.

Développer des leviers économiques autour des services environnementaux

Dans la même idée, Agrosolutions apporte son expertise agronomique au projet Bio-capital⁽⁶⁷⁾. Ce projet est mobilisé sur l'évaluation du potentiel de déploiement de PSE (Paiements pour Services Environnementaux) sur des exploitations en agriculture régénératrice. Le mécanisme vise à développer des solutions financières publiques ou privées (fonds mutualistes, certificats biodiversité) pertinentes pour rémunérer la valeur environnementale créée par l'agriculture régénératrice.

Valoriser les efforts des agriculteurs en mesurant précisément les bénéfices carbone

Le stockage du carbone dans les sols agricoles fait partie des solutions scientifiquement reconnues pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone. En adoptant des itinéraires techniques bas-carbone et des pratiques d'agriculture régénératrice, les agriculteurs participent activement à cet objectif au bénéfice de tous. Cependant, le déploiement de ces solutions se heurte à plusieurs difficultés : il est complexe d'estimer précisément la quantité de carbone réellement stockée dans les sols, de valoriser ce service environnemental de manière juste et de rendre ces calculs accessibles et réalisables par les agriculteurs eux-mêmes.

C'est pourquoi il a été nécessaire de développer des outils permettant d'évaluer le stockage de carbone généré par les différentes pratiques mises en place à la ferme. Ces calculateurs ont pour vocation d'accompagner les agriculteurs dans la comptabilité carbone de leur exploitation – que ce soit à la production, à la parcelle ou à l'échelle de toute l'exploitation – et de valoriser leurs efforts de mesure et de réduction. La mesure prend d'autant plus

de valeur qu'elle permet, au fil des campagnes, de constater une diminution des émissions et/ou une augmentation du stockage de carbone dans les sols.

Le Groupe s'attache ainsi à déployer des outils simples d'utilisation au quotidien, garantissant la fiabilité des données tout au long de la chaîne de valeur. Cet engagement s'est notamment traduit par la contribution d'Agrosolutions, filiale d'InVivo Ag°, à l'élaboration de la méthodologie Label bas-carbone pour les grandes cultures, validée par le ministère de la Transition écologique en 2021.

Dans le même cadre, Agrosolutions contribue au projet MARVIC⁽⁶⁸⁾ par des tests des méthodologies sur le terrain. Le projet MARVIC porte l'ambition de quantifier et certifier la séquestration de carbone par les pratiques agricoles, de manière harmonisée à l'échelle européenne. L'ambition est de réduire les coûts élevés et les procédures administratives complexes liées à la certification des projets agricoles bas-carbone.

Pour permettre la mise en œuvre opérationnelle de cette démarche sur le terrain, InVivo Ag° Solutions, s'appuyant sur l'expertise digital et la connexion directe aux données de traçabilité de SMAG adossé à l'expertise agronomique du cabinet Agrosolutions a lancé :

- en novembre 2023 *CarbonTester*, un outil en ligne express qui permet, en 15 minutes, d'obtenir un bilan carbone simplifié et d'évaluer le potentiel de crédits carbone à générer, à partir de 10 leviers issus directement de la méthode Label bas-carbone ;
- *Carbon Extract*, un outil de diagnostic et de suivi qui permet de réaliser un bilan carbone complet d'exploitation, de simuler un projet de transition et d'en estimer le potentiel de crédits carbone. À fin juin 2025, plus de 1 600 diagnostics ont permis de fiabiliser les données de plans de transition. Plus de 150 exploitations sont engagées dans un plan de transition bas carbone ;
- le premier calculateur GES « de la parcelle à l'assiette » en conformité avec les méthodologies SBTi FLAG et GHG Protocol. Ce calculateur est disponible sur la plateforme Trace pour les principales espèces en grandes cultures. Elle est déjà recommandée par des acteurs majeurs de l'industrie agroalimentaire qui l'ont choisie tels que Moulins Soufflet (appartenant au pôle blé Episens by InVivo) et Soufflet Malt qui y voient une solution déployable à grande échelle par leurs fournisseurs et répondant au besoin d'harmoniser le calcul et suivi des GES ;
- un calculateur GES pour les filières biocarburants, déjà utilisé par Grafite.

Pour soutenir la commercialisation des crédits carbone générés, le Groupe a créé *Carbon&Co* en 2022. Cette filiale a pour mission de mutualiser les projets de transition portés par les agriculteurs et leurs coopératives afin d'agréger les volumes de crédits carbone et de les proposer à des financeurs volontaires souhaitant contribuer à la neutralité carbone. Elle garantit également une juste rémunération des agriculteurs, fondée sur les coûts réels et les spécificités des projets.

(67) Pour en savoir plus sur le mécanisme du projet Bio-Capital, consulter la page <https://bio-capital.eu/>

(68) Pour en savoir plus sur le projet européen MARVIC, consulter la page <https://www.project-marvic.eu/>

En deux ans, Carbon&Co a labellisé 70 projets en grandes cultures (52 266 tCO₂eq) et 17 projets en arboriculture (12 065 tCO₂eq). Sur ces volumes, 33 % des crédits en grandes cultures et 28 % en arboriculture ont été vendus, générant plus d'1 million d'euros de financements pour 32 agriculteurs et arboriculteurs.

Levier d'action #4 – Soutenir l'installation de jeunes agriculteurs

Le renouvellement des générations agricoles est un enjeu majeur pour assurer la pérennité des filières et la sécurité alimentaire à long terme. Face au vieillissement de la population agricole et aux défis économiques et climatiques du métier, le soutien à l'installation des jeunes agriculteurs est essentiel pour maintenir des exploitations actives, préserver les savoir-faire et dynamiser les territoires ruraux. En accompagnant ces nouvelles installations, on favorise également l'adoption de pratiques plus durables et innovantes, adaptées aux enjeux agricoles de demain.

Dans le cadre de son action pour aider au développement d'une agriculture forte et rémunérée à sa juste valeur, Soufflet Agriculture propose depuis plusieurs années aux jeunes agriculteurs qui s'installent un accompagnement personnalisé, en matière financière, de conseils et de services, sur trois campagnes agricoles. Cette offre comprend notamment des conditions spécifiques sur certains achats ou services (prix réduits, voire gratuité) et des facilités de paiement. Sur l'exercice 2024/2025, Soufflet Agriculture a accompagné plus de 100 nouveaux jeunes agriculteurs.

Chez InVivo Ag°, le service Be Api propose une offre à taux zéro avec une facturation trois fois sans frais étalée sur trois ans pour les diagnostics Fertilité, les diagnostics Potentiel et les diagnostics combinés. Cela contribue à impulser l'engagement de jeunes agriculteurs dans l'agriculture de précision, pour laquelle ils ont souvent une forte appétence mais qui nécessite un certain investissement de départ pour collecter les données.

Par ailleurs, environ 50 % de la production française de céréales étant exportée, chaque région du territoire est concernée par l'exportation, à des degrés divers selon la géographie. L'activité du négoce international participe donc fortement à la remontée de valeur dans les territoires ruraux, en leur assurant des débouchés.

Levier d'action #5 – Former et accompagner les acteurs locaux pour sécuriser les activités

Dans les zones d'implantation plus fragiles, InVivo agit pour sécuriser la pérennité des activités en accompagnant les acteurs de la filière. Le Groupe soutient la formation et le développement de compétences des agriculteurs, boulangers et autres partenaires locaux afin de renforcer la résilience des filières et des territoires. Par exemple :

- Soufflet West Africa, la filiale d'InVivo créée par les divisions Ingrédients et Soufflet Négoce by InVivo, a ouvert en janvier 2023 un centre de formation professionnelle en Côte d'Ivoire, en partenariat avec les principaux meuniers du pays ;
- l'« Académie du pain », centre de formation professionnel basé à Abidjan, Côte d'Ivoire est une initiative conjointe d'AIT Ingrédients et Soufflet Négoce by InVivo, et propose des formations professionnelles de qualité en boulangerie et en viennoiserie sanctionnées par la délivrance d'un certificat de qualification professionnelle. En 2024, 216 apprentis ont été formés, dont 60 % de femmes y compris une quinzaine de personnes originaires de pays tels que le Cameroun, le Maroc et l'Angola. Ceci confirme le positionnement régional et qualitatif de l'Académie et valide le besoin d'une expertise solide dans la filière blé farine pain. Le taux d'insertion et d'emploi est supérieur à 75 %, en particulier auprès des boulangers partenaires ivoiriens. L'Académie répond aux besoins des patrons boulangers, clients de nos partenaires meuniers, qui sollicitent une formation pour leurs techniciens actuels et futurs ;
- pour répondre aux besoins croissants en recrutement, notamment dans les métiers de la boulangerie, TERACTION a ouvert en septembre 2023 son propre centre de formation d'apprentis (CFA), dédié aux filières de la jardinerie et de la boulangerie, du CAP au Bac+2. Cette initiative vise à former directement les futurs talents nécessaires aux enseignes du groupe. Au cours de l'exercice 2024/2025, 129 jeunes ont intégré les deux premières promotions, dont 10 en situation de handicap ayant bénéficié d'un accompagnement personnalisé. À ce jour, 98 apprentis occupent déjà un poste au sein des enseignes de TERACTION, en jardinerie ou en boulangerie, confirmant la pertinence du dispositif pour soutenir les besoins en compétences sur le terrain ;
- en Roumanie, depuis 2022, Soufflet Malt a initié un projet pour développer la culture de l'orge en partenariat avec l'association des brasseurs et le ministère de l'Agriculture et du développement rural, en y associant Soufflet Agriculture. Dans le cadre de ce projet en février 2025, la malterie a reçu la visite de 27 agriculteurs. Le programme a pour objectif de :
 - réduire la dépendance aux importations de matières premières en favorisant la culture de l'orge locale,
 - donner aux agriculteurs les connaissances nécessaires pour comprendre les nuances de cette culture de « niche »,
 - démontrer les avantages financiers de l'intégration de l'orge de brasserie dans leurs pratiques agricoles,
 - introduire des techniques agronomiques permettant de réduire l'impact environnemental ;
- le partenariat avec Jean-François Fayolle, Meilleur Ouvrier de France en boulangerie vise notamment à accompagner la formation chez Moulins Soufflet, sur le segment de la boulangerie artisanale notamment. Sur la formation, trois sessions de deux jours de formation ont été déployées en régions (Bretagne, Occitanie et Grand-Est). Ces formations ont permis de rassembler 30 clients artisans boulangers privilégiés et ont été animées autour des techniques de panification traditionnelles (fermentation lente, levains...) et de la créativité avec l'intégration de recettes tendances pour développer une boulangerie contemporaine (snacking salés et sucrés...).

5.3.3 Assurer la santé et la sécurité des consommateurs et utilisateurs en toute transparence

5.3.3.1 Contexte et enjeux

Assurer la santé, la sécurité et la confiance des consommateurs et utilisateurs est une priorité pour InVivo. La qualité des produits et services, leur traçabilité et la transparence de l'information délivrée sont des éléments essentiels pour préserver cette relation de confiance et répondre aux attentes croissantes des clients, des partenaires et des parties prenantes.

Conscient des risques que pourrait entraîner la mise sur le marché de produits ou services non conformes, InVivo agit pour garantir leur sécurité à chaque étape de leur cycle

de vie et prévenir tout incident susceptible d'affecter la santé des usagers ou l'image du Groupe. Par ailleurs, l'entreprise s'engage à promouvoir une alimentation saine et accessible, à adapter son offre aux besoins spécifiques des consommateurs et à maintenir la continuité des approvisionnements alimentaires.

Enfin, à travers un dialogue soutenu et un suivi attentif de la satisfaction clients, InVivo contribue à renforcer la fidélité et l'attractivité de ses marques, dans une démarche de progrès permanent.

5.3.3.2 Canaux d'écoute des consommateurs et utilisateurs

Le Groupe InVivo a la responsabilité d'assurer la conformité de ses produits et services et de protéger les consommateurs et utilisateurs. Il dispose d'un service QHSE dédié pour chacun de ses métiers et activités qui assure la qualité de la relation client et consommateur. Ceux-ci ont vocation à répondre à toute préoccupation des clients, y compris s'il s'agit de répondre à des besoins consommateurs ou utilisateurs. L'indicateur « satisfaction client », suivi par tous les métiers, est le reflet de la qualité de leurs actions, notamment en matière de satisfaction du client. La plupart des sites démontrent leur maîtrise

de l'expertise QHSE à leurs clients par la certification IFS/ BRC ou ISO 22 000.

Au contact direct des consommateurs, les enseignes de TERACTION, en tant que distributeurs spécialisés, prennent en compte les préoccupations de leurs clients par le biais d'un dispositif complet de recueil des avis des clients et de la mesure de leur satisfaction post-achat, dans les magasins ou en ligne. Les avis recueillis sont transmis aux équipes de vente et du siège. TERACTION dispose également d'un SAV dédié pour ses marques propres.

5.3.3.3 Politiques et objectifs

Les exigences de protection de la santé et de la sécurité des consommateurs et utilisateurs finaux sont formalisées dans le Code de conduite, auxquels tous les collaborateurs doivent adhérer. Par la nature de ses activités, le Groupe se doit d'informer objectivement les consommateurs et les utilisateurs en termes de qualité, de conformité et de

sécurité et de risques d'utilisation des produits fabriqués, mis en marché et commercialisés.

Le Groupe formalise par ailleurs ses engagements à travers des programmes de certification reconnus dans les activités agroalimentaires, et par ses pratiques au quotidien.

5.3.3.4 Leviers d'action

Levier d'action #1 – Garantir la sécurité sanitaire des produits destinés à l'agroalimentaire

Garantir la qualité et la sécurité alimentaire des produits constitue une priorité incontournable pour l'ensemble des activités du Groupe. InVivo ambitionne de bâtir une culture de sécurité alimentaire forte et performante, ancrée dans toutes ses opérations. Cette démarche repose sur la prévention et l'analyse des risques, l'engagement individuel de chaque collaborateur et une dynamique d'amélioration continue. Elle se traduit notamment par la mise en œuvre d'actions concrètes, par exemple :

- la certification CSA (Charte Sécurité Alimentaire) et GTP (Good Trading Practices) de l'ensemble des silos de Soufflet Agriculture France pour garantir la qualité sanitaire et la traçabilité des matières premières et de leurs coproduits. La certification CSA atteste de la maîtrise de la sécurité sanitaire et de la traçabilité des céréales dès la collecte, la certification GTP encadre les bonnes pratiques de négoce, de stockage et de transport ;
- la certification FCA (Feed Chain Alliance) de Soufflet Agriculture pour son activité de granulation à Nogent sur Seine garantit la sécurité alimentaire des aliments pour animaux. Ce référentiel, reconnu au niveau européen, encadre la qualité et la sécurité dans la chaîne de production et de distribution des aliments pour animaux. Elle vise à prévenir les risques de contamination (médicaments, métaux lourds, mycotoxines, OGM...) et à assurer une traçabilité complète dans la filière ;
- Soufflet Malt répond aux attentes de ses clients en alimentation animale en certifiant ses sites de production GMP+ (Good Manufacturing Practice) est un référentiel international dédié à la sécurité des aliments pour animaux. Il s'agit d'un système complet de management de la sécurité des aliments pour animaux, qui intègre des exigences HACCP, de traçabilité et de gestion des risques ;
- les certifications IFS, BRC et FSSC 22000, référentiels reconnus pour garantir une gestion optimale de la qualité et la sécurité des acteurs agroalimentaires ;
- les audits Hygiène Propreté Sécurité, portés par le service d'audits interne du Groupe, qui fixe notation et plans d'action de chaque site audité ;
- Soufflet Malt a mis en place depuis longtemps une démarche robuste fondée sur les fondamentaux de l'HACCP et utilisent un organisme tiers pour valider annuellement la bonne application de ces principes sur des sites industriels, leurs silos, et plus largement dans toute la supply chain ;

- Soufflet Négoce by InVivo est certifié EFISC-GTP (European Feed and Food Ingredient Safety Certification – Good Trading Practice) est une norme privée européenne destinée à garantir la sécurité des ingrédients destinés à l'alimentation animale et humaine, depuis la collecte jusqu'à la fabrication industrielle. Un audit annuel effectué par un organisme tiers atteste de la bonne application de ce schéma de certification.

Levier d'action #2 – Assurer la traçabilité des produits et services

Dans les secteurs agricoles et agroalimentaires, la traçabilité est une exigence réglementaire essentielle pour garantir la sécurité des aliments, la transparence de la chaîne d'approvisionnement et la possibilité de retrait rapide en cas de problème.

Au-delà de la conformité aux exigences réglementaires des pays dans lesquels InVivo opère, et aux cahiers des charges susmentionnés (FSCC 22000, IFS, BRC notamment), le Groupe s'appuie sur des certifications et dispositifs de reconnaissance douanière et sécuritaire, comme le statut d'Opérateur Économique Agréé (OEA) obtenue par Phyteurop Industry⁽⁶⁹⁾ en été 2024, garantissant la fiabilité et la sûreté de ses échanges internationaux. Dans le cadre de sa démarche de sécurisation des filières agricoles et de protection de ses clients, Phyteurop Industry a développé une solution de traçabilité pour garantir la conformité réglementaire des produits phytopharmaceutiques. Grâce à cette technologie, chaque étape de la production, du contrôle qualité et de la distribution des produits est enregistrée de manière sécurisée et infalsifiable. Cette transparence permet aux metteurs en marché, clients et distributeurs de vérifier l'origine et la conformité des produits et constitue un levier efficace de lutte contre la contrefaçon, un enjeu majeur dans le secteur des produits phytopharmaceutiques. En assurant la fiabilité de l'information et la traçabilité des lots, cette solution contribue à renforcer la sécurité des utilisateurs et la qualité des filières agricoles.

Dans le cadre de sa contribution à la 3^e voie de l'agriculture et à la digitalisation responsable des pratiques agricoles, SMAG développe **SmagBot**, un assistant conversationnel de traçabilité agricole. Conçu pour faciliter la saisie digitale des interventions culturales, SmagBot recueille en langage naturel les informations techniques relatives aux pratiques réalisées sur les parcelles. Actuellement en phase de test, cette solution vise à fluidifier la collecte de données de traçabilité, préalable indispensable à une gestion durable et transparente des exploitations agricoles. Les prochaines étapes incluront l'intégration directe des interventions dans SmagFarmer et l'élargissement des fonctionnalités de l'assistant. SmagBot s'inscrit ainsi comme un levier opérationnel du plan stratégique 2030 by InVivo, au service de la traçabilité et de la valorisation des démarches agroécologiques auprès des filières et des consommateurs.

(69) Filiale d'InVivo Ag°, société de formulation de produits de protection des plantes.

Enfin, largement éprouvée dans le cadre de sa filière d'orge bas carbone, la blockchain est utilisée par :

- Cordier, qui valorise ainsi le travail des vignerons et œnologues ayant œuvré à ses marques et gammes de vins du Languedoc, notamment, la Cuvée Mythique et le Val ;
- Soufflet Malt qui depuis trois ans, offre à ses clients le service Transparency, visant à mettre en valeur l'origine et la traçabilité de ses malts, ainsi que la qualité de ses filières agricoles. Initialement lancé dans le circuit de la grande distribution, chaque bouteille est dotée d'un QR code permettant aux consommateurs de retracer le chemin de leur bière, de l'orge jusqu'à la bouteille. Depuis avril 2025, ces informations sont également accessibles dans le circuit hors domicile, tels que les bars et restaurants, grâce au QR code présent sur le sous-bock situé sous leur verre de bière. Les 300 000 visites enregistrées sur la plateforme digitale témoignent de l'intérêt des utilisateurs pour explorer l'histoire et l'origine de leur bière ;
- l'utilisation de la blockchain dans les produits de consommation (tels que Cordier et Soufflet Malt le propose) offre une transparence totale et accessible à tous. Elle permet de valoriser l'histoire, le savoir-faire et les engagements qui accompagnent chaque produit. Le consommateur peut ainsi, en toute simplicité à travers le scan d'un QR code, vérifier l'origine, le parcours et les spécificités de ce qu'il achète. De cette manière, le travail des agriculteurs et des transformateurs à l'œuvre est valorisé, en retraçant toutes les grandes étapes de l'élaboration du produit ;
- cette technologie favorise aussi des pratiques plus responsables et durables, en mettant en lumière les démarches éthiques et environnementales des producteurs. La blockchain devient ainsi un véritable outil de valorisation et de proximité entre marques et consommateurs, au service d'une consommation plus éclairée et authentique.

Levier d'action #3 – Développer des Offres à Impact Positif pour une alimentation à la fois saine et responsable

Dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus attentifs à l'impact de leur alimentation sur leur santé, leur sécurité et l'environnement, le Groupe s'engage à aller au-delà de la seule exigence de sécurité sanitaire. Il agit pour proposer des produits à valeur ajoutée, qui répondent non seulement aux standards de qualité et de sécurité, mais qui contribuent aussi activement au bien-être et à la santé des consommateurs. De nombreuses filiales développent ainsi des Offres à Impact Positif, combinant amélioration du profil nutritionnel et réduction

de l'empreinte environnementale, afin d'accompagner l'évolution des modes de consommation de manière durable, responsable et accessible à tous :

- Neuhauser et AIT Ingrédients sont pleinement engagés dans la démarche Clean Label, qui est une initiative volontaire mise en œuvre par les industriels de l'agroalimentaire. Cette démarche a pour objectif de proposer des produits alimentaires exempts d'additifs artificiels, de pesticides, de polluants, et de nanoparticules, afin de garantir des produits à la fois plus sains et plus respectueux de l'environnement. Dans ce cadre, Neuhauser poursuit l'optimisation de ses recettes, en procédant notamment à la substitution d'émulsifiants alimentaires, à la réduction du sel et du sucre, ainsi qu'à l'utilisation d'ingrédients responsables tels que l'huile de palme certifiée RSPO, du chocolat certifié Rainforest Alliance (82 %), des œufs 100 % issus de poules au sol ou en plein air, des pommes provenant du Val de Loire et des abricots de Provence. Ainsi, plus de 78 % de sa gamme Melior est désormais Clean Label ;
- le partenariat avec Jean-François Fayolle, Meilleur Ouvrier de France en boulangerie vise à accompagner le développement de l'innovation chez Episens et de la formation chez Moulins Soufflet (voir Chapitre Développer des filières durables à impact positif, Section 5.3.2.4, levier #5), sur le segment de la boulangerie artisanale notamment. Dans ce cadre, Jean-François Fayolle a accompagné les équipes R&D sur l'exercice 2024/2025 dans la création Levia, un concept de 3 solutions de pré-fermentation Clean Label, visant à aider les artisans-boulangers à développer des produits authentiques, respectueux de la tradition ;
- dans la même idée, AIT Ingrédients a développé cette année le concept Nutri +, qui comprend une offre d'aide à la reformulation pour améliorer le profil nutritionnel des produits de boulangerie, et des prémixes aux avantages nutritionnels (préparation à partir de drêche de brasserie, ou de légumineuses, de curcuma et de gingembre) ;
- par ailleurs, Cordier a élargi son offre de vins à faible teneur en alcool – une expertise qu'il déploie depuis 30 ans – avec la gamme **Low Matter What**. Avec une teneur alcoolique de 6 %, ces vins sont également moins caloriques (40 kcal par 100 ml, contre 79 kcal dans un vin plus fort en alcool à 13 %), et répondent à un besoin de consommation plus responsable, notamment auprès des jeunes consommateurs ;
- du côté de TERACTION, pour les boulangeries Louise, le choix des matières premières entrant dans la composition des gammes intègre depuis 2024 un objectif d'amélioration des recettes sur le plan qualitatif, nutritionnel et environnemental.

5.4 Respecter nos valeurs et nos principes éthiques

Ce chapitre aborde les thèmes relatifs à la conduite des affaires identifiés comme matériels par l'analyse de double matérialité. Il traite notamment de :

- l'éthique des affaires et de la conformité, notamment la lutte contre la corruption ;
- les achats responsables, y incluant le respect des droits humains dans les chaînes de valeur ;
- la continuité des systèmes d'information et la protection des données personnelles (enjeu spécifique).

5.4.1 La conduite des affaires

5.4.1.1 Contexte et enjeux

Le respect des réglementations et des principes d'éthique des affaires constitue un enjeu clé pour la continuité des activités et la solidité d'InVivo, l'entreprise veille à prévenir les risques de non-conformité, de corruption et de pratiques non éthiques susceptibles d'engendrer

sanctions, litiges ou pertes de financements. Le Groupe déploie des dispositifs de prévention et de contrôle pour sécuriser ses opérations, limiter les risques juridiques et financiers et maintenir la confiance de ses partenaires institutionnels et financiers.

5.4.1.2 Gouvernance de la conduite des affaires

Porté au plus haut niveau par le Conseil d'administration et son Comité d'éthique et de gouvernance, le respect des règles éthiques est un des fondements de la responsabilité sociétale du groupe InVivo. Le Groupe met en œuvre une organisation dédiée, dont l'objectif est de définir des règles et politiques alignées avec les réglementations en vigueur, les grands principes universels et les textes de référence internationaux, et de s'assurer de leur application.

La Direction *Audit interne, risques et compliance*, définit et assure la diffusion ainsi que la promotion de politiques dédiées à la prévention de comportements et situations non éthiques en lien avec la corruption, les sanctions internationales les conflits d'intérêts et les pratiques anticoncurrentielles.

La Direction *Audit interne, risques et compliance*, a coordonné les groupes de travail rassemblant les différents métiers et fonctions supports qui ont conduit à la rédaction du Code de conduite et de la Politique Compliance, remis à jour en 2024.

La revue et la validation du dispositif relèvent de la responsabilité du Comité exécutif du Groupe.

Les membres du Conseil d'administration suivent à leur entrée en fonction le parcours de formation délivré par l'IFA (Institut de français des administrateurs), qui comprend un important volet de sensibilisation à la gouvernance, à l'éthique et à la RSE.

5.4.1.3 Cartographie des risques éthiques et de corruption

La cartographie des risques Groupe inclut des thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance.

La Direction Audit interne, risques et compliance établit une cartographie des risques associés aux enjeux compliance ; à ce titre, elle couvre les risques de corruption et de comportements non éthiques. Cette cartographie,

qui tient compte des activités opérées par le Groupe et de ses implantations géographiques, est mise à jour régulièrement. Des plans d'action sont définis avec les parties prenantes internes, afin d'atténuer les expositions résiduelles ou nouvelles.

Le contrôle des pratiques, au sein du Groupe, comprend :

- des procédures de contrôle comptable de niveau 1 et 2 pour prévenir les risques de corruption ;
- des audits internes assurés par la Direction de l'Audit interne conformément à un plan d'audit pluriannuel ;

- le contrôle permanent de l'application des règles et dispositifs associés à la loi Sapin II ;
- un régime disciplinaire intégré au règlement intérieur, depuis 2018.

Un dispositif mis en place conformément aux préconisations de l'Agence Française Anticorruption permet une évaluation assidue des relations d'affaires de premier rang.

5.4.1.4 Politiques en matière de conduite des affaires, culture d'entreprise

Le Groupe InVivo a formalisé 6 politiques compliance sous la supervision de la Direction générale du Groupe et applicables à l'ensemble de ses activités et filiales :

- prévention de la corruption ;
- prévention sanctions et embargos ;
- protection de la libre concurrence ;
- liens d'intérêt, transparence et vigilance ;

- dispositif d'alerte interne ;
- évaluation de nouveaux tiers.

Ces politiques traduisent la culture d'une tolérance zéro à tout manquement en matière d'éthique. Elles fixent le cadre des comportements à adopter dans chacune des situations potentiellement vécues par les salariés du Groupe.

5.4.1.5 Dispositif éthique et de lutte contre la corruption

Code de conduite

Les politiques du Groupe ont été élaborées dans le prolongement des engagements posés par le Code de conduite, qui a été mis à jour en 2024 et diffusé de manière élargie (voir ci-dessous). Celui-ci comprend des exemples d'application issus de situations concrètes auxquelles les équipes pourraient être confrontées ; afin d'assurer sa bonne compréhension. Signé par Thierry Blandinières, le Code de conduite s'adresse à l'ensemble des collaborateurs, il est traduit pour cela en plusieurs langues.

Sensibilisation et formation à la conduite des affaires

De pair avec la mise à jour du Code de conduite, une campagne de sensibilisation a été menée sur les effectifs en France en 2024 auprès des populations connectées. Une vidéo de sensibilisation, dont le visionnage est obligatoire pour tout collaborateur disposant d'une adresse e-mail, présente les grands principes du Code de conduite. Le taux de visionnage est suivi assidûment par les managers, il constitue un indicateur clé de mesure de la correcte diffusion des prescriptions de la Direction en matière d'éthique et de bonne conduite.

La vidéo a vocation à être accessible au plus grand nombre. À ce titre, bien qu'elle soit déjà disponible en français et en anglais, elle est en cours de traduction, afin de couvrir les 13 langues parlées au sein des filiales du Groupe.

68,2 %

**Part des collaborateurs connectés⁽¹⁾
sensibilisés au Code de conduite**

(1) Périmètre : France.

Dispositif d'alerte

Le dispositif d'alerte Groupe a été initié en 2018, conformément aux dispositions de la loi Sapin II, et mis à jour en 2024 afin de renforcer la protection des lanceurs d'alerte concomitamment à la promulgation de la loi Wasserman. Il permet aux collaborateurs et aux parties prenantes externes de signaler tout comportement contrevenant aux lois et réglementations applicables et aux engagements pris par le Groupe.

Les modalités de recours au dispositif de signalement ainsi que les mesures de préservation du caractère confidentiel des alertes et de l'anonymat des lanceurs d'alerte sont détaillées au sein d'une politique « Dispositif d'alerte interne », mise à jour en 2024, relayée au sein du Code de conduite et mise à la disposition des collaborateurs code via un espace intranet.

Ce document précise, entre autres :

- les canaux internes de signalement :
 - oralement, par courrier ou messagerie électronique auprès des personnels habilités, Compliance

Officier du métier, Direction *Audit interne, risques et compliance*, ou Direction des Ressources humaines du métier ou du Groupe. Il s'agit de Directions disposant, par leur positionnement et leur statut, de la compétence, de l'autorité et des moyens suffisants pour agir en toute indépendance, et librement,

- sur la plateforme sécurisée InVivo.signalement.net, disponible en plusieurs langues, externalisée chez un tiers certifié ISO 27001. La plateforme renvoie aux interlocuteurs qui, au sein du Groupe, sont habilités à recevoir et à assurer le traitement de l'alerte ;
- l'interdiction de mesures de représailles, de menaces ou de tentatives de recourir à ces mesures ;
- les modalités de traitement du signalement, y compris les délais, les personnes diligentes en interne ou en externe, les obligations d'impartialité, les modes de restitution au lanceur d'alerte.

0

Nombre de plaintes reçues par le système d'alerte invivo.signalement.net

Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin

La dimension internationale du Groupe et la diversité de ses métiers impose une mise à jour régulière du dispositif de prévention des situations de corruption. Les modalités pratiques du dispositif sont détaillées au sein de la Politique compliance – Prévention de la corruption actualisée en 2024, signée par Thierry Blandinières et diffusée auprès des collaborateurs. Des sessions de formation organisées régulièrement permettent de sensibiliser les populations exposées.

Les populations potentiellement exposées au risque de corruption sont essentiellement les fonctions Commerce, Achats/approvisionnement, Affaires publiques, Financements, Juridique et fiscalité, Fusions-acquisitions, Conduite de projet (chefs de projet en charge des choix de prestataires), Établissement des états financiers. Les représentants du

personnel en charge d'œuvre sociales sont également concernés. La Direction *Audit interne, risques et compliance*, organise des sessions de formation et de sensibilisation sur l'ensemble de ces thématiques, en présentiel ou à distance, à destination des collaborateurs. L'objectif est de leur permettre de renforcer leurs connaissances et de disposer des outils nécessaires à la correcte mise en œuvre de cette politique.

En matière de corruption, la prévention est également assise sur le dispositif d'évaluation des tiers structuré au sein d'une politique dédiée ; d'ailleurs, la Procédure compliance – Évaluation de nouveaux tiers a été actualisée en 2024, afin de tenir compte des évolutions des pratiques en matière d'éthique des affaires.

Le dispositif d'alerte est conçu, entre autres, pour faciliter signalements en matière de corruption. L'ensemble des managers est également formé au traitement de ces alertes.

5.4.2 Les achats responsables et le respect des droits humains dans les chaînes de valeur

5.4.2.1 Contexte et enjeux

La solidité des chaînes de valeur repose sur des relations de confiance avec les fournisseurs et sous-traitants, ainsi qu'une attention constante portée à leurs pratiques. InVivo agit pour sécuriser ses approvisionnements tout

en contribuant à l'amélioration des conditions de travail, au respect des droits humains et à la réduction des impacts environnementaux dans sa chaîne d'approvisionnement.

5.4.2.2 Politique d'achats responsables

La démarche d'achats responsables du Groupe s'intéresse aux principes éthiques, environnementaux, sociétaux et économiques de ses fournisseurs et prestataires. La Direction des Achats Groupe et la Direction RSE ont élaboré une politique d'achats responsables en 2023, applicable à l'ensemble des métiers selon leurs spécificités. Cette démarche vise à mobiliser les fournisseurs autour des enjeux et ambitions du Groupe, afin de co-construire des solutions permettant d'accroître l'impact positif des biens et services achetés.

En ce sens, la politique d'achats responsables contribue à la politique RSE du Groupe, qui vise à transformer le modèle agro-alimentaire français.

L'ensemble des activités du groupe InVivo s'impose les mêmes obligations et attitudes responsables dans ses achats et veille à ce que les conditions contractuelles soient négociées de manière équitable avec ses fournisseurs, qu'elles soient basées notamment sur le respect des droits et devoirs respectifs en particulier en termes d'éthique, de conditions de paiement et d'équilibre des clauses contractuelles, et qu'elles prennent en compte les coûts globaux sur l'ensemble du cycle de vie des produits et services, ainsi que la responsabilité territoriale de l'organisation du fournisseur.

5.4.2.3 Prise en compte de critères RSE dans les pratiques d'achats

Le Groupe encourage ses fournisseurs à adopter des pratiques responsables en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), notamment à travers la signature de la Charte RSE fournisseurs, intégrée aux contrats, qui formalise cet engagement. Le taux de fournisseurs signataires permet de suivre le déploiement de la démarche dans les métiers.

Des plans de formation pour leurs acheteurs ont été menées, et en 2022, l'ensemble des équipes des Achats Groupe, de Moulins Soufflet, de Neuhauser et d'Ingrédients a été formé aux achats responsables. En 2024, cette sensibilisation s'est poursuivie avec la sensibilisation de l'équipe des Achats Groupe au Scope 3 du bilan carbone, ainsi que leur participation à l'atelier Fresque du climat.

Dans le cadre de la préparation à la future réglementation européenne visant à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE), TERACTION réalise une évaluation du risque de déforestation pour ses produits importés. Cette démarche concernera une centaine de produits saisonniers fabriqués en Chine, incluant notamment du mobilier, des articles de décoration, des

articles pour animaux. La collecte des informations sur l'origine des matières premières auprès des fournisseurs permettra d'atteindre progressivement 100 % du périmètre soumis à l'exigence réglementaire.

49 % des fournisseurs des métiers Soufflet Malt (sur périmètre France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Cordier, et la Direction des Achats Groupe sur leurs catégories prioritaires sont signataires de la charte à fin juin 2025.

Le Groupe pilote également le taux de dépenses couvertes par l'évaluation RSE par rapport au chiffre d'affaires global du périmètre. En fin d'exercice, celui-ci s'élève à 36,3 %.

Par ailleurs, le Groupe met en place progressivement l'évaluation RSE de ses fournisseurs. Celle-ci peut être assurée par EcoVadis ou un des outils reconnus selon les métiers, tels que le label PME+ en France, ou SEDEX et BSCI pour l'évaluation sociale des fournisseurs sensibles hors Union Européenne. Ainsi, 17,7 % des fournisseurs avec lesquels le Groupe réalise une dépense d'achat de plus de 150 000 euros ont fait l'objet d'une évaluation RSE sur l'exercice.

17,7 %
Part des fournisseurs⁽¹⁾
ayant fait l'objet
d'une évaluation RSE
(15 % en 2023/2024)

36,3 %
Part des achats⁽¹⁾
couverts par une
évaluation RSE
(34 % en 2023/2024)

49 %
Part des fournisseurs
des catégories
prioritaires⁽²⁾ ayant
signé la charte RSE
fournisseurs
(23 % en 2023/2024)

(1) Fournisseurs avec lesquels le Groupe réalise un volume d'achat supérieur à 150 000 € sur l'année (Direction Achats Groupe,, Soufflet Malt (France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Cordier, Soufflet Agriculture).

(2) Périmètre : Direction Achats Groupe, Soufflet Malt (France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Cordier. Les catégories prioritaires sont celles représentant le plus gros montant d'achat dans ces métiers.

5.4.3 La continuité des systèmes d'information et la protection des données personnelles

5.4.3.1 Contexte et enjeux

Dans un environnement numérique en constante évolution, la protection des données personnelles et la sécurité des systèmes d'information sont des enjeux essentiels pour la continuité des activités et la confiance des parties prenantes. Conscient des risques liés aux cyberattaques et à la divulgation de données sensibles, InVivo s'engage

à mettre en place des dispositifs de prévention, de protection et de gestion des incidents adaptés. Cet engagement vise à préserver la confidentialité des informations, les droits des personnes concernées et la résilience de ses activités.

5.4.3.2 Politique Cybersécurité

Conscient des enjeux liés aux cybermenaces, InVivo a mis en place une politique de cybersécurité ambitieuse visant à prévenir, détecter et répondre de manière proactive aux incidents de sécurité informatique. Cette politique repose sur un cadre normatif rigoureux, inspiré de divers référentiels (NIST, ISO...) et intégrant les meilleures pratiques cybersécurité. Elle couvre l'ensemble des domaines relatifs à la sécurité des systèmes d'information. Plusieurs autres politiques majeures ont également été rédigées et partagées afin de pouvoir définir et cadrer les attendus en termes de cybersécurité.

Ce dispositif est piloté par la Direction des Systèmes d'information Groupe, qui rapporte mensuellement à la Direction générale et est répercuté sur l'ensemble des filiales et métiers du groupe InVivo. Un Comité mensuel de Pilotage Cybersécurité comprend un représentant du Comité exécutif.

Par ailleurs, InVivo investit régulièrement dans des outils de détection et de surveillance, des formations pour ses collaborateurs ainsi que dans des audits de sécurité afin de minimiser les risques de cyberattaques et de protéger l'intégrité des données. L'engagement d'InVivo en matière de cybersécurité reflète notre volonté de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations tout en respectant les obligations légales et réglementaires en vigueur.

5.4.3.3 Actions de prévention en cybersécurité

Dans un contexte de digitalisation croissante de ses activités, InVivo a renforcé ses actions de prévention en matière de cybersécurité afin de garantir la protection des données sensibles, la continuité des opérations et la confiance des parties prenantes.

Une formation obligatoire à la sécurité numérique (Passeport Cybersécurité InVivo) abordant à la fois les bonnes pratiques et les principaux risques cyber a été créé par l'équipe cybersécurité InVivo.

Le facteur humain étant la principale source de risques cybersécurité, InVivo a décidé de déployer des campagnes bimensuelles de simulations d'hameçonnage (phishing) auprès de l'ensemble des collaborateurs qui visent à tester la bonne intégration des bonnes pratiques cybersécurité par les collaborateurs. En cas d'échec aux « tests » de phishing, les collaborateurs concernés se voient automatiquement inscrits à une formation obligatoire axée sur le phishing afin de réduire le risque pour le Groupe.

Des webinaires et diverses interventions sont également régulièrement organisés (durant le mois de la cybersécurité, etc.).

5.4.3.4 Politique de protection des données

En application du RGPD, le dispositif de protection des données et son suivi sont coordonnés et mis en œuvre par la Déléguée à la Protection des données personnelles (DPO) et un réseau d'interlocuteurs dans les métiers. Les notices d'informations relatives à la protection des données sont mises à disposition des personnes concernées via les sites Internet des filiales ou par tout

support adéquat permettant l'information transparente et accessible des modalités de traitements de leurs données personnelles ; des guides internes sont par ailleurs diffusés ponctuellement au sein du Groupe, sur des thématiques telles que le marketing, la durée de conservation des données, les failles de sécurité, la gestion des droits des personnes, etc.

5.4.3.5 Actions de prévention en protection des données

Le dispositif comprend :

- des politiques de confidentialité ainsi que des guides diffusés dans l'ensemble du Groupe ;
- des registres des activités de traitements de données à caractère personnel ;
- un programme de sensibilisation renforcé régulièrement : la page intranet dédiée au RGPD dispose actuellement d'une vidéo de sensibilisation ;
- un programme de contrôle et d'audit couvrant l'ensemble des filiales et piloté par la Direction Audit interne, risques et compliance ;
- une veille régulière sur les enjeux et évolutions en matière de protection des données personnelles.

6. Annexes et notes méthodologiques

6.1	Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU	108
6.2	Note méthodologique	111
6.3	Périmètre et spécificités méthodologiques des indicateurs	112
6.4	Synthèse des indicateurs de <i>reporting</i> extra-financier. . .	125
6.5	Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant (OTI)	129













6.1 Contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU

En tant qu'adhérent au Pacte Mondial de l'ONU, InVivo porte une attention particulière à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030. Les politiques du groupe sont analysées à la lumière de leur contribution à la réalisation des ODD.

ODD




Section de la DPEF

	1.2	D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.	5.3.2
	1.5	D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental et leur vulnérabilité.	
	2.1	D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.	5.3.1 5.3.3
	2.3	D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles.	5.3.2 5.3.3
	2.4	D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.	
	3.9	D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol.	5.1.4 5.1.1.7
	4.b	D'ici à 2020, augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement.	5.3.2 5.2.8 5.2.9
	6.3	D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau.	5.1.2 5.1.4

ODD		Section de la DPEF
	8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.	5.3.1 5.3.2
	8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durable, les pays développés montrant l'exemple en la matière.	5.1.3 5.2.8 5.2.9 5.2.9
	8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.	
	8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.	
	8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.	
	9.4 D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens.	5.1
	10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.	5.2.9
	12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles.	5.1.3 5.1.3
	12.3 D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte.	5.1.3 5.1.4 5.1.3
	12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement.	5.3.1
	12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.	
	12.8 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.	
	13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.	5.1.1 5.1.1
	13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.	5.1.1
	13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide.	

ODD

Section
de la DPEF

	15.1	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.	5.1.4 5.1.5 5.1.5
	15.3	D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres.	5.1.4 5.1.5
	15.5	Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.	
	15.8	D'ici à 2020, prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, atténuer sensiblement les effets que ces espèces ont sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires.	
	16.5	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.	5.4
	16.6	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.	1.1 1.1
	16.7	Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.	5.3.3
	16.10	Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.	5.3.3.2
	17.16	Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable.	5.3.1 5.3.2

6.2 Note méthodologique

La démarche de *reporting* extra-financier du groupe InVivo vise à répondre aux obligations prévues aux articles R. 225-105, R. 225-105-1 et L. 225-102-1 du Code de commerce français.

1. Période et fréquence de *reporting*

Les données collectées couvrent la période du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025 en ce qui concerne l'exercice 2024/2025. La remontée de ces données est prévue à une fréquence annuelle.

2. Périmètre

Le périmètre de *reporting* extra-financier a pour objectif d'être représentatif des activités du groupe InVivo. Il est défini selon les règles suivantes :

- seules les sociétés consolidées dans les états financiers selon la méthode de l'intégration globale sont incluses dans le périmètre de *reporting* extra-financier ;
- pour les activités de distribution, seuls les magasins intégrés sont inclus dans le périmètre de *reporting* extra-financier, à l'exclusion des magasins franchisés ;
- les entités intégrées ou créées au cours de l'année N seront incluses au *reporting* de l'année N+1, afin d'adopter une démarche progressive ;
- les entités cédées au cours de l'année N sont exclues du périmètre de *reporting* de l'année N à la date de perte de contrôle ou d'influence notable. Ainsi cette année, les données de Bioline Agrosociences, entité cédée le 27 février 2025, ne sont plus intégrées depuis le mois de mars 2025. Enfin, AIT ayant été cédé le 26 juin 2025, sortira du périmètre de *reporting* l'année suivante (1^{er} juillet 2025 – 30 juin 2026).

La mise à jour du périmètre pour le *reporting* de l'année N s'effectue au 1^{er} juillet de l'année N par la Direction du groupe InVivo.

Le périmètre de *reporting* extra-financier pour l'exercice comptable 2024/2025 est constitué des activités de l'Union InVivo (à l'exception du Pôle Partenaires Agrofourniture), et d'InVivo Group et de ses filiales. En 2024/2025, le périmètre de *reporting* couvre 100 % du chiffre d'affaires et 100 % des effectifs du groupe InVivo.

Les spécificités liées à la restriction de périmètre concernant certains indicateurs sont précisées dans la Section « 6.3. Périmètre et spécificités méthodologiques des indicateurs ».

3. Choix des politiques, résultats des politiques et indicateurs de performance extra-financiers

Le choix des politiques, résultats des politiques et indicateurs de performance extra-financiers présentés dans la Déclaration de Performance Extra-Financière vise à répondre aux principaux risques liés à l'activité du Groupe en matière sociale, environnementale et sociétale.

En raison de sa nature d'activité, InVivo n'est pas directement impliqué dans les enjeux liés aux actions visant à promouvoir le lien Nation-armée et à soutenir l'engagement dans les réserves.

4. Consolidation et contrôle interne


Les données sont collectées auprès de chaque entité contributrice contenue dans le périmètre de *reporting* extra-financier à partir des sources suivantes : extractions de systèmes d'informations internes ou externes, fichiers de suivi sous Excel, factures, etc. Toutes les données quantitatives sont visées par les contrôleurs de gestion de chaque métier sur sollicitation des Directions RSE des métiers. Les informations qualitatives sont collectées par interviews des experts métiers et au travers des communiqués de presse disponibles. Les contenus rédigés sont soumis à validation des experts métier et expert groupe. La Direction RSE du groupe InVivo centralise l'ensemble et construit le rapport final. Plusieurs relectures successives sont partagées avec l'ensemble des contributeurs. La relecture finale est soumise à un membre du COMEX et à la Direction de la Communication du Groupe.

5. Contrôles externes

En application des dispositions de l'article R. 225-105-2 du Code de commerce, le groupe InVivo a désigné à partir de l'exercice 2018/2019 Bureau Veritas en tant qu'Organisme Tiers Indépendant appelé à vérifier la Déclaration de Performance Extra-Financière. L'avis motivé sur la conformité de la Déclaration de Performance Extra-Financière, ainsi que sur la sincérité des informations fournies est présenté en p. 129.

6.3 Périmètre et spécificités méthodologiques des indicateurs

Tableau de synthèse des périmètres par indicateur et règles méthodologiques spécifiques :

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Environnement 		
Émissions de GES Scopes 1 et 2 (location based)	<p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>Episens : 100 % du périmètre</p> <p>InVivo Ag° :</p> <ul style="list-style-type: none"> LS production, Semences de France, Phyteurop, Aegilops, DTI Semences, CCAB, Agrosiences (France, Kenya, Royaume-Uni, États-Unis) jusqu'à fin février Union : Fertiline, Logistique et Stockage Exclusions : Bioline corporate, SMAG, LEA, Be Api, Agrosolutions, Agrinovex, Bioline Latam, Shanghai In-Ou (HVH), Finindustria, Life Scientific France + filiales internationales, Médol, Tradisco, Novasem, Protelis <p>TERACT : Périmètre France (hors international) et hors enseigne Grand Marché La Marnière, hors franchisés et affiliés</p> <p>Cordier :</p> <p>100 % du périmètre France (hors international)</p> <p>Sudvin :</p> <p>100 % du périmètre (inclus dans les données Cordier)</p> <p>Soufflet Agriculture :</p> <p>100 % du périmètre (dont IS SEEDS)</p> <p>Soufflet Vigne :</p> <p>100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo :</p> <p>Socomac inclus – Hors Prolac et hors bureaux</p> <p>Corporate :</p> <p>100 % du périmètre hors Bezanne, Grande Armée, Le Bourget, Nanterre, Quai des granges, Rambouillet, St Jean de Bonnefonds</p>	<p>Les Facteurs d'émission utilisés pour le calcul des Émissions de GES Scopes 1 et 2 sont issus de la base carbone ADEME, de la base de données IEA, et d'autres pour quelques mix énergétiques fédéraux des USA et du Canada. Ils sont validés et révisés chaque année par notre bureau d'étude partenaire, ECO-ACT.</p> <p>Des données extrapolées ont pu être utilisées. Elles figurent dans le tableau suivant.</p>

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Émissions de GES Scope 3	<p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>Episens : 100 % du périmètre</p> <p>InVivo Ag° : 100 % du périmètre</p> <p>TERACT : 100 % du périmètre</p> <p>Cordier : 100 % du périmètre France (hors international)</p> <p>Sudvin : 100 % du périmètre (inclus dans les données Cordier)</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre (dont IS SEEDS)</p> <p>Soufflet Vigne : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo : 100 % du périmètre</p> <p>Corporate : 100 % du périmètre</p>	<p>Les émissions Scope 3 sont calculées par EcoAct. Ces différents calculs sont faits selon la méthodologie du GHG Protocol.</p> <p>Le Scope 3 est basé sur empreinte détaillée de Soufflet Malt et TERACT complétée d'une extrapolation d'empreinte pour le reste des métiers.</p> <p>En effet, dans le but de simplifier le calcul de l'empreinte 23/24, il a été décidé de repartir des résultats de l'empreinte 22/23 et de les extrapoler à partir de la variation d'activité entre les deux années. Pour la majorité des entités, cette extrapolation est faite à partir de la variation d'activité (volumes d'activité ou m² de vente). À l'échelle de chaque entité, les variations d'activité entre 23/24 et 22/23 sont appliquées aux émissions associées.</p>

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Consommation d'eau en valeur absolue Consommation d'eau dans les zones de stress hydrique	<p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>Episens : 100 % du périmètre</p> <p>InVivo Ag° :</p> <ul style="list-style-type: none"> LS production, Semences de France, Phyteurop, Aegilops, DTI Semences, CCAB, Agrosiences (France, Kenya, Royaume-Uni, États-Unis) jusqu'à fin février Union : Fertiline, Logistique et Stockage Exclusions : Bioline corporate, SMAG, LEA, Be Api, Agrosolutions, Agrinovex, Bioline Latam, Shanghai In-Ou (HVVH), Finindustria, Life Scientific France + filiales internationales, Médol, Tradisco, Novasem, Protelis <p>TERACT : Périmètre France – Hors international, hors enseigne Grand Marché La Marnière, hors franchisés et affiliés</p> <p>Cordier : Périmètre France (hors international)</p> <p>Sudvin : 100 % du périmètre (inclus dans les données Cordier)</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre (dont IS SEEDS)</p> <p>Soufflet Vigne : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo : Socomac inclus – Hors Prolac et hors bureaux</p> <p>Corporate : Bureaux de Nogent Sarraill et Nogent Moulin (hors bureaux en location)</p>	<p>La consommation d'eau en valeur absolue correspond à la quantité d'eau prélevée (facture et/ou relevé compteur) en valeur absolue.</p> <p>La consommation d'eau dans les zones de stress hydrique est issue de la cartographie des risques inondation et sécheresse suivant l'indicateur water stress présenté sur le site aqueduct water risk atlas. Les sites faisant partie du périmètre sont ceux définis comme ayant d'un niveau de risque élevé et très élevé.</p>

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Quantité totale de déchets produits	Soufflet Malt : 100 % du périmètre	Part de déchets valorisés : Part de déchets qui est réutilisée, recyclée ou valorisés énergétiquement, plutôt que mis en décharge ou incinérés sans récupération d'énergie.
Part des déchets valorisés	Episens : 100 % du périmètre InVivo Ag° : <ul style="list-style-type: none"> LS production, Semences de France, Phyteurop, Aegilops, DTI Semences, CCAB, Agrosiences (France, Kenya, Royaume-Uni, États-Unis) jusqu'à fin février Union : Fertiline, Logistique et Stockage Exclusions : Bioline corporate, SMAG, LEA, Be Api, Agrosolutions, Agrinovex, Bioline Latam, Shanghai In-Ou (HVVH), Finindustria, Life Scientific France + filiales internationales, Médol, Tradisco, Novasem, Protelis TERACT : Périmètre France – Hors international et hors enseigne Grand Marché La Marnière, hors franchisés et affiliés Cordier : Périmètre France (hors international) Sudvin : 100 % du périmètre (inclus dans les données Cordier) Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre (dont IS SEEDS) Soufflet Vigne : 100 % du périmètre Soufflet Négoce by InVivo : Socomac inclus – Hors Prolac et hors bureaux Corporate : Bureaux de Nogent Sarraill et Nogent Moulin (hors bureaux en location).	 Valorisation : Toute opération qui permet d'utiliser des déchets à des fins utiles en remplaçant d'autres matériaux qui auraient été nécessaires pour un usage spécifique. La valorisation est distinguée en deux processus de valorisation, comprenant la valorisation matière et la valorisation énergétique, ci-dessous. Valorisation énergétique : La valorisation énergétique s'applique aux déchets qui ne peuvent pas être valorisés sous forme de matière. Elle vise à récupérer et exploiter l'énergie issue de ces déchets par divers procédés, tels que la combustion (incinération) ou la méthanisation. L'énergie produite est ensuite valorisée sous forme de chaleur, d'électricité ou de gaz. Valorisation matière : La valorisation matière regroupe les opérations visant à récupérer les matériaux issus des déchets, notamment par le recyclage, le remblaiement ou la production de combustibles solides. Elle exclut toute forme de valorisation énergétique.

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Quantité de co-produits valorisés	<p>Métiers concernés par la génération de co-produits dans les process :</p> <p>Soufflet Malt : 100 % des malteries</p> <p>Moulins Soufflet : 100 % des meuneries</p> <p>Neuhauser : 100 % des sites industriels</p> <p>Ingrédients : 100 % des sites industriels</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % des silos</p> <p>InVivo Ag° :</p> <ul style="list-style-type: none"> Union : 100 % Logistique et Stockage 100 % Semences de France 	<p>Les co-produits sont des substances ou des objets issus d'un processus de production dont le but premier n'est pas de produire ladite substance ou ledit objet. À savoir que cette substance ou cet objet est considéré(e) non pas comme un déchet, mais comme un co-produit si toutes les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine ; la substance ou l'objet peut être utilisé(e) directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes ; la substance ou l'objet est produit(e) en faisant partie intégrante d'un processus de production ; l'utilisation ultérieure est légale, c'est-à-dire que la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions pertinentes relatives au produit, à l'environnement et à la protection de la santé prévues pour l'utilisation spécifique et n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine.
Nombre de projets concernés par une amélioration de la biodiversité	100 % du périmètre	Nombre de projets concernés par une amélioration de la biodiversité. Sont comptabilisés : Eco-pâturage, gestion différenciée, tailles de haies, curage des bassins de décantation...

Personnel de l'entreprise



Taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt	<p>Corporate : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>Taux de gravité des accidents de travail</p> <p>Episens : 100 % du périmètre</p> <p>InVivo Ag° : France et international, dont IS SEEDS</p> <p>Cordier : 100 % du périmètre dont Sudvin : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Vigne : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo : 100 % du périmètre France</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre</p> <p>TERACT : 100 % des enseignes intégrées</p>
--	---

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Taux de rotation des salariés	<p>Groupe restreint aux effectifs en France et présents dans le SIRH.</p> <p>TERACT : hors Jardiland Neuilly, Grand Marché La Marnière, Boulangerie Louise, Food & Tech Restauration</p> <p>InVivo Ag° : hors Life Scientific France</p>	<p>Formule : $((\text{Nb entrées} + \text{nb sorties de la période})/2)/\text{Effectif présent début de période}$ </p> <ul style="list-style-type: none"> Neutralisation des mouvements pour mutation/transferts CDI uniquement
Taux de sortie des salariés	<p>Groupe restreint aux effectifs en France et présents dans le SIRH.</p> <p>TERACT : hors Jardiland Neuilly, Grand Marché La Marnière, Boulangerie Louise, Food & Tech Restauration</p> <p>InVivo Ag° : hors Life Scientific France</p>	<p>Formule : Nombre de sorties sur la période/Effectif présent début de période </p> <p>Nombre de sorties :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre total de salariés qui ont quitté leur emploi volontairement ou en raison d'un licenciement, d'un départ à la retraite ou d'un décès en cours d'emploi Neutralisation des mouvements pour mutation/transferts CDI uniquement
<p>Part de salariés ayant droit à des congés familiaux</p> <p>Part de salariés ayant droit et ayant pris un congé familial</p> <p>Part des collaborateurs ayant un handicap</p>	<p>Groupe restreint aux effectifs en France et présents dans le SIRH.</p> <p>TERACT : hors Jardiland Neuilly, Grand Marché La Marnière, Boulangerie Louise, Food & Tech Restauration</p> <p>InVivo Ag° : hors Life Scientific France</p>	Salariés en CDI uniquement
<p>Part de femmes parmi les effectifs</p> <p>Part des femmes dans l'effectif cadre</p> <p>Part des femmes parmi les dirigeants</p>	<p>Corporate : 100 % du périmètre</p> <p>Episens : 100 % du périmètre hors Ingrédients (AIT + Solyve)</p> <p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>InVivo Ag° : 100 % du périmètre Hors Life Scientific</p> <p>Cordier : 100 % du périmètre dont Sudvin : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Vigne : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre</p> <p>TERACT : 100 % des enseignes intégrées – Hors magasins Jardiland Espagne, Jardi Sourcing</p>	<p>Les nombres représentent les effectifs moyens au 30/06.</p> <p>La cession d'Ingrédients ayant eu lieu le 26/06 les effectifs ne sont pas comptabilisés.</p>

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Part de l'effectif ayant bénéficié d'une formation Nombre d'heure de formation par collaborateur formé	<p>Groupe restreint aux effectifs en France et présents dans le SIRH.</p> <p>Corporate : 100 % du périmètre</p> <p>Episens : 100 % du périmètre hors Ingrédients (AIT + Solyve)</p> <p>Soufflet Malt : 100 % du périmètre</p> <p>Cordier : 100 % du périmètre dont Sudvin : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Vigne : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Négoce by InVivo : 100 % du périmètre</p> <p>Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre</p> <p>TERACT : hors Jardiland Neuilly, Grand Marché La Marnière, Boulangerie Louise, Food & Tech Restauration</p> <p>InVivo Ag° : hors Life Scientific France</p>	<p>Les données concernent l'année civile. Période de <i>reporting</i> de l'indicateur, du 1^{er} janvier au 31 décembre</p> <p>Ensemble des collaborateurs (CDI, CDD, alternants).</p>
Part de salariés ayant bénéficié d'un entretien annuel	<p>Groupe restreint aux effectifs en France et présents dans la campagne dans le SIRH.</p>	<p>Les collaborateurs retenus incluent tous les contrats et non uniquement les CDI.</p>

Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Sociétal		
		
Part du chiffre d'affaires généré par des offres à impact positif Part du chiffre d'affaires généré par des offres à impact positif/CA périmètre éligible	Soufflet Malt : 100 % du périmètre Episens : 100 % du périmètre InVivo Ag° : Semences de France, Agrosiences, SMAG + LEA, Be Api, Agrosolutions, Agrinovex et Union : Logistique et stockage, Fertiline TERACT : Marques Distributeurs et Boulangerie Louise Cordier : Marques Propres Soufflet Agriculture : Soufflet Agriculture France et International (inclus Soufflet Transport) Exclusion : IS Seeds Soufflet Vigne : 100 % du périmètre Soufflet Négoce by InVivo : 100 % du périmètre	<p>La qualification de l'offre à impact positif d'InVivo est décrite par une procédure Groupe approuvée par le COMEX et pour application des différentes filiales. Cette procédure décrit une démarche qui a reçu la validation de KPMG et de Bureau Veritas. Elle distingue trois méthodes distinctes (Enjeux, Piliers, Critères) pour s'adapter avec pertinence aux différentes activités d'InVivo. Le strict respect de ces méthodes est contrôlé par la réalisation périodique d'un audit interne.</p> <p>CA Périmètre éligible = CA total - CA autorisé à être exclu selon la procédure groupe.</p>
Tonnage vendu par Soufflet Agriculture de matières premières agricoles issues de productions durables	Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre	Une matière première durable est définie tel que : Matières premières relevant de cahiers des charges de moyens agroécologiques, et/ou d'obligations de résultats, qui peuvent être soumis à l'audit d'un Organisme Tiers Indépendant, ou faisant l'objet de certifications reconnues.
Tonnes de blé issues de productions durables achetées par Moulins Soufflet	Moulins Soufflet : 100 % du périmètre	
Tonnes d'orge brassicole issues de productions durables achetées par Soufflet Malt	Soufflet Malt : 100 % du périmètre	
Volume de vin acheté issu de production durable	Cordier et Sudvin : 100 % du périmètre	
Nombre de contrats engagés avec des agriculteurs sur des tonnages durables (Soufflet Agriculture)	Soufflet Agriculture : 100 % du périmètre	


Indicateurs	Périmètre de reporting 2024/2025	Spécificités méthodologiques
Nombre estimé d'agriculteurs fournisseurs de tonnages durables	Un indicateur par entité : Episens : 100 % du périmètre Soufflet Malt : 100 % du périmètre	Calcul effectué à partir d'un tonnage moyen de livraison par exploitation agricole.
Nombre de fournisseurs de vin engagés dans une démarche de durabilité	Cordier et SudVin : 100 % du périmètre	
Conduite des affaires		
		
Taux de CA couvert par l'évaluation RSE par rapport au CA global du périmètre	Soufflet Malt (France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Soufflet Agriculture (France, hors agriculteurs), Cordier et Direction Achats Groupe sur leurs catégories prioritaires.	
Taux de fournisseurs (> 150 k€) ayant fait l'objet d'une évaluation RSE	Soufflet Malt (France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Soufflet Agriculture (France, hors agriculteurs), Cordier et Direction Achats Groupe sur leurs catégories prioritaires.	
Part des fournisseurs des catégories prioritaires ayant signé la charte RSE fournisseurs	Soufflet Malt (France), Moulins Soufflet, Neuhauser, Cordier et Direction Achats Groupe sur leurs catégories prioritaires.	
Nombre de plaintes reçues par le système d'alerte invivo. signalement.net	100 % du périmètre	
Part de collaborateurs connectés sensibilisés au Code de conduite	Périmètre France	Collaborateurs connectés : collaborateurs disposant d'une adresse mail professionnelle

Tableau de synthèse des règles d'extrapolation pour les données utilisées aux calculs du Bilan carbone Scope 1 et 2 :

Divisions	Méthode d'extrapolation
Soufflet Malt	<p>Pour les extrapolations des consommations suivies mensuellement : mai et juin 25 = budget prévisionnel mai et juin 25</p> <p>Pour les extrapolations des consommations suivies annuellement :</p> <p>Essence données année N = N-1</p> <p>Pas d'extrapolation pour les fluides frigorigènes</p>
Moulins Soufflet	Consommation du mois de juin = moyenne mensuelle de la consommation facturée de janvier 2025 à mai 2025
Neuhauser	Les sites ont repris la valeur de juin 2024 ou valeur de mai 2025 si évolution d'activité versus juin 2024.
Soufflet Négoce by InVivo	<p>Électricité : Estimation de la consommation au prorata du tonnage chargé*moyenne sur les périodes précédentes</p> <p>Gaz : Pas d'extrapolation nécessaire (pas de consommation sur les mois de mai et juin)</p>
Soufflet Agriculture	Données manquantes mois de l'année N = mois de l'année N-1
Ingrédients (AIT et Solyve)	La moyenne des derniers mois (selon disponibilité des données des sites : 8 ou 9 derniers mois)
Soufflet Vigne	Données manquantes mois de l'année N = mois de l'année N-1
Corporate	<p>Plusieurs règles :</p> <ul style="list-style-type: none"> Reprise des données mensuelles de l'année précédente (juin 25 = juin 24) Pour un bureau : Juin 25 = moyenne juillet 2024 à mai 2025
TERACT	Méthode d'extrapolation : Mois N = Mois N-1
InVivo Ag°	<p>Agrosciences :</p> <p>Deux méthodes d'extrapolation :</p> <p>Mois N = Mois N-1 pour les données non obtenues jusqu'à février 25</p> <p>Non disponible de mars à juin 2025 (cession)</p> <p>Phyteurop :</p> <p>Simulation d'un modèle interne de la part du contrôle de gestion à partir du planning de production (permettant d'obtenir les volumes), ce à quoi on applique la consommation de kWh au litre à ces volumes.</p> <p>GPL : moyenne sur les mois disponibles* nombre de mois non disponibles</p> <p>Semences de France :</p> <p>Deux méthodes d'extrapolation :</p> <p>Mois N = Mois N-1</p> <p>Juin 25 = Moyenne des 11 derniers mois</p> <p>UNION</p> <p>Logistique et stockage :</p> <p>Tonnages : estimé à partir du budget</p> <p>Électricité : Consommation en kWh du mois de juin 24* prix unitaire actuel</p> <p>Pour le gaz : pas de conso en juin seulement l'abonnement</p> <p>Fertiline :</p> <p>Juin 25 = Moyenne des mois de l'année N</p>
Cordier (dont Sudvin)	En fonction du dernier mois disponible, avril 25 = mai 25 = juin 25

Tableau de synthèse des règles d'extrapolation pour les consommations d'eau :

Divisions	Méthode d'extrapolation
Soufflet Malt	Non applicable (données réelles)
Moulins Soufflet	Mois de juin 25 = Moyenne janvier à mai
Neuhauser	Non disponible
Soufflet Négoce by InVivo	Facture semestrielle, pour les mois manquants du 2 ^e semestre : Moyenne mensuelle N-1* nombre de mois manquants
Soufflet Agriculture	Soufflet Agriculture France : suivant la périodicité de la facture Si facture semestrielle, 2 ^e semestre 24-25 = 2 ^e semestre 23-24 Si facture annuelle, donnée 24-25 = donnée 23-24 Soufflet Agriculture International et IS SEEDS : juin 25 = juin 24
Ingrédients (AIT et Solyve)	Avril 25 = Mai 25 = Juin 25 = Moyenne des 9 derniers mois
Soufflet Vigne	Non disponible
Corporate	Facture semestrielle, pour le 2 ^e semestre = 2 ^e semestre 2024
TERACT	Suivant la périodicité de la facture Si facture semestrielle, 2 ^e semestre 24-25 = 2 ^e semestre 23-24 Si facture annuelle, donnée 24-25 = donnée 23-24 Si pas de facture : calcul d'un ratio par enseigne de consommation d'eau/m ² de magasin
InVivo Ag°	Plusieurs règles : Donnée manquante sur un mois = Moyenne des mois de l'année N Pour les sites recevant une facture semestrielle : reprise de la consommation pour les mois manquants en utilisant les données des mois N-1 (exemple : Juin 25 = Juin 24) Cas exceptionnel Fertiline : moyenne mensuelle N-1* nombre de mois manquants
Cordier (dont Sudvin)	Plusieurs règles : Juin 25 = Mai 25 Juin 25 = Moyenne de la première semaine de juin

Tableau de synthèse des règles d'extrapolation pour les volumes de déchets :

Divisions	Méthode d'extrapolation
Soufflet Malt	Trois sites concernés par une extrapolation : Pour un site, les données de l'année 24-25 = année 23-24 Pour deux sites, avril 25 = mai 25 = juin 25 = (volume de déchets/nombre de mois dont la donnée est disponible)* nombre de mois manquants
Moulins Soufflet	Pour les mois de mai et juin 2025 : en fonction du prévisionnel de production, extrapolation à partir de la moyenne des données entre juillet 2024 et avril 2025
Neuhauser	Non disponible
Soufflet Négoce by InVivo	Non disponible pour juin 25
Soufflet Agriculture	Juin 25 = Juin 24
Ingrédients	Avril 25 = Mai 25 = Juin 25 = Moyenne des 9 derniers mois
Soufflet Vigne	Non disponible
Corporate	Non applicable (données réelles)
TERACT	Mai 25 = Mai 24 Juin 25 = Juin 24
InVivo Ag°	Juin 25 = moyenne des 11 mois précédents
Cordier (dont Sudvin)	Plusieurs règles selon les sites : moyenne au prorata de la période d'enlèvement (trimestriel, semestriel ou annuel)

Tableau de synthèse des règles d'extrapolation pour les heures travaillées :


Divisions	Méthode d'extrapolation
Soufflet Malt	En cas de données manquantes, les heures travaillées sont estimées sur la base de la moyenne des heures travaillées sur l'exercice 2023/2024. La majorité des heures du mois de juin ont ainsi été extrapolées selon cette méthode.
Moulins Soufflet	
Neuhauser	
Soufflet Négoce by InVivo	
Soufflet Agriculture	
Ingrédients (AIT et Solyve)	
Soufflet Vigne	
Corporate	
TERACT	
InVivo Ag°	
Cordier (dont Sudvin)	


Tableau de synthèse des règles d'extrapolation pour le nombre de jours perdus :


Divisions	Méthode d'extrapolation
Soufflet Malt	Seul le mois de juin 2025 a fait l'objet d'une extrapolation, selon la règle de calcul suivante : Nombre de jours d'absence (JA) de juin 2025 = Nombre de JA de mai 2025.
Moulins Soufflet	
Neuhauser	
Soufflet Négoce by InVivo	
Soufflet Agriculture	
Ingrédients (AIT et Solyve)	
Soufflet Vigne	
Corporate	
TERACT	
InVivo Ag°	
Cordier (dont Sudvin)	

6.4 Synthèse des indicateurs de reporting extra-financier

Thème		Unité	2023/2024	2024/2025	Évolution %	Commentaire
Environnement						
						
Climat	Émissions de gaz à effet de serre Scope 1	tCO ₂ eq	398 491	440 271	+10,5 %	Cette hausse s'explique principalement par un effet récolte défavorable nécessitant plus d'opérations énergivores (gaz naturel) et un mix énergétique moins favorable (plus de gaz, moins d'électricité).
	Émissions de gaz à effet de serre Scope 2 (location based)	tCO ₂ eq	130 027	106 698	-15,6 %	Diminution du scope 2 liée d'une part à la diminution des consommations d'électricité, et au changement de base facteurs d'émissions d'électricité.
	Émissions de gaz à effet de serre Scopes 1 et 2 (location based)	tCO ₂ eq	528 518	546 969	+3,5 %	Voir commentaires ci-dessus.
	Émissions de gaz à effet de serre Scope 3	tCO ₂ eq	13 423 851 (2022/2023)	13 582 226 (2023/2024)	+1 %	Les données du Scope 3 sont calculées sur la base des informations n-1, afin de privilégier l'exactitude (données réelles et non extrapolées). En 2024/2025, le Scope 3 publié est celui de la période 2023/2024.
	Part des sites certifiés ISO 50 001	%	Non publié	24,8	Non applicable	Nouvel indicateur
Gestion de l'eau	Consommation d'eau en valeur absolue	m ³	14 806 817	13 892 652	-6,2 %	Prélèvements d'eau globalement en baisse ou stables, avec une amélioration notable du côté de Soufflet Malt (3,95 - 3,87 m ³ /t).
	Consommation d'eau dans des zones à stress hydrique	m ³	4 054 438	3 931 203	-3 %	Baisse de 3 % des volumes prélevés en zones de stress hydrique, principalement grâce à Soufflet Malt (-130 426 m ³).

Thème		Unité	2023/2024	2024/2025	Évolution %	Commentaire
Économie circulaire	Tonnes de déchets produites par les opérations	Tonnes	Non publié	93 980	Non applicable	Nouvel indicateur
	Part des déchets valorisés	%	89	90,6	+ 2 %	RAS
	Quantité de co-produits valorisés	Tonnes	Non disponible	446 608,5	Non applicable	Nouvel indicateur
Biodiversité et écosystèmes	Nombre de projets concernés par une amélioration biodiversité	Nb	Non disponible	14	Non applicable	Nouvel indicateur
Personnel de l'entreprise						
						
Effectif	Taux de turnover	%	18	17	- 5,6 %	Meilleure rétention des collaborateurs : le Groupe demeure vigilant et poursuit ses efforts pour renforcer le climat social, accroître la satisfaction des employés et améliorer les conditions de travail.
	Taux de sortie	%	Non disponible	20	Non applicable	Nouvel indicateur
Santé – sécurité	Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt	Nb	15,31	13,88	- 9 %	Déploiement des actions de prévention, notamment : <ul style="list-style-type: none">la sécurité routièrele renforcement des audits de sécuritél'optimisation des visites de sécurité
	Taux de gravité des accidents de travail avec arrêt	Nb	0,79	0,81	+ 2,5 %	
Développement professionnel	Part de l'effectif ayant bénéficié d'une formation	%	71	58	- 18,3 %	La tension opérationnelle a freiné certains objectifs (les formations obligatoires ont toutefois été maintenues), l'indicateur intègre désormais CDI + CDD + alternants (vs CDI auparavant), ce qui explique en partie l'écart par rapport à l'année précédente.
	Nombre d'heure de formation par collaborateur formé	Nb	21	14	- 33,3 %	
	Part des collaborateurs ayant bénéficié d'un entretien annuel	%	Non disponible	97	Non applicable	Nouvel indicateur
QVT	Part des collaborateurs ayant droit à des congés familiaux	%	Non disponible	100	Non applicable	Nouvel indicateur
	Part des collaborateurs ayant droit et ayant pris des congés familiaux	%	Non disponible	3	Non applicable	Nouvel indicateur

Thème		Unité	2023/2024	2024/2025	Évolution %	Commentaire
Diversité, équité, inclusion	Part de femmes parmi les effectifs	%	43	43	0 %	RAS
	Part de femmes parmi les effectifs cadres	%	42	39	- 7,1 %	RAS
	Part de femmes parmi les effectifs dirigeants	%	22	23	+ 4,5 %	RAS
	Part des collaborateurs porteurs de handicap	%	3	3	0 %	RAS
Sociétal						
						
Offre à impact positif	Part du chiffre d'affaires généré par des offres à impact positif/CA Global	%	27	24,2	- 11,2 %	Difficile valorisation des OIP et abandon de la filière <i>Transparence</i> de Neuhauser.
	Part du chiffre d'affaires généré par des offres à impact positif/CA périmètre éligible	%	39	39,3	+ 1,3 %	Légère augmentation dans un contexte marché encore peu réceptif et une réduction du périmètre éligible.
Filières durables	Tonnage vendu par Soufflet Agriculture de matières premières agricoles issues de productions durables	Tonnes	1 187 039	1 497 154	+ 26 %	Cette évolution s'explique par un développement des filières durables et le maintien des tonnages associés dans un contexte de collecte impacté par des conditions climatiques défavorables.
	Tonnes de blé issues de filières durables achetées par Moulins Soufflet	Tonnes	481 509	432 105	- 10,3 %	Cette diminution s'explique par une demande client en baisse et l'arrêt de deux filières durables (dont <i>Transparence</i>).
	Tonnes d'orge brassicole issues de filières durables achetées par Soufflet Malt	Tonnes	1 051 470	1 554 634	+ 48 %	L'augmentation est due à une augmentation de périmètre (intégration d'UMG) ainsi qu'au respect de la trajectoire engagée de Soufflet Malt concernant l'orge durable.
	Volume de vin acheté issu de production durable	Hecto-litres	225 927	234 547	+ 3,8 %	RAS

Thème		Unité	2023/2024	2024/2025	Évolution %	Commentaire
Filières durables	Nombre de contrats engagés avec des agriculteurs sur des tonnages durables (Soufflet Agriculture)	Nb	Non disponible	27 773	Non applicable	Nouvel indicateur
	Nombre estimé d'agriculteurs fournisseurs de tonnages durables (Episens)	Nb	3 200	5 764	+ 80 %	La très forte variation est due à une augmentation de périmètre.
	Nombre estimé d'agriculteurs fournisseurs de tonnages durables (Soufflet Malt)	Nb	6 192	6 361	+ 3 %	RAS
	Nombre de fournisseurs de vin engagés dans une démarche de durabilité	Nb	Non disponible	124	Non applicable	Nouvel indicateur
Conduite des affaires						
						
Achats responsables	Part des fournisseurs des catégories prioritaires ayant signé la charte RSE fournisseurs	%	23	49	+ 112 %	Progression due à une meilleure définition des périmètres prioritaires par métier et à une fiabilité accrue des bases fournisseurs.
	Taux de dépenses couvertes par une évaluation RSE	%	34	36,3	+ 6,9 %	RAS
	Taux de fournisseurs (>150 k€) ayant fait l'objet d'une évaluation RSE	%	15	17,7	+ 20,6 %	Dans la DPEF 23-24 la valeur était de 36 % dû à une erreur de calcul. La valeur 23-24 a été corrigée a posteriori de la publication et la valeur est de 15 %.
Éthique	Nombre de plaintes reçues par le système d'alerte invivo. signalement.net	Nb	Non disponible	0	Non applicable	Nouvel indicateur
	Part de collaborateurs connectés sensibilisés au Code de conduite	%	Non disponible	68,2	Non applicable	Nouvel indicateur

6.5 Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant (OTI)



BUREAU VERITAS CERTIFICATION
1 place Zaha Hadid
92400 COURBEVOIE
Société par Actions Simplifiées
RCS Nanterre – 399 851 609

Rapport de vérification de la déclaration de performance extra-financière

Groupe InVivo _ 83 avenue de la Grande Armée _ 75 016 Paris

La déclaration de performance extra-financière revue concerne l'exercice clos au 30 juin 2025 de la société.

Demande, Responsabilités et Indépendance

Suite à la demande qui nous a été faite par le Groupe InVivo et en application des dispositions de l'article L.225-102-1¹ du code de commerce français, nous avons effectué la vérification de la déclaration de performance extra-financière (DPEF) relative à l'exercice clos le 30/06/2025 publiée dans le rapport de gestion du Groupe InVivo, en tant qu'organisme tiers indépendant (« tierce partie »). Accréditation Cofrac validation/vérification, N° 3-2047, liste des sites et portée disponibles sous www.cofrac.fr.

Il appartient au Conseil d'administration

- ✓ D'établir et publier une DPEF conforme en référence aux articles L.225-102-1¹, R.225-105¹ et R.225-105-1¹ du code de commerce français,
- ✓ De préparer la DPEF conformément aux protocoles de reporting établies par la société, ci-après nommés « les procédures de reporting ».
- ✓ De mettre en œuvre les contrôles internes nécessaires à la production d'informations exemptes d'anomalies significatives
- ✓ La DPEF sera disponible sur le site internet de la société ainsi que l'ensemble des politiques d'engagement d'InVivo

Il nous appartient de conduire les travaux de vérification de la DPEF qui nous permettent de formuler un avis motivé et une conclusion quant à :

- ✓ La conformité de la DPEF aux dispositions prévues à l'article R.225-105¹ du code de commerce ;
- ✓ La sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R.225-105¹ ;

Nous avons conduit les travaux de vérification de la DPEF de manière impartiale et indépendante, en conformité avec les pratiques professionnelles de la tierce partie indépendante et en application du Code Ethique et de nos procédures internes appliqués par l'ensemble des intervenants Bureau Veritas Certification.

Nature et étendue des travaux

Pour délivrer l'avis motivé sur la conformité de la DPEF et l'avis motivé sur la sincérité des informations fournies, nous avons effectué nos travaux de vérification conformément aux articles A.225-1 à A.225-4 du Code de commerce et à notre méthodologie définie dans le document « GP01- programme de vérification de la déclaration de performance extra-financière, pour la vérification de la DPEF », notamment :

- ✓ Nous avons pris connaissance du périmètre consolidé devant être considéré pour l'établissement de la DPEF, tel que précisé dans l'article L.233-16 du code de commerce. Et nous sommes assurés que la DPEF couvre l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre consolidé et précise les restrictions de périmètre pour chaque indicateur ;

¹ Textes dans leur version antérieure au 01/01/2025



- ✓ Nous avons collecté des éléments de compréhension relatifs aux activités de la société, au contexte dans lequel la société évolue, et aux conséquences sociales et environnementales de ses activités ;
- ✓ Nous avons pris connaissance du contenu de la DPEF et vérifié qu'elle intègre les éléments de l'article R.225-105¹ du code de commerce :
 - La présentation du modèle d'affaires de la société ;
 - La description des principaux risques liés à l'activité de la société, pour chaque catégorie d'information mentionnée au III de l'article L.225-102-1¹, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, ainsi que les politiques appliquées par la société, le cas échéant, les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre pour prévenir, identifier et atténuer la survenance des risques identifiés ;
 - Les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et si pertinent au regard des principaux risques les informations prévues au II de cet article ;
- ✓ Nous avons examiné le dispositif de l'entreprise pour passer en revue les conséquences de ses activités telles que listées au III de l'article L.225-102-1¹, identifier et hiérarchiser les risques afférents ;
- ✓ Nous avons identifié les informations manquantes ainsi que les informations omises sans que soient fournies d'explications ;
- ✓ Nous avons vérifié que les informations omises relatives aux risques principaux identifiés font l'objet, dans la DPEF, d'une explication claire et motivée des raisons justifiant cette omission ;
- ✓ Nous nous sommes assurés de la mise en place par la société de processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la cohérence des informations mentionnées dans la DPEF. Nous avons examiné les « procédures de reporting » au regard de leur pertinence, fiabilité, caractère compréhensible, exhaustivité et neutralité, et le cas échéant, en tenant compte des bonnes pratiques professionnelles issues d'un référentiel sectoriel ;
- ✓ Nous avons identifié les personnes qui au sein de la société, sont en charge de tout ou partie du processus de reporting et nous avons mené des entretiens auprès de certaines de ces personnes ;
- ✓ Nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société ;
- ✓ Nous avons apprécié par échantillonnage la mise en œuvre des « procédures de reporting », notamment les processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle des informations ;
- ✓ Pour les données quantitatives² que nous avons considérées comme étant les plus importantes, nous avons :

² Les données vérifiées ci-dessous sont basées sur des informations historiques constatées. Au sein de cette liste quelques indicateurs sont basés sur des informations extrapolées selon les règles décrites dans la DPEF.

Informations sociales : Part de femmes parmi les effectifs ; Part de femmes parmi les effectifs cadres ; Part de femmes parmi les effectifs dirigeants ; Taux de turn over ; Part des collaborateurs porteur de handicap ; Part de l'effectif ayant bénéficié d'une formation ; Nombre d'heure de formation par collaborateur formé ; Part des collaborateurs ayant bénéficié d'un entretien annuel ; Part des collaborateurs ayant droit à des congés familiaux ; Part des collaborateurs ayant droit et ayant pris des congés familiaux ; Taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt ; Taux de gravité des accidents de travail avec arrêt ;

Informations environnementales : Emissions de gaz à effet de serre scope 1 & 2 (location based) ; Emissions de gaz à effet de serre scope 3 ; Part des sites certifiés ISO 50001 ; Consommation d'eau en valeur absolue ; Consommation d'eau dans les zones à stress hydrique ; Tonnes des déchets produites par les opérations ; Part des déchets valorisés ; Chiffre d'affaires généré par des offres à impact positif ; Tonnage vendu par soufflet Agriculture de matières premières agricoles issues de productions durables ; Tonnes de blé issues de filières durables achetées par Moulin Soufflet ; Tonnes d'orge brassicole issues de filières durables achetées par Soufflet Malt ; Volume de vin acheté issu de production durable ; Nombre de contrats engagés avec des agriculteurs sur des tonnages durables (Soufflet Agriculture) ; Nombre estimé d'agriculteurs fournisseurs de tonnage durable (Episens) ; Nombre estimé d'agriculteurs fournisseurs de tonnage durable (Soufflet Malt) ; Nombre de fournisseurs de vin engagés dans une démarche de durabilité ;

Informations sociétales : Part des fournisseurs des catégories prioritaires ayant signé la charte fournisseurs ; Taux de dépenses couvertes par une évaluation RSE ; Taux de fournisseurs (> 150 k€) ayant fait l'objet d'une évaluation RSE ; Nombre de plaintes reçues par le système d'alerte invivo.signalement.net ; Part de collaborateurs connectés sensibilisés au Code de conduite.



- Réalisé une revue analytique des données et vérifié, sur la base de sondages, les calculs et la compilation de ces informations au niveau du siège et des entités vérifiées ;
 - Sélectionné un échantillon d'entités³ contributrices dans le périmètre de consolidation, en fonction de leur activité, de leur contribution aux données consolidées de la société, de leur implantation et des résultats des travaux effectués lors des précédents exercices ;
 - Réalisé des tests de détails sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des « procédures de reporting », à rapprocher les données des pièces justificatives, à vérifier les calculs et la cohérence des résultats ;
 - L'échantillon sélectionné représente un taux de couverture de 23 % à 100% des effectifs et entre 24% et 45% des valeurs reportées pour les informations environnementales et 100% pour les informations sociétales testées ;
- ✓ Pour les informations qualitatives que nous avons estimées les plus importantes, nous avons consulté des sources documentaires et, conduit des entretiens avec les personnes en charge de leur rédaction.
 - ✓ Nous avons examiné la cohérence des informations mentionnées dans la DPEF.
 - ✓ Nos travaux ont été conduits entre le 16 mai 2025 et la date de signature de notre rapport sur une durée d'environ 2 semaines, par une équipe de deux vérificateurs. Nous avons conduit une quarantaine d'entretiens avec des personnes en charge du reporting lors de cette mission.

Observations sur les procédures de reporting ou le contenu de certaines informations

Sans remettre en cause les conclusions ci-dessous, nous exprimons les observations suivantes :

- ✓ Compte tenu des variations de périmètre en fonction des indicateurs, l'attention est attirée sur la non-comparabilité des informations publiées
- ✓ Le périmètre de reporting de la DPEF ne couvre pas encore la totalité du périmètre consolidé, il convient de poursuivre l'effort de couverture à l'ensemble du périmètre

Avis motivé et conclusion

Sur la base de nos travaux de vérification, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité de la déclaration de performance extra-financière Aux dispositions de l'article R.225-105 et la sincérité des informations présentées.

Courbevoie, le 02/10/2025

Pour Bureau Veritas Certification

Samuel Duprieu
Président

³ **Informations environnementales** _ Energie (gaz et électricité) & émissions de CO2 scope 1&2 : Malteries de Nogent, Pocatello, Taubaté et Silo de Rouen _ Consommation d'eau : Malteries de Nogent, Pocatello, Taubaté _ Taux de déchets valorisés : Malteries de Nogent, Pocatello, Taubaté et Silo de Rouen _ Nombre d'accidents du travail : Malteries de Nogent, Pocatello, Taubaté et Silo de Rouen _ Scope 3 : Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, Neuhauser

Offre OIP : Moulin Soufflet et Soufflet Malt _ Agriculture durable : Soufflet Agriculture, Moulin Soufflet et Soufflet Malt, Cordier

Informations sociales _ (effectif, diversité...) : les entités gérées par le logiciel de paie _ Formation : Episens et Soufflet Malt

Autres indicateurs _ le périmètre publié (les données étant centralisées)



**Retrouvez-nous
sur notre
site internet
et nos réseaux
sociaux :**
invivo-group.com

